

Jeppico 150



DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75207 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13950 - 6 F

DIMANCHE 3-LUNDI 4 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Klaxonnez !

1. C'est...
2. C'est...
3. C'est...
4. C'est...
5. C'est...
6. C'est...
7. C'est...
8. C'est...
9. C'est...
10. C'est...

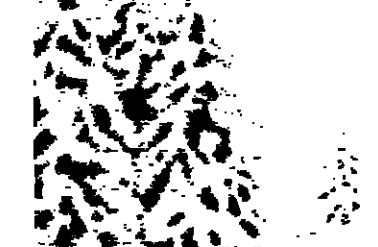
1. C'est...
2. C'est...
3. C'est...
4. C'est...
5. C'est...
6. C'est...
7. C'est...
8. C'est...
9. C'est...
10. C'est...

1. C'est...
2. C'est...
3. C'est...
4. C'est...
5. C'est...
6. C'est...
7. C'est...
8. C'est...
9. C'est...
10. C'est...

1. C'est...
2. C'est...
3. C'est...
4. C'est...
5. C'est...
6. C'est...
7. C'est...
8. C'est...
9. C'est...
10. C'est...

1. C'est...
2. C'est...
3. C'est...
4. C'est...
5. C'est...
6. C'est...
7. C'est...
8. C'est...
9. C'est...
10. C'est...

z l'Niver
du Père Noël



EN LAPON
Midi est plus...
les Alpes, le...
le...
ou...
une...
une...

de l'Europe...
100...
42 55 43 13

Nouvelle alerte pour M^{me} Aquino

CHAUDE alerte pour M^{me} Cory Aquino. Pour la démocratie philippine aussi. La tentative de putsch militaire du 1^{er} décembre est la plus grave à laquelle la présidente des Philippines ait eu à faire face. Et pourtant, depuis qu'elle a remplacé en 1986 le dictateur Marcos, des mutins ont tenté pas moins de six fois de la renverser.

Alors qu'une résistance sporadique se poursuivait samedi 2 décembre en plusieurs points du pays, une première constatation s'impose. Une partie des forces loyalistes — sur le papier considérablement plus nombreuses que les mutins — a joué l'attentisme. Elles ne se sont pas précipitées au secours d'un pouvoir légal pourtant menacé dans la capitale. Il aura fallu que le président Bush apporte son soutien à M^{me} Aquino, sous forme d'une couverture aérienne, et que le département d'Etat menace de couper les vivres aux putschistes s'ils l'emportaient pour que ces unités s'engagent enfin.

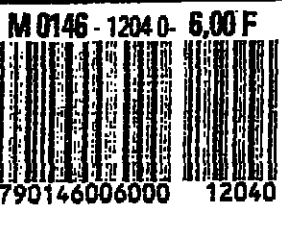
LES cicatrices laissées par ces affrontements seront difficiles à effacer. Les opposants à M^{me} Aquino, qui se confondent souvent avec les anciens partisans de Marcos, ont montré qu'ils n'avaient pas désarmé et qu'ils étaient prêts à recommencer jusqu'à ce qu'ils l'emportent. Le plus flamboyant d'entre eux, le colonel « Gringo » Honasan, n'en est pas à son premier putsch. Mais on voit se profiler derrière lui l'ombre sinistre du général Ver, ancien chef de l'armée et maître d'œuvre de l'assassinat, en 1983, de Benigno Aquino ; pour ne pas parler du propre cousin de la présidente, de son vice-président et de l'ancien ministre de la défense, passés à l'opposition.

M^{me} Aquino aura donc fort à faire pour juguler cette dissonance larvée qui mine son régime et que la mort de Marcos, le 28 septembre dernier, ne semble pas avoir effacée. Le soutien de son ministre de la défense, le général Fidel Ramos, lui demeure indispensable. Mais lui lui faudra aussi — et peut-être surtout — retrouver la confiance des Philippines, frappées de plein fouet par la crise économique, tandis que la vague de violence, de terrorisme et de contre-terrorisme tue chaque jour.

CE n'est sans doute pas une coïncidence si les mutins ont décidé de frapper au lendemain de l'annonce d'une impopulaire hausse des carburants, et alors que l'inflation a approché en octobre les 14 %. Le charisme de M^{me} Aquino a beaucoup perdu de son effet, d'autant que la présidente s'est montrée incapable de surmonter la crise et qu'elle prête le flanc à la critique de ceux qui l'accusent de laisser pervertir et clientélisme s'enrichir outrageusement.

Elle n'en demeure pas moins l'ultime rempart contre l'anarchie ou la guerre civile dans ce pays qu'ont ruiné deux décennies de pillage par la famille Marcos, un héritage qui sera long à liquider. Mais, si elle veut survivre, M^{me} Aquino devra s'efforcer de mieux faire passer dans les faits l'humanisme, sincère, de ses discours.

Lire nos informations page 6



Le sommet américano-soviétique de Malte

M. Gorbatchev compte sur l'appui de M. Bush pour mener à bien les changements à l'Est

Les entretiens entre M. George Bush et M. Mikhaïl Gorbatchev ont débuté, samedi 2 décembre, à bord du paquebot « Maxime-Gorki », à quai à la pointe sud-est de l'île de Malte, où le chef de l'Etat soviétique avait passé la nuit. Le mauvais temps régnant à Malte a en effet contraint à une modification du programme qui prévoyait que la rencontre se déroulerait au large de l'île.

L'accélération récente des événements dans les pays d'Europe de l'Est donne à cette rencontre, initialement présentée du côté américain comme un échange de vues informel ne devant donner lieu à aucune décision spectaculaire, l'importance d'un véritable sommet. M. Gorbatchev est arrivé, en provenance de Milan, fort du soutien moral que le pape Jean-Paul II a prodigué — vendredi au Vatican — à la perestroïka, mais il est également en position de demandeur. Il cherche notamment le soutien américain pour mener à bien les changements à l'Est, et un appui à son idée de convoquer en 1990 une nouvelle conférence d'Helsinki.

Une déclaration commune devait être publiée, dimanche après-midi, avant que M. Gorbatchev ne regagne Moscou, et que M. Bush ne se dirige vers Bruxelles, où il devait dîner avec le chancelier Kohl, et rendre compte, lundi, au sommet de l'OTAN, de ses conversations de Malte.

La triple requête du Kremlin

MALTE
de notre envoyé spécial

La rencontre de Malte, qui a débuté samedi matin 2 décembre, sur le paquebot soviétique « Maxime-Gorki », amarré à quai à proximité de La Valette, est bel et bien un sommet. Personne ne songe plus du côté américain à parler de simple prise de contact. L'essentiel d'un code de bonne conduite pour une époque nouvelle mais lourde de troubles. Il n'en demeure pas moins que les dossiers urgents s'accumulent, placent M. Gorbatchev dans une position de plus en plus difficile et donc de demandeur.

Le numéro un soviétique, dont il serait très académique de se demander s'il est sincère ou non, a besoin de rentrer à Moscou avec quelques résultats concrets. Quant à M. Bush, déjà accusé de ne se comporter qu'en simple spectateur de l'Histoire, il doit tout en ménageant ses alliés européens, faire la preuve que sa sagesse n'est pas de l'indécision et se prémunir contre les critiques qui ne manqueraient pas de s'abattre sur lui en cas de naufrage de l'expérience gorbatchévienne. Un échec de Gorbatchev serait aussi un peu le sien.

Peut-être, comme on le dit et le répète d'un côté et de l'autre, ne faut-il s'attendre à aucune

annonce spectaculaire, et la déclaration conjointe, qui devait être publiée dimanche après-midi, à l'issue de la deuxième journée d'entretiens, sera pour l'essentiel un code de bonne conduite pour une époque nouvelle mais lourde de troubles. Il n'en demeure pas moins que les dossiers urgents s'accumulent, placent M. Gorbatchev dans une position de plus en plus difficile et donc de demandeur.

JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 5



L'avertissement de M. Rocard au PS

Un appel à l'unité face aux défis que la France doit affronter.

« Nous ne pourrions longtemps continuer ainsi. Nous devons ensemble être au contraire capables de définir des positions cohérentes et montrer que les socialistes ont, en perspective, autre chose que des choix internes » : c'est par cet avertissement que M. Michel Rocard a commencé son intervention devant le comité directeur du PS, réuni samedi 2 et dimanche 3 décembre à Paris, pour discuter de la situation politique et de la préparation du congrès de Rennes. A l'aide d'un inventaire détaillé des défis que la France doit affronter (bouleversements à l'Est, mise en cause de la construction communautaire, état des inégalités en France et difficultés liées à l'immigration), M. Rocard s'est efforcé de convaincre les socialistes qu'il faut aujourd'hui faire prévaloir les « convergences » sur les différences de courants et les ambitions personnelles.

L'appel du premier ministre fait écho aux interventions, la veille, de certains responsables

socialistes qui, lors de la réunion du courant dirigeant du parti, se sont inquiétés des risques de « fractionnement » du PS, ces derniers contenant même, selon M. Lionel Jospin, une menace de « déclin formidable ». A la veille du second tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, où le Front national tente de ravir à la droite deux sièges de député, le premier ministre a exposé sa conception de l'intégration en tentant de donner de son gouvernement une image de fermeté.

« Nous devons définir une véritable politique d'intégration », a reconnu M. Rocard, qui a récusé l'idée d'un ministère spécifique comme le réclame SOS-Racisme. Le premier ministre préfère, en assurant lui-même la coordination de ce dossier, que le gouvernement s'attache à des « politiques de droit commun ». L'intégration telle qu'il l'a définie comporte certes, pour les immigrés, des droits, mais aussi le respect « de la

régie commune ». M. Rocard met en avant l'idée « d'une société homogène où prime l'adhésion aux valeurs communes », par opposition à une société qui serait « faite d'une juxtaposition de communautés » et qui prendrait alors le risque « de formes molles d'apartheid ». M. Rocard se démarque ainsi nettement de ceux qui, au sein de la gauche, prônent une « société multiculturelle ».

Dans le même souci de fermeté, et sans renoncer à une vision tolérante de la laïcité, M. Rocard assure que le port du voile à l'école publique exprime une conception inacceptable des rapports entre hommes et femmes et doit être « fermement dissuadé ». Aussi le gouvernement soutiendra-t-il les établissements scolaires qui estimeront que le port du foulard perturbe leur fonctionnement. Ce message devrait être bien reçu par la FEN, bien que ses dirigeants continuent de réclamer une loi.

Lire nos informations page 7

Retour aux « années Pompidou »

A l'occasion d'un colloque, un éclairage nouveau sur la guerre d'Algérie, les événements de 1968, la succession de De Gaulle

Le colloque « Georges Pompidou, hier et aujourd'hui », organisé par M. Pierre Messmer à l'initiative de la venue de l'ancien président de la République, a connu un grand succès. MM. Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, Couve de Murville, de très nombreux anciens ministres et anciens collaborateurs y ont assisté. Toutefois MM. Debré et Chaban-Delmas, pas plus que M^{me} Marie-France Garaud et M. Pierre Juillet, n'étaient présents. Le chef de l'Etat était représenté par M^{me} Georgeette Elgey.

Les années Pompidou, c'est-à-dire celles du Pompidou politique, commencent après la Libération et elles ont été évoquées par M. René Brouillet, ancien membre du Conseil constitution-

nel, condisciple à la Rue d'Ulm du « jeune Auzanet de Montboudif ». Et c'est à lui, en 1944, que Georges Pompidou s'était adressé pour solliciter un emploi, lassé qu'il était de « décliner rosa la rose » ; grâce à lui, il entra au cabinet de De Gaulle.

M. Olivier Guichard, devenu son ami, a décrit le comportement de Georges Pompidou pendant la traversée du désert du général où « il n'a pas partagé l'aventure militante du RPF », mais où il a su nouer de nombreux contacts pour le compte du général.

M. Guichard reconnaît qu'en mai 1958, Georges Pompidou resta « circonspect » craignant que « l'activisme des gaullistes n'entraîne le général dans quel-

que méchante aventure ». C'est ensuite, décrit par M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, le rôle éminent joué par le directeur du cabinet du général dans la politique de redressement économique où il fut séduit par Jacques Rueff.

M. Bruno de Leusse, diplomate, a montré avec précision comment, dès 1959 et surtout à partir de 1961, Georges Pompidou a été chargé par De Gaulle de prendre en Suisse des contacts secrets avec les nationalistes algériens, mais surtout comment rien, en fait, n'a été réglé avant la conclusion des accords d'Evian de 1962.

ANDRÉ PASSERON

Lire la suite page 8

ROLEX
GENÈVE

Lady Datejust

Francis Javitt

HORLOGER - ORFÈVRE JOAILLER - CADEAUX

Centre Commercial Maine Montparnasse 75015 Paris.
Tél. 45 38 66 52.
Ouvert les dimanches 10, 17 et 24 décembre.

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 11 pt. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 100 lt. ; Japon, 90 p. ; Liban, 2 000 L. ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 205 F CFA ; Suède, 14 sk. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (Canada), 2 S.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Téléx MONDIPUS 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Remplacements sur les rétrotransmissions
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

Tél : (1) 42-47-99-72

DATES

Il y a quarante-cinq ans

Le dimanche sanglant d'Athènes

DIMANCHE matin 3 décembre 1944. Les sirènes des usines mugissent, les cloches des églises sonnent à toute volée, donnant le signal de la mobilisation. Les quartiers populaires d'Athènes et du Pirée se vident. L'EAM (1), le front de résistance dirigé par le PC grec, a appelé à descendre dans la rue. L'autorité militaire britannique et le gouvernement de Georges Papandréou exigent le désarmement et la dissolution de l'ELAS (2), l'armée de la résistance. Ce n'est pas la première fois. Depuis l'arrivée du premier contingent britannique à Athènes, le 14 octobre 1944, deux jours après le départ définitif des Allemands, ils n'ont pas cessé de le faire. Mais, le vendredi 1^{er} décembre, le général Scobie a lancé un ultimatum menaçant : « Nous ne rendrons pas nos armes glorieuses », titre en réponse le quotidien du PC.

Une foule compacte pénètre lentement sur la place Syntagma, au cœur d'Athènes. Les manifestants, dont de nombreux enfants, reprennent les slogans scandés par les cadres de l'EAM dans leurs porte-voix en carton : « A bas Papandréou ! », « Juges les collaborateurs ! ». Disciplinés, sûrs de leur force, ils sont persuadés que maintenant Scobie et Papandréou vont être obligés de trouver enfin un terrain d'entente avec leurs dirigeants.

Leurs regards se tournent vers l'imposante masse de l'Hôtel Grande-Bretagne, qui domine la place Syntagma, véritable centre politique de la Grèce, où logent à la fois l'état-major britannique, le gouvernement grec, les diplomates et les correspondants de guerre américains et britanniques. Ils ne voient pas les policiers en position de tir, aux balcons et sur les toits du quartier général de la police et du palais royal. Soudain, ceux-ci ouvrent le feu sur la tête du cortège, sans que la foule ait esquissé le moindre geste menaçant, sous les yeux de dizaines de correspondants agglutinés aux fenêtres de l'Hôtel Grande-Bretagne. On recueillera vingt-huit morts et des centaines de blessés.

La foule, surprise, désemparée, reflue en emportant ses victimes. On ne sait pas si cette tuerie a été ordonnée au plus haut niveau. Mais elle donne le signal de la confrontation armée entre l'EAM et les Britanniques. Ceux-ci avaient toujours veillé à disposer de gouvernements « amis » en Grèce, en raison de la position privilégiée de cette dernière en Méditerranée orientale, à quelques encablures du canal de Suez. Ils avaient soutenu, en 1936, la dictature de Metaxas. Mais la guerre avait bouleversé toutes les données politiques dans le pays comme dans le reste de l'Europe.

Dès 1943, il apparaît que l'EAM, créé, encadré et dirigé par le Parti communiste, va surclasser toutes les autres forces politiques. Il recrute sur la base de l'unité nationale et étale le souvenir de la guerre d'indépendance contre les Turcs. A son apogée, à l'automne 1944, le front revendique 1,5 million d'adhérents (sur 7 millions d'habitants) et contrôle la majeure partie du territoire. L'ELAS, qui dispose de 70 000 combattants — une force comparable à celle de l'armée grecque d'avant-guerre ! — se dissoutra-t-elle au départ des Allemands ou constituera-t-elle au contraire l'ossature d'un nouvel Etat grec dominé par le PCG, présumé hostile aux intérêts britanniques ?

L'accord de Moscou

La question grecque — tourmente — desorment Churchill. Comme la perspective de l'après-guerre tourmente les dirigeants alliés, Tous craignent le « vide du pouvoir » après l'effondrement de l'Axe en Europe. Tous ont en mémoire la vague révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale. Tous désirent « verrouiller » la situation pour éviter des troubles. Dans cet esprit, Staline et Churchill passent dès l'été 1943 un accord verbal de maintien de l'ordre dans les Balkans, une région qu'ils jugent essentielle pour leur sécurité. Cet accord fut conclu en octobre 1944 à Moscou, Staline et Churchill se réservant une

« prédominance à 90 % » en Roumanie pour le premier, en Grèce pour le second. Chacun obtenant l'« égalité 50-50 » en Yougoslavie. Les deux hommes s'étaient partagé une vaste région de l'Europe allant de la mer Noire à l'Adriatique « comme s'il s'agissait de la vigne de leurs ancêtres », selon les termes de l'ancien dirigeant communiste Stinas (3). On était loin des déclarations publiques des dirigeants alliés sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs promesses d'un avenir radieux après la

samment puissant pour s'opposer à la fois à Staline et à Churchill. Il faut rappeler que Tito, contre l'avis de Staline, avait signifié aux Britanniques qu'il s'opposerait par la force à tout débarquement de leurs troupes en Yougoslavie.

Toute une série de reculades suivirent. Jusqu'en juillet 1943, l'EAM avait visé la conquête totale du pouvoir. Il reconnut désormais le gouvernement grec en exil au Caire, soutenu par les Britanniques mais sans force et sans influence dans le pays, comme le seul légitime. Il accepta ensuite d'y entrer de façon minoritaire. Il accepta enfin de faire passer l'ELAS sous le commandement militaire allié.

L'accord de Moscou fut véritablement consommé le 14 octobre 1944, quand les premières troupes britanniques débarquèrent au Pirée, deux jours après le départ des Allemands. L'EAM leur organisa un accueil triomphal ! Il était pourtant clair qu'elles venaient pour maintenir l'ordre et non pour combattre les Allemands, qui remontaient vers le Nord.

Les dirigeants du PC avaient abandonné de fait le monopole du pouvoir qu'ils exerçaient depuis la fin de 1943 dans leur pays, pensant certainement qu'ils pourraient tenir un rôle prépondérant dans le jeu politique de l'après-guerre. Ils n'avaient pas compris que même cette porte-là leur était fermée après le lâchage soviétique. Ils jouèrent pourtant le jeu pendant les premières semaines, et le PC, avec ses deux ministres, prêcha la modération à une population qui, passée l'euphorie des premiers jours, comprenait que le départ des Allemands et l'arrivée des

fin de la guerre. Pour la Roumanie, cela signifiait la dictature. Pour la Grèce, les « 90 % » impliquaient la mise au pas de la résistance.

Dès le 29 septembre 1943, Churchill envoyait cette note à son état-major : « Si les Allemands évacuent la Grèce, il faut être en mesure d'envoyer à Athènes 5 000 soldats britanniques avec des automitrailleuses (...). Il s'agira d'organiser les troupes pour faire face à des émeutes dans la capitale, ou pour défendre celle-ci contre des incursions venant de l'intérieur du pays (...) (4). »

Il restait à Staline à faire accepter l'accord par le PCG. Le parti avait perdu le contact direct avec l'URSS depuis 1936. Mais sa direction était très liée humanement et politiquement aux dirigeants soviétiques. Ce contact fut rétabli à la fin juillet 1943, quand une mission militaire soviétique atteignit les maquis grecs. On ignore la teneur de ses discussions avec Stinas, le chef du PC et de l'EAM. Il est probable que les Soviétiques ne dirent pas toute la vérité et conseillèrent seulement la modération.

Mais la politique de l'EAM changea alors du tout au tout, et Stinas fit même cette déclaration étonnante pour un dirigeant nationaliste : « La Grèce appartient à une région de l'Europe où les Britanniques assurent toutes les responsabilités. » Pour tant, l'EAM avait un soutien populaire suffi-

samment puissant pour s'opposer à la fois à Staline et à Churchill. Il faut rappeler que Tito, contre l'avis de Staline, avait signifié aux Britanniques qu'il s'opposerait par la force à tout débarquement de leurs troupes en Yougoslavie.

Toute une série de reculades suivirent. Jusqu'en juillet 1943, l'EAM avait visé la conquête totale du pouvoir. Il reconnut désormais le gouvernement grec en exil au Caire, soutenu par les Britanniques mais sans force et sans influence dans le pays, comme le seul légitime. Il accepta ensuite d'y entrer de façon minoritaire. Il accepta enfin de faire passer l'ELAS sous le commandement militaire allié.

L'accord de Moscou fut véritablement consommé le 14 octobre 1944, quand les premières troupes britanniques débarquèrent au Pirée, deux jours après le départ des Allemands. L'EAM leur organisa un accueil triomphal ! Il était pourtant clair qu'elles venaient pour maintenir l'ordre et non pour combattre les Allemands, qui remontaient vers le Nord.

Les dirigeants du PC avaient abandonné de fait le monopole du pouvoir qu'ils exerçaient depuis la fin de 1943 dans leur pays, pensant certainement qu'ils pourraient tenir un rôle prépondérant dans le jeu politique de l'après-guerre. Ils n'avaient pas compris que même cette porte-là leur était fermée après le lâchage soviétique. Ils jouèrent pourtant le jeu pendant les premières semaines, et le PC, avec ses deux ministres, prêcha la modération à une population qui, passée l'euphorie des premiers jours, comprenait que le départ des Allemands et l'arrivée des

Britanniques n'avaient résolu aucun de ses problèmes vitaux. Le ministre du travail Porphyrogénis contribua notamment à freiner efficacement les grèves. Mais les communistes hésitaient à dissoudre l'ELAS, qui restait leur dernière carte.

De son côté, le gouvernement Papandréou, avec ses deux communistes otages, ne chercha même pas à donner le change : les miliciens utilisés par les Allemands pour pourchasser les résistants ne furent pas inquiétés et furent massivement incorporés dans la nouvelle gendarmerie en prévision du choc avec l'ELAS. Le PC se trouvait dans une situation délicate. Chaque jour qui passait le comptait un peu plus de sa base. Et surtout les prévisions de l'ELAS, qui se considéraient comme les sauveurs du pays, compréhensibles qu'ils seraient les grands perdants de la politique du parti.

Par la manifestation du 3 décembre, le PC pensait encore amener ses adversaires à composer. Mais la fusillade de Syntagma, suivie d'une nouvelle tuerie le lendemain, radicalisa la base de l'EAM, qui prit possession de la rue et commença à assiéger en armes les commissariats et les repaires des miliciens. Pendant deux ou trois jours, l'EAM sembla perdre la maîtrise de ses troupes. Mais il réussit à en reprendre le contrôle, et les combats qui se généralisèrent à toute l'agglomération d'Athènes-le Pirée entre l'ELAS et les gouvernements perdirent leur caractère insurrectionnel pour

prendre celui d'un affrontement entre armées.

Le rapport des forces militaires était favorable à l'ELAS, et les gouvernements et les Britanniques se retrouvèrent assiégés dans un étroit réduit au centre d'Athènes. Mais Stinas, qui dirigeait personnellement les opérations, n'osa pas franchir le pas et frapper le coup décisif. Au début, il avait même interdit de tirer sur les Britanniques, qui purent débarquer librement de nouvelles troupes au Pirée, prélevées sur le front italien. Il refusa d'acheminer des renforts dans la capitale, et surtout il offrit continuellement l'armistice à ses adversaires, qui refusèrent chaque fois, justement persuadés de ne pas risquer grand-chose.

Vers la mi-décembre, le rapport des forces s'inversa. Les Britanniques utilisèrent l'aviation, les tanks, l'artillerie et installèrent même une batterie sur l'Acropole ! Les 20 000 hommes de l'ELAS d'Athènes furent progressivement refoulés vers l'est de la ville. Dans les zones qu'ils tiennent pendant plusieurs semaines, exaspérés de voir leur échapper un pouvoir qui avait été à portée de main, ils organisèrent la terreur et prirent des milliers d'otages. Leurs opposants furent traqués et assassinés.

Le sort des trotskistes

Les trotskistes, qui n'avaient cessé de dénoncer l'union nationale comme une duperie pour les opprimés, payèrent un lourd tribut. Les membres critiques du PC aussi. En tout, des centaines de militants tombèrent sous les balles et les couteaux des tueurs de l'OPLA, la police politique du PC. Plus tard, Bartozas, chef du PC à Athènes, se vantait devant Staline d'avoir éliminé six cents trotskistes, ou supposés tels, à cette occasion.

A Noël, la situation militaire était assez sûre pour que Churchill puisse venir à Athènes en personne. Le 5 janvier 1945, l'ELAS quittait la ville. Le 11, elle demandait l'amnistie. Un mois après, le 12 février, les accords de Varkiza entre l'EAM et les Britanniques consacraient la défaite de la résistance. L'ELAS était dissoute et du même coup ses partisans désarmés furent livrés sans défense à la terreur blanche qui commença à se déchaîner et qui allait conduire à la guerre civile de 1946-1949. Les persécutions, les exécutions massives, les camps de « rééducation » politique devinrent la réalité de la Grèce pour des années.

On a beaucoup parlé, à propos des événements de décembre, de coup d'Etat communiste, voire de révolution. Mais l'audace et la détermination qui caractérisent ce genre d'actions manquèrent totalement aux dirigeants communistes. Leur dévotion à Staline les avait conduits à l'impasse politique, et ils engagèrent la lutte armée surtout pour ne pas se laisser déborder, au prix de la mort de milliers de leurs partisans.

Ces événements — pourtant chargés de sens — n'occupent qu'une place restreinte dans les livres d'histoire. Il est vrai qu'aucun des protagonistes ne sort grandi de la confrontation : ni Staline, qui a lâché ses partisans en Grèce, ni le PC, qui a conduit un vaste mouvement populaire à une défaite tragique, ni les Britanniques, attachés à faire valoir leurs « droits » sur la Grèce, et qui, pour ce faire, se chargèrent de la « botte ingrate », comme Churchill l'a dit lui-même dans ses Mémoires.

OLIVIER HOUDART

- (1) EAM : front national de libération.
- (2) ELAS : armée nationale de libération populaire.
- (3) A. Stinas, *Annuaire (Mémoires)*, Athènes, 1977, tome 2, page 219.
- (4) W. Churchill, *Mémoires*, tome V, page 219.

A L'OCCASION DU SOMMET BUSH - GORBACHEV

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct sur

JEAN
FRANÇOIS-PONCETanimé par
Olivier MAZEROLLEavec André PASSERON
et Anne CHAUSSEBOURG (Le Monde)
Marc ULLMANN
et Isabelle DATH (RTL)

RTL

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Conseiller en chef :

Claude Sauter

Administrateur général :

Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

TCHÉCOSLOVAQUIE : dénonçant l'analyse officielle

Le bureau politique du PC juge « erronée » l'intervention militaire de 1968 à Prague

Après les Parlements polonais et hongrois, le PC tchécoslovaque a à son tour reconnu que l'intervention de 1968 des forces du pacte de Varsovie à Prague avait été une erreur. Le même jour M. Gorbatchev, à Moscou, déclarait que l'évaluation de la situation à l'époque avait été « inappropriée », et le Parlement est-allemand présentait ses « excuses » au peuple tchécoslovaque.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Pour l'opposition, la reconnaissance, vendredi 1^{er} décembre, par le Parti communiste tchécoslova-

que du caractère « injustifié » et « erroné » de l'intervention militaire des forces du Pacte de Varsovie, le 21 août 1968, n'est jamais qu'une conséquence inéluctable de la « révolution tranquille » qui s'accomplissait ici depuis des années. Avec une assurance inébranlable, elle regarde les tabous s'abattre les uns après les autres, comme si, après l'éclatant choc qui a réussi à déstabiliser le pouvoir, le reste devait suivre tout naturellement.

Le nouveau secrétaire général du PC, M. Karel Urbánek, puis le premier ministre, M. Ladislav Adamec, avaient déjà évoqué publiquement, ces derniers jours, la nécessité d'une réévaluation des événements de 1968. Vendredi 1^{er} décembre, Rude Pravo, l'organe

du PCT, publiait une prise de position signée de l'Institut du marxisme-léninisme auprès du comité central, annonçant une nouvelle évaluation de cette période. L'analyse officielle contenue dans un document adopté en 1970, « Leçons de la crise », et en vigueur depuis lors, y est dénoncée comme « formulée par des gens asservis à la politique brejnevienne qui a discrédité le socialisme ». Le « printemps de Prague », poursuit le texte, avait été « mal évalué par certains dirigeants des pays socialistes, et cette évaluation partielle et incorrecte aboutit à l'intervention militaire de cinq États du pacte de Varsovie ». « Cette intervention a été condamnée par la majorité de la société et a empêché les forces progressistes au sein de notre parti d'œuvrer pour le renouveau du socialisme. »

Le présidium du PCT a également décidé, vendredi, de réunir ce week-end les conférences des organisations locales du parti ; une semaine plus tard, les conférences régionales ; puis, le 14 décembre, le comité central, qui décidera, éventuellement, de la tenue d'un congrès extraordinaire avant même celui prévu pour le 26 janvier. Le bureau politique s'est déclaré prêt à ce que le PCT participe à des élections générales libres, abandonnant son contrôle sur les milieux populaires — qui seront placés sous le commandement de l'État — et renonce à s'ingérer dans les médias — sauf dans ses propres organes, — accepte la compétence comme seul critère de sélection des cadres.

SYLVIE KAUFFMANN

« Vive les étudiants ! »

Initiateurs du mouvement qui secoue, depuis plus de deux semaines, la Tchécoslovaquie, les étudiants poursuivent leur grève. A Prague, ils occupent les locaux des facultés avec une détermination et une discipline qui font l'admiration du personnel d'encadrement. Ils devaient prendre, dimanche 3 décembre, une décision sur une éventuelle reconduction de leur mouvement.

PRAGUE

correspondance

Fatigués mais heureux, Martina et Honza entament leur deuxième semaine de grève à la faculté des beaux-arts. « Au début, on nous prenait pour des rigolos », dit Honza, puis le peuple nous a repris.

Leur popularité est énorme. Dans les manifestations quotidiennes qui se sont répétées quotidiennement jusqu'à ce que le Forum civique décide d'y mettre fin, lundi 27 novembre, des centaines de milliers de personnes scandaient « Vive les étudiants ! » et des vieilles dames se faisaient photographier avec eux. En décidant de manifester le 17 novembre et en devenant victimes d'une répression si brutale qu'elle choqua le pays tout entier, ce sont eux qui ont servi de détonateur à la crise actuelle. En deux jours, les étudiants se mobilisèrent, créèrent des comités de grève et occupèrent toutes les écoles supérieures de Prague.

« Lundi matin 20 novembre, raconte de doyen de la faculté, M^{me} Jana Makovska, membre du Parti communiste depuis l'âge de dix-huit ans, lorsque je suis arrivée, il y avait déjà un comité de grève qui a demandé à me rencontrer. Les membres de ce comité m'ont informée qu'ils avaient décidé de la grève, ce que j'ai accepté, et que c'était une grève d'occupation. Le recteur de l'académie avait fait savoir que l'occupation des locaux ne serait pas admise, mais j'ai réalisé qu'il était impossible d'appliquer cette instruction, et nous avons donc décidé de négocier les termes de l'occupation. » Retirée dans son bureau — intact, alors que le reste du bâtiment ressemble à un véritable QG de campagne. — M^{me} Makovska ne tient pas d'écloges sur la conduite « exemplaire » de ses étudiants. « On a l'impression qu'ils sont devenus adultes ; ils sont beaucoup mieux que pendant les cours », sourit-elle. La direction de la faculté et les grévistes se sont mis d'accord sur la nécessité d'instituer un contrôle à l'entrée de l'établissement et sur la fermeture des portes à 21 heures. Les étudiants décident eux-mêmes d'interdire l'alcool dans les locaux. Un problème épineux a surgi lorsque le comité de grève a demandé l'usage de la photographie : « J'avais peur, explique le doyen, pour deux raisons : d'abord parce que c'est interdit par la loi, car les photographes, dans ce pays, sont soumis à une stricte surveillance ; ensuite parce que c'est une machine à vendre, que nous avons achetée pendant des années, et je craignais qu'ils ne l'abîment. »

Mais, finalement, mes craintes se sont révélées injustifiées. » Aujourd'hui, le mouvement étudiant est remarquablement organisé. Chaque établissement supérieur a son comité de grève et envoie deux représentants au théâtre DISK où se tient le centre du mouvement. Le centre de coordination des écoles pragoises a été installé à la faculté d'art dramatique, et c'est là qu'arrivent toutes les nouvelles informations. A partir du 20 novembre, des groupes d'étudiants et de comédiens se sont rendus en province pour tenter d'informer le reste du pays, surtout au moment où la télévision orchestrait la désinformation. « L'après-midi, raconte une étudiante de Casokubice, en Bohême du Sud, les journaux n'arrivaient pas, nous ne savions rien, les gens avaient peur. On nous disait que Prague était bouillie, que si tu portais le drapeau national sur ta veste, tu étais fiché. » Depuis le 23 novembre, la situation s'est nettement améliorée à la télévision.

Nous n'avons pas de héros

La solidarité de certaines couches de la population se manifeste concrètement : les artistes font des collectes, des hôtels fournissent de la nourriture, des soldats viennent discrètement apporter la nuit du lait et de la soupe, les parents mettent leur voiture à la disposition des étudiants.

Malgré la fatigue, la gaieté et la fête ne perdent pas leurs droits. Dimanche, sur l'esplanade de Letna, qui domine la ville de Prague, les jeunes des beaux-arts avaient dressé une cloche symbo-

lisant la dernière heure du régime à l'endroit où, dans les années 50, avait été érigée une immense statue de Staline. Des statues grotesques signifiaient que le temps de la plaisanterie était de retour : ici, un dragon avec des fleurs dans la bouche, là des lions de Bohême barbelés, un lièvre empalé lisant Rude Pravo, l'organe du PC, là encore un fonctionnaire en peluche qui se prend pour le roi. Par centaines de milliers à Letna, les gens avaient cessé d'avoir peur. « Nous n'avons pas de héros à part le soldat Chekiste bien sûr, dit Josef, A la différence des Polonais, nous sommes ironiques, nous aimons le bizzare, le grotesque. »

Les étudiants ont formulé leurs propres revendications : certaines, comme la libération des prisonniers politiques ou la démission des dirigeants liés à l'intervention soviétique de 1968, sont pratiquement satisfaites. D'autres sont plus lointaines : liberté de la presse, pluralisme politique. « Forte de leur succès, les étudiants refusent de se laisser dicter leur conduite par les opposants traditionnels, et l'ont fait savoir, dimanche soir par exemple, dans une discussion animée, au Père Václav Malý, porte-parole du Forum civique. Mercredi, leurs représentants, Martin Majstrík, participent aux négociations avec le premier ministre, M. Adamec, dans la délégation du Forum civique. Mais alors que l'opposition suspendait grèves et manifestations, les étudiants, eux, décident de continuer leur mouvement. « Nous respectons leur décision », a commenté mardi soir Václav Havel, après avoir rendu hommage à leur rôle d'initiateurs.

STANISLAS PIERRET

GRÈCE : inquiétude des industriels

Le plan de redressement économique est jugé trop timoré

C'est à l'unanimité, moins trois voix, que les députés grecs ont adopté vendredi soir 1^{er} décembre, le programme du nouveau gouvernement d'union nationale de M. Xenophon Zolotas.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le vote était sans surprise après le soutien déclaré des leaders des trois principaux partis grecs, MM. Constantinos Mitsotakis (conservateur), Andréas Papandréou (socialiste) et Harilaos Florakis (communiste). Le programme de M. Zolotas porte essentiellement sur la mise en place d'un plan de redressement destiné à remettre l'économie nationale sur « des bases saines » en vue du grand marché intérieur européen de 1993, en réduisant notamment l'important déficit public qui atteint cette année 20 % du produit intérieur brut, et en résorbant l'inflation qui, avec 16 %, est la plus forte de la Communauté.

Le premier ministre a lancé un vibrant appel à l'ensemble des partenaires sociaux pour « un effort commun ». Il n'y a « pas de miracles en économie », « on ne peut pas tout attendre de l'État », « il faut se mettre tous au travail : l'État et le peuple », a déclaré M. Zolotas, en insistant sur le rôle primordial du « facteur humain » dans la relance.

Le chef de gouvernement a annoncé pour 1990 une réduction des dépenses de l'État, une augmentation des recettes fiscales et des tarifs publics. Les représentants des trois partis doivent fixer prochainement l'ampleur des hausses pour l'eau, l'électricité, le téléphone, les transports, l'essence et les alcools.

Dans les milieux économiques et financiers, le programme Zolotas a été accueilli avec une certaine déception. On lui reproche son manque d'audace et de fermeté pour résoudre efficacement des problèmes comme l'amélioration de la productivité. Résumant l'esprit des industriels, le journal de droite *Eleftheros Typos* titrait jeudi : « On traite l'économie moribonde par l'aspirine alors qu'il faut l'opérer ».

DIDIER KUNZ

■ BELGIQUE : l'attentat de Bruxelles n'est toujours pas revendiqué. — Une grève inopinée de certains transports en commun de la capitale belge a sans doute évité que la bombe artisanale, qui a explosé vendredi 1^{er} décembre dans un auditorium de l'université libre de Bruxelles, ne fasse plus de victimes. Peu d'étudiants, en effet, assistaient au cours. Trois d'entre eux ont pourtant été blessés, dont deux ont été conduits au département des grands brûlés de l'hôpital militaire. L'attentat n'a pas été revendiqué, pas plus que celui qui avait été commis il y a pratiquement un an, le 6 décembre 1988, devant le principal amphithéâtre de l'université.

RDA : dans un climat politique détérioré

Le débat sur la corruption menace M. Egon Krenz

Le secrétaire général du Parti communiste est-allemand, M. Egon Krenz, a été pour la première fois personnellement mis en cause, vendredi 1^{er} décembre, au cours d'un débat dramatique à la Chambre du peuple sur la corruption. Les révélations quotidiennes sur les privilèges dont bénéficiaient les anciens dirigeants contribuent à détériorer le climat politique actuel.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le rapport préliminaire de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les affaires de corruption et d'abus de pouvoir a confirmé, vendredi 1^{er} décembre, les accusations portées contre plusieurs anciens membres du bureau politique, y compris M. Erich Honecker lui-même. Il leur est reproché d'avoir disposé pour eux et leurs familles de quoi vivre comme en Occident, d'avoir utilisé les domaines de l'État pour se réserver d'immenses chasses privées ou des lieux de villégiature privilégiés, d'avoir utilisé la redoutable sécurité d'État pour se protéger des curieux. Certes, à l'aune occidentale, la cité de Wandlitz — où la plupart des anciens dirigeants vivaient dans une sorte de ghetto doré — était loin d'être la caverne d'Ali Baba dont tout le monde parle ici avec haine. Mais on y disposait de ce que l'on trouve d'ordinaire dans les vitrines des magasins occidentaux, c'est-à-dire de tout ce dont les citoyens moyens étaient frustrés depuis toujours.

Rendue publique, la tentative des anciens dirigeants de faire démentir un supermarché réservé question au débat des événements a permis aux rumeurs les plus énormes de se répandre. Un député est ainsi venu demander à la tribune s'il était vrai que des milliards de marks en devises occidentales avaient été déposés sur des comptes en Suisse. Devant l'incapacité du ministre du commerce extérieur, M. Beil, de répondre, des députés ont accusé M. Krenz lui-même, en tant que membre de l'ancien bureau politique, de taire la vérité. « Quelqu'un doit bien savoir », a lancé un député, au comble de l'exaspération. Sommé de s'expliquer, le secrétaire général a affirmé qu'il n'était pas au courant de la vie privée de ses anciens collègues. Il a tenté de détourner l'attaque sur un autre plan, en réaffirmant qu'il acceptait de porter sa part de responsabilité dans les erreurs politiques de l'ancienne direction et en demandant le droit à répondre de ses fautes.

M. Krenz donc a commencé déjà à dire qu'il aurait dû mal à être confirmé dans ses fonctions lors du

prochain congrès de son parti. Réussira-t-il même à tenir jusque là ? Le gouvernement, de M. Modrow, qui a réussi depuis sa nomination comme premier ministre à concentrer entre ses mains la réalité du pouvoir, fait feu de tout bois pour tenter de gagner du temps.

Sans attendre le congrès extraordinaire du parti, prévu pour la mi-décembre, le Parlement avait modifié, vendredi 1^{er} décembre, son ordre du jour pour voter un amendement à la Constitution supprimant toute référence au rôle dirigeant « de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste ». Cet amendement, déposé au dernier moment, a été adopté à l'unanimité moins cinq abstentions. Enfin, après les Polonais et les Hongrois, les parlementaires est-allemands ont voté à leur tour, vendredi 1^{er} décembre, à l'unanimité, une résolution condamnant l'intervention du pacte de Varsovie en 1968 à Prague et présentant des excuses au peuple tchécoslovaque.

Rien ne va assez vite

Les exigences de changement sont telles que rien ne va jamais assez vite, et que même l'opposition se trouve dépassée. Pour tenter quelque chose, les militants de Neues Forum ont proposé une grève générale pour le 6 décembre, à la veille de la « table ronde », pour appuyer un catalogue de revendications radicales. Ils demandent ainsi que le parti renonce à ses prérogatives dans l'administration, dans l'appareil d'État, dans les entreprises, mais aussi la suppression de la Stasi et une enquête approfondie sur la corruption.

La coordination de Neues Forum devait se prononcer, samedi matin, sur cette proposition, qui ne fait pas l'unanimité dans ses rangs. Le mot de grève a jusqu'ici été tabou au nom de la défense de l'outil de travail commun. Mais entre-temps, l'opposition a pris conscience qu'il devient urgent de prendre des initiatives pour se démarquer des réformistes communistes et contrebalancer le défaitisme qui s'est emparé du pays de manière inquiétante depuis l'ouverture du mur. La conviction qu'il n'y a pas d'autre remède aux maux du pays que de s'en remettre à la riche Allemagne fédérale s'est répandue comme une traînée de poudre dans toutes les couches de la population. Les appels à la réunification, chaque fois plus forts lors des manifestations de Leipzig, ont semé la consternation dans tous les milieux politiques. Ils ont révélé le réveil d'un sentiment national et un vide politique qui menace de remettre en cause la révolution paisible qui faisait jusqu'ici la fierté de tous.

HENRI DE BRESSON

Deux Républiques, la Lituanie et l'Arménie défient Moscou

Les Républiques soviétiques se sentent des ailes. Même si leurs situations respectives sont très différentes, la Lituanie, sur les rives de la Baltique, et l'Arménie, à la frontière turque, viennent de réaffirmer de façon spectaculaire leur volonté de poursuivre leur ligne politique propre. Elles n'hésitent pas pour cela à encourir les foudres de Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Malgré les appels presque désespérés de M. Vadim Medvedev, l'idéologue du Kremlin qui avait fait spécialement le déplacement de Vilnius, les communistes lituaniens réunis vendredi 1^{er} décembre en plénum ont décidé envers et contre tout d'évoquer lors de leur congrès, dans deux semaines, l'autonomie de leur parti par rapport à Moscou. « Nous en faisons une question de principe », Le très nationaliste et dynamique premier secrétaire lituanien Algirdas Brazauskas a été inébranlable. Le PC lituanien souhaite se doter d'un programme et de statuts distincts de ceux du Parti communiste soviétique. Une telle décision, si elle est emmenée par le congrès lituanien, sera sans doute à l'origine de changements considérables dans la vie politique en URSS. Elle est en tout cas totalement contraire à la tradition unitaire et centralisatrice issue

de Lénine. M. Vadim Medvedev a pourtant essayé d'éviter l'irréparable. Il a parlé, selon des journalistes lituaniens, de « coup porté à la perestroïka, au parti ». Mikhaïl Gorbatchev avait même fait transmettre un message où il qualifiait d'« inadmissible une sécession du Parti communiste soviétique ».

A des milliers de kilomètres plus au sud, en Arménie, c'est le facteur national encore qui a permis aux représentants arméniens, communistes ou pas, de voter à l'unanimité un arrêté sur la création d'une « République d'Arménie unie » avec le Haut-Karabakh. A noter la différence : on ne parle plus de « République socialiste soviétique d'Arménie ». La décision a été prise lors d'une « séance commune » du Soviet suprême d'Arménie et des représentants de la population arménienne du Haut-Karabakh. Cette république autonome dépend de l'Azerbaïdjan. Le défi à l'égard du Kremlin est peut-être là encore plus lourd de conséquences, car il est douteux qu'il puisse apaiser les esprits dans cette région du Caucase où deux Républiques vivent pour ainsi dire sur le pied de guerre depuis près de deux ans. Le premier secrétaire arménien Sourén Aroutounian et le chef de l'État arménien Gram Vaskanian ont voté en faveur de la « République d'Arménie unie ». Les communistes républicains s'affirment de plus en plus en URSS avant tout comme des nationalistes. — (Intérim.)

L'orthographe. Entre les partisans d'amendements, les tenants d'un chamboulement radical, les adeptes du statu quo, faut-il forcément choisir ? Le livre de l'orthographe rassemble les éléments d'un débat sérieux. Complété de jeux et de questions-pièges pour rire. Car l'orthographe n'est pas forcément triste. **HATIER**



déclare le chef du Kremlin

ROME

Réaction de M. Gorbatchev, qui a expliqué son émotion en disant qu'il était lui aussi un homme du Sud, un homme de sentiment : « Nous voulons, c'est l'essentiel, être compris, et

Les chrétiens de

BERNARD GUETTA

M. Gorbatchev et le pape Jean-Paul II ont décidé, vendredi 1^{er} décembre, de rétablir des relations diplomatiques entre leurs deux Etats, interrompues depuis 1917. M. Gorbatchev a invité le Saint-Père au URSS.

ROME

Arménie en URSS

Dent, Steven

Vers la réconciliation

ment » avec les unités pour la restitution d'une partie des deux mille églises catholiques tombées dans son escarcelle après leur confiscation par Staline.

Sous les fenêtres emboîssées de Saint-Pierre, quelques heures avant la réception de M. Gorbatchev par la garde suisse du Vatican, une poignée d'Ukrainiens en civil, joyeusement, s'étaient réunis pour manifester bruyamment leur défiance vis-à-vis du numéro un soviétique et réclamer la restitution de leurs églises. Ils avaient même écrit que le cardinal Mirosław Lubachivsky, l'un de leurs leaders en exil à Rome, allait publier, dans la journée, un communiqué pour « tendre la main aux frères orthodoxes » et appeler au « pardon, à l'oubli et à l'effacement de l'histoire ». Peut-être effectivement, quelque chose de fondamental est en train de changer en Union soviétique...

PATRICE CLAUDE

PATRICE CLAUDE

LIBAN : tout en acceptant d'« attendre un peu »

ABLAH (Bekas)

Dans l'éventualité d'une opération militaire, des hommes des cinq brigades de l'armée libanaise, qui

Pass Partition

Accord sur une formule de réunification entre les deux Yémens

Le texte de 1979 portait sur la formation d'une « République yéménite », dont la capitale serait Sanaa — actuelle capitale du Yémen du Nord — mais ne fixait pas de date à cette réunification.

FRANÇOISE CHAPAUD

□ **RECTIFICATIF.** — Dans la chronologie consacrée à la guerre civile au Liban et parue dans *le Monde* du 24 novembre, il a été écrit par erreur que le 27 juillet dernier un dignitaire du Hizbollah, Cheikh Obeid, avait été enlevé par un « *commando chrétien* ». Il fallait lire bien sûr « *un commando israélien* ».

DIPLOMATIE

Le sommet américano-soviétique de Malte

La triple requête du Kremlin

Suite de la première page

Les demandes de M. Gorbatchev sont de trois ordres : politique, économique et militaire, les deux dernières étant liées. Au premier chapitre, l'URSS a déjà fait connaître ses exigences, et M. Gorbatchev les a rappelées vendredi à Milan. Il voudrait obtenir au plus tôt des Européens la réaffirmation de l'intangibilité des frontières, de façon à contraindre la RFA à se prononcer solennellement sur la frontière Oder-Neisse. Comme l'avait dit jeudi soir à Rome M. Gorbatchev, Moscou est favorable pour cela à un « Helsinki 2 », c'est-à-dire à une nouvelle réunion au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement des trente-cinq protagonistes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). M. Bush donnera-t-il satisfaction sur ce point à M. Gorbatchev ?

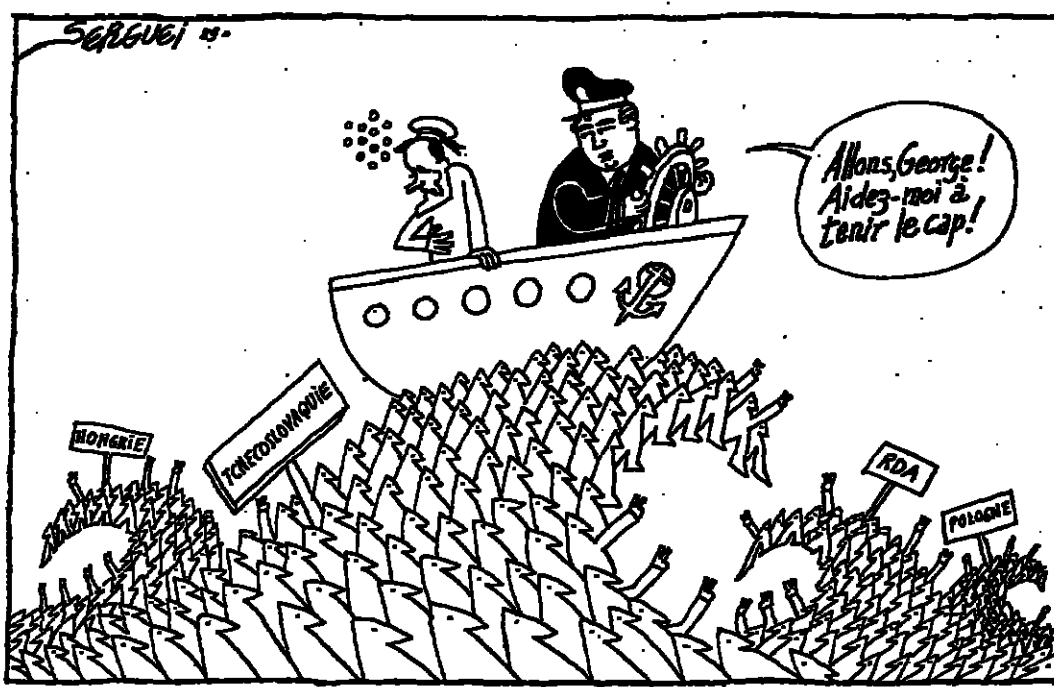
Outre qu'il serait délicat pour le président américain de se rallier à cette proposition avant même d'avoir parlé avec ses alliés européens, il est probable que le président Bush s'en tiendra à une réponse d'attente du genre : pourquoi pas un « Helsinki 2 », mais il faudrait avant

d'en arriver là avoir bouclé avec succès les négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles ? Et cela prendra, même si ces négociations sont accélérées comme c'est probable, plusieurs mois encore sinon une bonne année.

Freiner le processus de la réunification

M. Bush fera-t-il référence également au cas spécifique des pays Baltes, dont l'annexion n'a jamais été reconnue par plusieurs pays occidentaux, mais qui le serait de jure par une déclaration générale sur l'intangibilité de toutes les frontières en Europe ? Il serait très paradoxal qu'un mouvement de libéralisation comme celui que nous connaissons aboutisse à priver les peuples baltes d'un droit de sécession que leur reconnaît même la Constitution soviétique.

M. Gorbatchev, quant à lui, n'y trouverait bien sûr rien à redire. Ne dit-on pas dans son entourage que la question du séparatisme balte est encore plus explosive à court terme que la crise du Caucase ou la débâcle



économique, car elle pourrait déclencher en contrepoint une vague « grand russe » aux conséquences imprévisibles ?

Autre question politique particulièrement délicate pour M. Gorbatchev : obtenir l'aide du président Bush pour freiner le processus de réunification de l'Allemagne. On sait certes à Moscou que ce processus est quasi inévitable, mais on n'en veut à aucun prix « à chaud » et maintenant. Le soutien discret des Occidentaux serait donc précieux et peut-être plus efficace que de lancer une nouvelle campagne contre le « revanchisme allemand ». Mais M. Bush, pas plus d'ailleurs que M. Mitterrand, ne peut grand-chose pour maîtriser un problème qui dépend avant tout du peuple allemand et qui est toujours susceptible de brusques accélérations.

Cet appel à calmer le jeu, M. Gorbatchev ne le lance d'ail-

leurs pas qu'à propos de l'Allemagne et des pays Baltes, mais aussi à propos de tous les autres pays d'Europe centrale où l'Occident est invité à éviter tout prosélytisme idéologique. Sous-entendu permanent qui n'est pas dépourvu d'arrière-pensées tactiques : « chacune de ces crises risque de m'emporter. Or c'est moi ou le chaos garanti ».

En URSS en tout cas, c'est déjà le chaos économique. Mais M. Gorbatchev, suivi de quelques autres comme MM. Chervnadze et Abalkine, a clairement dit qu'il ne comptait pas demander une aide économique à M. Bush. Cela ne veut pas dire qu'il n'attend rien. L'annonce par exemple de la suspension prochaine de l'amendement Jackson-Vanik, imposé par le Congrès à l'administration républicaine en 1974 constituerait un succès psychologique pour M. Gorbatchev.

Ce texte, qui liait l'accord à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée à une libéralisation de sa politique d'émigration, a symbolisé la dégradation des relations américano-soviétiques et constituait de fait une ingérence dans les affaires intérieures soviétiques. La suspension de son application — et le Congrès y est prêt — laverait cet affront à l'honneur soviétique, et M. Gorbatchev en aurait le bénéfice.

Un bénéfice moral pour l'essentiel car ce n'est pas demain que, même sans cette barrière douanière, les produits soviétiques risquent de submerger le marché américain. Autre sujet aux conséquences plus directes que va soulever une nouvelle fois M. Gorbatchev : les limitations aux exportations de produits à haute technologie qu'impose le Cocom, cet organisme occidental qui est chargé

de tenir à jour la liste des produits sensibles.

Le dernier volet des préoccupations de M. Gorbatchev concerne les négociations en cours sur la réduction des armements stratégiques (START), conventionnels et chimiques. Il semble acquis que des progrès seront enregistrés, mais on a dit aussi bien à Washington qu'à Moscou qu'on n'entrerait pas dans les détails. La conclusion d'un accord START, rendue possible par l'abandon par les Soviétiques de leurs exigences à propos de la guerre des étoiles, est attendue pour le « vrai » sommet du printemps.

L'Amérique centrale

M. Bush, de son côté, devait insister sur un dossier bien particulier, celui que M. James Baker, le secrétaire d'Etat, a appelé « les reliques de la guerre froide ». Il s'agit des « clients » de l'URSS qui n'ont pas encore compris qu'il leur fallait mettre leurs montres à la même heure que celle de Moscou, autrement dit du Nicaragua et de Cuba, du Cambodge et de l'Ethiopie.

Les derniers événements du Salvador ont rendu les préoccupations américaines d'actualité, et on peut être sûr que M. Bush soulèvera la question des livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne. Il sera intéressant de voir si M. Gorbatchev se défendra, comme l'ont fait les Nicaraguayens, sur les Cubains. Et s'il reprendra à la même heure les déclarations faites vendredi à Europe 1 par M. Gratchov, l'un des conseillers diplomatiques du président soviétique, qui approuvait l'aide militaire apportée par les Etats-Unis à M. Aquino au titre de la défense de la démocratie. De quoi il est vrai inquiéter sérieusement castristes et sandinistes.

JACQUES AMALRIC

Branle-bas de combat dans l'île

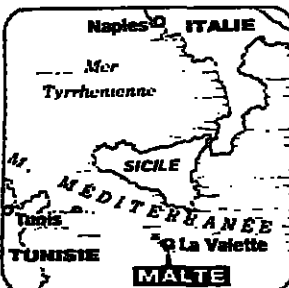
LA VALETTE

de notre envoyé spécial

Il ne manque que James Bond, qui ne serait pas dépaycé : navires militaires en tous genres et de toutes tailles, hélicoptères vrombissants au ras des toits des palais construits par les chevaliers du fameux ordre, tireurs d'élite perchés partout, hommes-grenouilles et bateaux pneumatiques, Cadillac presque en or massif... Soviétiques et Américains n'ont décidément pas fait dans le détail logistique, et Malte vit depuis vendredi 1^{er} décembre dans une sorte d'état de siège bon enfant où les policiers locaux prennent aussi leur plaisir.

Vendredi après-midi, le « must » était une promenade en famille sur les rives de la baie de Marsaxlokk, à une quinzaine de kilomètres au sud de La Valette d'où l'on pouvait voir, à quelques centaines de mètres, les croiseurs *Belknap* et *Slava*, tout hérissés d'antennes et d'armes, sur lesquelles aurait dû avoir lieu les rencontres entre les deux Grands. Mais les vents violents qui soufflaient samedi matin rendaient difficiles les mouvements entre les deux croiseurs et ont obligé les deux hommes à changer leurs plans.

C'est vendredi en fin de matinée que le président Bush s'est installé sur le *Belknap* où il a passé la nuit. Il était arrivé quelques heures plus tôt à bord d'Air Force One et avait été réveillé plusieurs fois à cause des événements des Philippines. Avant de se faire déposer sur le pont, il avait fait un crochet pour rendre visite à



M. Fenech Adam, le premier ministre de Malte, visiblement ravi de l'aubaine. Un communiqué conjoint a même été publié par la suite ; il nous précise que les deux hommes sont « totalement satisfaits » des relations entre leurs pays...

M. Gorbatchev n'est arrivé vendredi que vers les 22 heures. Nouveau branle-bas de combat pour gagner le *Maxima-Gorki*, un bateau de croisière ancré lui aussi dans la baie de Marsaxlokk. C'est là qu'il a dormi car les femmes sont interdites de nuit à bord des bateaux militaires. Or, contrairement à M. Bush, Raïssa était là. C'est finalement sur le *Maxima-Gorki* qu'ont débuté les entretiens.

La fête va durer jusqu'à dimanche soir. Près de trois mille journalistes hantent le centre de presse qui a été installé dans l'ancien et très bel hôpital des chevaliers de Malte. Connaissant bien leurs concitoyens, les autorités ont demandé aux commerçants de respecter les prix habituels. N'avait-on pas vu depuis déjà plusieurs jours des curés de paroisses exhorter des sommes exorbitantes des chaînes de télévision pour leur louer leurs clochers les mieux placés ?

J. A.

Israël s'inquiète des conséquences de la détente

« Et nous ? » La presse et les responsables israéliens s'interrogent sur les conséquences que l'évolution des relations américano-soviétiques pourrait avoir dans la région.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Proximité géographique oblige, MM. Bush et Gorbatchev pouvaient difficilement faire l'impasse sur le Proche-Orient. Le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, a indiqué qu'il avait demandé au président américain de plaider auprès de M. Gorbatchev pour une reprise de pleines relations diplomatiques entre l'URSS et l'Etat hébreu.

Les Soviétiques ont déjà répondu qu'il n'en serait pas question « tant qu'Israël n'aura pas fait un pas vers l'OLP » afin que s'amorce une perspective de règlement politique. Pour autant, le réchauffement des relations entre les deux pays, amorcé il y a plus de deux ans, ne s'est pas dément et les Israéliens ont enregistré avec satisfaction une nouvelle série de petits signes de détente.

Courant octobre, l'URSS s'est abstenue lors du vote à l'Assemblée générale des Nations unies sur la résolution régulièrement présentée par les pays arabes (sauf l'Egypte) afin d'obtenir l'exclusion d'Israël de l'ONU. Depuis sept ans que ce

texte est, chaque automne, soumis à l'Assemblée, c'est la première fois que Moscou a choisi l'abstention. Comme l'Ukraine, la Biélorussie, la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie ont fait de même, certains, à Jérusalem, en concluent déjà à la mort de cette « majorité automatique onusienne » qui nuisait le tiers-monde, le bloc de l'Est et les pays arabes dans de rimelles condamnations d'Israël.

L'émigration des juifs soviétiques est en augmentation constante et, du fait des restrictions à l'immigration aux Etats-Unis, ils sont plus nombreux que par le passé à se rendre en Israël (1700 en octobre, sans doute 2000 en novembre). Les dirigeants israéliens s'en félicitent. Ils se risquent à annoncer « une nouvelle alypa miraculeuse », l'arrivée de centaines de milliers de juifs soviétiques dans les années à venir, et parlent sur l'ouverture très prochaine — peut-être en janvier — de vols directs Moscou-Tel-Aviv.

Les motifs de satisfaction cèdent la place aux questions, pas toujours rassurantes, lorsqu'il s'agit de spéculer plus avant sur les répercussions de la détente Est-Ouest pour les « pays-clients » des deux Grands au Proche-Orient. Publiquement, les porte-parole gouvernementaux affirment n'avoir aucune inquiétude : pas de crainte à avoir, disent-ils, quant à l'alliance stratégique avec « l'ami américain » et, donc, quant à l'aide mili-

taire que celui-ci consent chaque année à Israël.

Déclin du rôle stratégique

L'écho est sensiblement différent dans certains milieux spécialisés — officiels et autres. Ils font valoir que l'insécurité d'une relation non conflictuelle entre les Etats-Unis et l'URSS — si elle se confirme — ne peut pas ne pas modifier la donne au Proche-Orient, à plus ou moins long terme. Ancien chef adjoint des services de renseignements militaires, le général Amos Gilboa écrit, par exemple, dans le quotidien *Maariv* : « Notre statut d'auxiliaire stratégique des Etats-Unis est sur le déclin. Aussi longtemps qu'il y avait une confrontation globale entre les superpuissances, tous les gouvernements américains estimaient qu'un Israël fort était un instrument de défense des intérêts américains dans la région contre les desseins de l'URSS et de ses alliés arabes ». « Dès l'instant que cette confrontation prend fin, poursuit-il, le capital stratégique que nous représentons pour les Etats-Unis se dévalorise ; ses conséquences à long terme peuvent être un affaiblissement de notre coopération stratégique avec les Etats-Unis et peut-être même une réduction de leur aide militaire ».

Les mêmes analystes raisonnent de la même façon à propos des rela-

tions entre l'URSS et la Syrie (principal allié de Moscou dans la région et principal ennemi d'Israël). Là aussi, explique-t-on, la détente dévaloriserait le « client » auprès du « parrain ». Les récentes déclarations au Washington Post de l'ambassadeur soviétique en Syrie ne sont pas passées inaperçues à Jérusalem.

M. Alexandre Zotov y disait en substance que l'URSS n'était plus disposée à fournir aussi librement en armements une Syrie dont la dette à l'égard de Moscou se monte à près de 15 milliards de dollars ; que les dirigeants de Damas devraient désormais payer comptant et qu'il leur était recommandé, en conséquence, de limiter leurs ambitions à une stratégie défensive, sans vouloir atteindre la « parité stratégique » avec Israël.

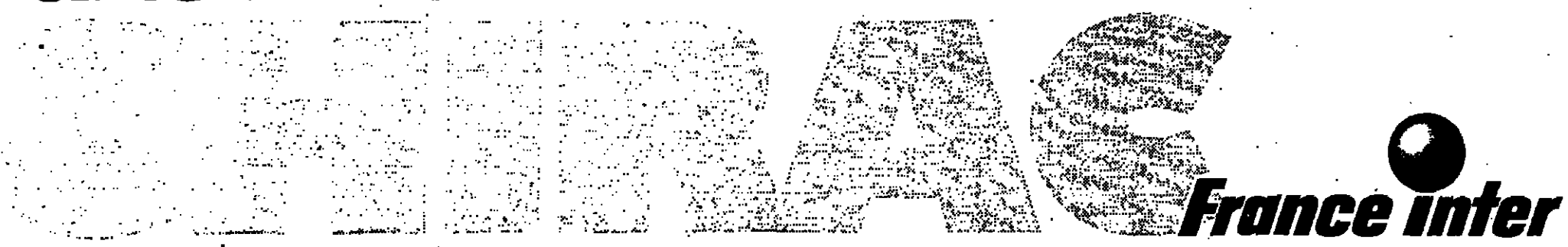
Même si M. Shamir et les chefs d'état-major déclarent qu'il faut être prudent et juger Moscou à ses actes, c'est là, de la part de l'URSS, un désaveu public de ce qui constitue depuis plusieurs années l'objectif central de la politique de Damas au Proche-Orient. L'éditorialiste du *Jerusalem Post* en conclut qu'« Israël et ses voisins arabes [allaient] devoir, dans un proche avenir, poursuivre leur conflit dans un contexte [international] radicalement nouveau ». Personne ne se risque à prédire s'il faut y voir un facteur d'apaisement ou de déstabilisation.

ALAIN FRACHON

LES PETITS DEJEUNERS D'INTER

JACQUES

LUNDI 4 DECEMBRE 7 h 30 8 h 45



ASIE

PHILIPPINES : au lendemain de la tentative de putsch

Les forces loyales à M^{me} Aquino semblent avoir repris le dessus

Au lendemain de la tentative de coup d'Etat militaire, qui aurait fait vingt-quatre victimes, les forces gouvernementales semblaient avoir repris le dessus samedi 2 décembre. Les mutins n'ont cependant pas totalement désarmé puisque certains d'entre eux ont à nouveau attaqué, samedi, une base militaire à Manille et qu'ils tentaient toujours la base aérienne de Mactan, près de Cebu. De plus, l'aéroport de la capitale, un moment réouvert, a été à nouveau interdit au trafic civil.

M^{me} Corason Aquino a lancé samedi un ultimatum aux derniers soldats rebelles, leur demandant le choix entre « se rendre ou mourir », indiquant qu'elle excluait

toute négociation avec eux. Elle a aussi accusé des militaires de haut rang de s'être faits les complices des chefs de l'opposition et d'autres personnes qui ont financé le coup d'Etat manqué. Elle a menacé ces « traitres à la République et à la Constitution » de représailles.

Le régime ne paraissait plus en péril, les Etats-Unis ont mis fin à leur couverture aérienne. Mais des sources proches des milieux de renseignement américains ont remarqué que l'aviation légaliste n'était pas intervenue pour protéger le palais présidentiel, bombardé vendredi. Elle avait aussi bombardé par erreur des forces gouvernementales et des civils qui cherchaient à attaquer les mutins.

Le colonel Gregorio « Gringo » Honasan qui, selon les autorités, a dirigé la rébellion, s'en est violemment pris à M^{me} Aquino. Dans un message adressé au *Daily Globe* de Manille, il a accusé la présidente

d'avoir trahi les intérêts nationaux par sa collusion avec les communistes et les musulmans philippins.

Les bases américaines dans l'archipel ont joué un rôle déterminant dans l'échec du putsch. C'est en effet de la base aérienne de Clark Airfield qu'ont décollé les appareils américains qui ont assuré la protection de l'espace aérien tandis que les forces loyales, contre-attaquaient. Clark Airfield et la base navale de Subic Bay, les plus importantes qu'entretenaient les Etats-Unis à l'étranger, constituent un atout stratégique de grande importance dans la zone Asie-Pacifique.

La base de Clark s'étend sur 53 000 hectares, dispose d'une piste pouvant recevoir des appareils gros-porteurs et abrite plusieurs escadrons d'avions de combat. Elle est aussi le quartier général de la XIII^e force aérienne tactique américaine.

Subic Bay couvre 6 000 hectares, dispose de trois docks flottants et d'un aéroport pour l'aéronavale de la VII^e flotte, dont elle est l'escadre privilégiée.

Clark et Subic abritent environ quarante-cinq mille soldats américains et leurs familles. Elles sont devenues le deuxième employeur de l'archipel avec près de soixante-dix mille salariés philippins. Ces bases, qui détenaient les Etats-Unis depuis leur occupation des Philippines, leur avaient été concédées après l'indépendance en 1946. Officiellement sous commandement philippin, elles font l'objet de discussions serrées entre Washington et Manille sur le renouvellement de l'accord conclu en 1979 et qui expire en septembre 1991; des négociations doivent s'ouvrir le mois prochain entre les deux pays. Mais l'existence de ces bases est dénoncée vigoureusement par de nombreux philippins. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

INDE : élu à la tête du Front national

M. V.P. Singh a été chargé de former le nouveau gouvernement

Après l'effacement de M. Rajiv Gandhi, dont le Parti du Congrès a perdu la majorité aux dernières élections, M. V.P. Singh a été chargé, vendredi 1^{er} décembre, par le chef de l'Etat indien de former un nouveau gouvernement. A la tête de la coalition du Front national, composé de mouvements et de personnalités rivales, il va s'efforcer de mettre en place sa nouvelle équipe.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le nouveau premier ministre indien, M. Vishwanath Pratap Singh, a prêté serment, samedi 2 décembre, devant le chef de l'Etat, M. Venkataratnam. La veille, un communiqué de la présidence avait indiqué que le Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi

— pourtant la première formation politique du Parlement en nombre de sièges — n'ayant pas demandé à former le gouvernement, ce rôle revenait au Front national et à celui qui avait été élu quelques heures plus tôt comme son leader parlementaire, M. V.P. Singh. Celui-ci devrait rendre publique prochainement la composition de son gouvernement.

Il se confirme, ensuite, que les deux grands courants politiques sans lesquels M. Singh ne disposerait pas d'une majorité, le BJP (Bharatiya Janata Party, formation hindouiste de droite) et les deux Partis communistes ne participeraient pas au gouvernement tout en le soutenant. Dans un délai d'un mois, le premier ministre devra faire la preuve de ce soutien parlementaire au cours d'un vote de confiance au Lok Sabha, la Chambre basse.

Au moment où le Parti du Congrès, pour la deuxième fois

dans l'histoire, est écarté du pouvoir, l'exemple de l'échec de la coalition du Janata (1977-1980) est dans toutes les mémoires. D'autant que la coalition interne ne paraît pas être la caractéristique première de la nouvelle majorité.

Une grande confusion

Une grande confusion a marqué le processus de désignation de M. V.P. Singh. Une sorte de tragédie, d'abord à huis clos puis sous les yeux de la presse, s'est déroulée sous la coupole du hall central du Parlement. Cet imprévu a mis aux prises quatre personnalités : M. V.P. Singh, Chandrabab Naidu, Rama Rao et Devi Lal. Jusqu'au bout, le deuxième qui est un ancien président du parti Janata et un rival extrêmement belliqueux de M. Singh, a cru qu'il allait l'emporter.

A l'extérieur du Parlement, les partisans des deux hommes rivalisaient de hurlements pour soutenir leurs chefs de file respectifs. A la surprise quasi-générale, M. Singh proposa le nom de M. Devi Lal, chef-ministre de l'Haryana, et reçut l'assentiment immédiat de M. Chandrabab Naidu. Les parlementaires approuvèrent ces choix puis, coup de théâtre, M. Devi Lal se leva et déclara qu'il s'efforçait de convaincre M. Singh. Nouvelles acclamations : M. Singh était élu. M. Chandrabab Naidu, furieux, quitta l'hémicycle. Cet épisode illustre les difficultés qui attendent M. V.P. Singh.

Rares sont les sujets sur lesquels les hindouistes extrémistes du BJP et les communistes (aux deux extrêmes de la scène politique indienne) ont une opinion semblable. En outre M. Singh ne partage pas la plupart des options des partisans de l'interdiction totale de l'abattage des vaches. Le premier test de la cohésion majoritaire devrait concerner la question du « communalisme » (les affrontements entre communautés religieuses), c'est-à-dire les suites de l'affaire d'Ayodhya qui ont gravement envenimé les relations entre hindouistes et musulmans.

Faisant le pari que la nouvelle majorité porte en elle-même les germes de son futur échec, le Congrès a décidé de ne pas mener une bataille constitutionnelle pour exiger de former le nouveau gouvernement. M. Gandhi est d'ores et déjà lancé dans une stratégie de reconquête du pouvoir. En attendant que l'histoire vaudra bien se répéter : en 1980, sa mère Indira Gandhi avait effectué un retour triomphal sur la scène politique.

LAURENT ZECCHINI

Un prince saisi par la politique

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Qui parmi vous connaît Bofors ? Une forêt de mains se lève. » « Qui est l'intermédiaire de Bofors ? » La foule : « Rajiv Gandhi ». « Quel est l'homme le plus corrompu du pays ? » La foule : « Rajiv Gandhi ». Invariablement l'auditoire répond. Charisme ? Il y a une sorte d'alchimie qui retient l'attention populaire et en impose aux paysans du Bihar comme aux politiciens. Cette aura, M. Vishwanath Pratap Singh, pourtant, ne la porte pas sur son visage : il est difficile d'imaginer quelqu'un qui ait à ce point la tête de « monsieur tout-le-monde », le cheveu rare et souvent ébouriffé, le regard interrogateur abrité derrière de grosses lunettes de myope, une moustache très fine et accent circulaire.

Le raja de Menda, aristocrate « rouge » attiré par l'aschme gandhienne, cache une nature extrêmement compliquée, une personnalité secrète et solitaire. C'est un introverti paradoxal : chaleureux et ouvert avec la presse, ombrageux et souvent insaisissable avec ses amis politiques.

M. Vishwanath Pratap Singh est né le 25 juin 1931 à Allahabad en Uttar-Pradesh et son père était le raja de Daiya. A cinq ans, pour d'obscures raisons, le changement de père... Il fut adopté par le raja de Menda et éleva par des tuteurs successifs. En 1941, il est orphelin, ce qui révèle la filza paternelle du raja de Daiya et... de farouches disputes familiales. Un fait demeure : V.P. Singh a grandi dans un milieu féodal et sous haute protection. Thakur-rajaiput de naissance, c'est-à-dire quasi-prince, il fréquente les meilleures écoles. Plus tard, avec son demi-frère Sant Bux Singh, il organise des meetings pour demander l'abolition des zamindari (propriétés foncières). Drôle de révolutionnaire : « V.P. » battait campagne en phéon et ses gardes du corps l'attendaient à la porte de l'université.

Avocat qui ne connaît jamais les prétoires, son entrée en poli-



PANCHU

Cette période gouvernementale n'est pas celle dont V.P. Singh est le plus fier : ministre, il cautionne sans sourcilier l'état d'urgence et ses excès. Il paie cette fidélité à Indira Gandhi : à trois reprises, il séjournera en prison durant le gouvernement Janata. Réélu député en 1980, il sera nouveau ministre du commerce lorsque Indira Gandhi est assassinée en 1984.

Nommé ministre des finances par M. Rajiv Gandhi, il acquiert une réputation d'intégrité qui lui servira de trampoline politique. De là naît son surnom de « Mister Clean ». Conscientieusement, il

met en pratique les options libérales du Congrès. Mais il en fait trop : les raids fiscaux aux domiciles d'industriels se multiplient. Au début, Rajiv Gandhi couvre son ministre puis tout se gâte lorsque V.P. Singh s'attaque aux frères Bachchan, amis intimes du premier ministre. En janvier 1987, le portefeuille des finances lui est retiré et il devient ministre de la défense.

Le coup de semonce est réel mais V.P. Singh, emporté par sa propre logique lance une enquête contre le scandale Bofors. La guerre contre le scandale Bofors, utilisant pour cela les services d'une agence américaine Fairfax. Le 12 avril, soit cinq jours avant que n'éclate le scandale Bofors, il démissionne du gouvernement. La guerre contre le scandale Bofors, utilisant pour cela les services d'une agence américaine Fairfax. Le 12 avril, soit cinq jours avant que n'éclate le scandale Bofors, il démissionne du gouvernement.

La campagne électorale a montré que V.P. Singh avait parfaitement compris tout l'intérêt de la technique de communication de masse utilisée par Gandhi : on l'a vu, infatigable, avalant la poussière des routes de l'Inde, à vélo, à moto, en jeep, courant après les meetings et l'horsaire, toujours disponible, reconnu et parfois adulé, débordant de confiance. Etrange homme, plus connu par ses renoncements que par ses échecs, ministre méfiant et autoritaire, homme de presse aux plaisanteries faciles et au sourire spontané, homme politique excentrique à la moralité exagérée, profondément « indien » et si seul à la fois. V.P. Singh se débarrassera-t-il un jour de cette fièvre qui l'habite ?

L. Z.

(1) Lal Bahadur Shastri, ancien compagnon de Gandhi, secrétaire général du Parti du Congrès et ministre des affaires étrangères de Nehru.

AMÉRIQUES

VENEZUELA : les élections municipales du 3 décembre

Un test politique dans un climat tendu

Les premières élections directes aux postes de gouverneurs et de maires ont lieu le 3 décembre au Venezuela. Ce scrutin a été préparé dans un climat tendu. La population ne s'est guère intéressée à la campagne. Elle est surtout préoccupée par son niveau de vie et redoute, comme les politiciens, de nouvelles émeutes de la faim.

CARACAS

correspondance

« Bien sûr, ça peut recommencer... » Huit mois après le terrible caracazo, la semaine d'émeutes sanglantes de février, politiciens, syndicalistes et banquiers font curieusement la même réponse. « Ça peut recommencer n'importe quand, car les causes profondes de la révolte n'ont pas disparu... »

« Le gouvernement a été complètement surpris par cette explosion spontanée de colère », affirme le PDG de l'une des principales banques d'affaires de Caracas. Il ajoute, méditatif : « L'affaire a été plus chaude qu'on ne l'a dit. Au moins 1 200 morts... »

Même commentaire, moi moins pessimiste, dans la bouche du président sortant de la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), très liée au parti gouvernemental Action démocratique (AD). M. Delgado déclare avec une rude franchise : « La classe politique, et d'abord les deux grands partis traditionnels, est discréditée. Trop d'improvisations. Trop de corruption. Ça ne passe pas en période de crise. » Un universitaire très respecté, Maza Zavala, économiste lié au MAS (parti socialiste), qui détient une solide troisième place au Parlement, affirme lui aussi qu'une « étincelle peut de nouveau mettre le feu aux poudres », que « le peuple ne voit pas d'issue à la crise », que « 70 % de la population vit dans des conditions de grande pauvreté », que « la santé et l'éducation sont de plus en plus chères ». Mais ce sympathisant du plus critique des partis d'opposition déclare aussi que « le pragmatisme du gouvernement Carlos Andrés Pérez est aujourd'hui la seule voie possible ».

Sage parmi les sages, ancien candidat à la présidence, ancien ministre, l'écrivain Arturo Uslar Pietri est peut-être encore plus sévère : « En dix ans, de 1974 à 1983, le Venezuela a reçu l'équivalent de dix plans Marshall : la bagatelle de 130 milliards de dollars en revenus pétroliers. Et nous avons encore trouvé le moyen de nous endetter pour une quarantaine de milliards de dollars. Un comble... »

A en juger par les signes extérieurs de richesse, Caracas paraît pourtant se porter encore assez bien.

Les longues voitures *made in USA* s'agglutinent sur les autoroutes urbaines de la plus américaine des capitales d'Amérique du Sud. Le Venezuela va recevoir cette année 10 milliards de dollars de revenus, notamment pétroliers. Il devrait être bientôt le second exportateur mondial d'aluminium et le quatrième pour les phosphates.

Mais le calme apparent de la rue, les grands projets de développement et la manne pétrolière se sont qu'une face de la réalité. L'autre face, c'est la baisse brutale de 50 % de la demande interne, une récession menaçante illustrée par une chute de 87 % de l'industrie automobile, la hausse de la délinquance et la classe moyenne asphyxiée, les pauvres et les marginaux des *ranchitos* et de la campagne encore plus pauvres.

Le cauchemar : la dette

« Les sondages les plus sérieux », dit Ramon Escovar Salom, sont encourageants. La grande majorité des Vénézuéliens réclament davantage d'autorité et d'efficacité de la part de l'Etat mais ils s'accrochent absolument au régime démocratique... « Il reste que la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. C'est la hausse brutale du prix des transports publics qui a déclenché la révolte de février. Or le gouvernement prévoit un allègement progressif de tous les prix au niveau international en cinq ans. »

« Il n'est pas évident que la population tienne le coup si longtemps », affirme Maza Zavala. La question de la dette reste le cauchemar numéro un. Le Venezuela a été le seul pays d'Amérique latine à rembourser les intérêts et le capital de sa dette jusqu'à un moratoire décrété par le gouvernement Lusinchi à la veille des élections de décembre 1988. Son successeur, Carlos Andrés Pérez, a repris les négociations avec le FMI et la Banque mondiale.

Le 3 décembre sera un premier test pour la classe politique, sept cents candidats pour les maires et soixante-dix candidats pour les sièges de gouverneurs seront élus. La campagne avait démarré mollement avec les slogans de la dernière campagne présidentielle de décembre 1988. Mais d'autres graffiti ont explosé sur les murs de Caracas et des villes de province. Totalement apolitiques, « Lidia, je t'aime, défie-toi de ton mari », ou carrément provocateurs : « L'alcoolisme, la prostitution et la drogue sont les grandes conquêtes de l'humanité, n'y touchez pas », ou simplement spirituels : « L'intelligence me poursuit, mais je cours encore plus vite ». Une nouvelle mode, envahissante, qui intrigue les politiciens. Un mai 68 qui a vingt ans de retard dans les Andes vénézuéliennes. Cela ne veut peut-être rien dire. Peut-être...

MARCEL NIEDERGANG

A TRAVERS LE MONDE

COTE-D'IVOIRE
Visite du président
sud-africain
M. de Klerk

Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk est arrivé, vendredi 1^{er} décembre, à Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, pour une visite de quarante-huit heures. Il s'agit de son premier voyage officiel à l'étranger depuis qu'il a été élu chef de l'Etat en septembre. La situation en Angola, le processus d'indépendance en Namibie et les sanctions commerciales contre l'Afrique du Sud ont été largement évoqués lors des entretiens avec le président ivoirien M. Houphouët-Boigny. Une garde d'honneur de deux cents hommes et vingt et un coups de canon ont salué l'arrivée de M. de Klerk, qui est accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha. — (Reuters.)

MAROC
Ou massif
au report des élections
législatives

Les Marocains ont presque unanimement soutenu, lors du référendum du vendredi 1^{er} décembre, l'appel du roi Hassan II en faveur d'un report de deux ans des élec-

tions législatives. Alors que les quatre cinquièmes environ des bulletins de vote étaient dépouillés, de nombreuses circonscriptions enregistrèrent des scores de 100 % en faveur d'un report des élections. Il semble que, dans aucune région ni dans aucune ville, le soutien au report du scrutin n'ait été inférieur à 99,8 %. La participation au référendum a été estimée à plus de 98 %. Les partis politiques de la majorité et de l'opposition avaient appelé à voter « oui ». — (Reuters.)

NICARAGUA
Washington
met en doute
l'honnêteté
des futures élections

Après le refus de Managua, jeudi 30 novembre, de délivrer des visas pour une mission d'observateurs choisis par le président Bush et présidée par le sénateur Richard Lugar devant assister aux élections de février prochain, Washington a prévenu, vendredi, le Nicaragua que cette décision pourrait empêcher les Etats-Unis de reconnaître la validité du scrutin. Qualifiant ces refus d'« insulte à la probité », des parlementaires américains désignés pour cette mission, le département d'Etat a

accusé les sandinistes de « tenir un double langage » et de « manquer à toutes leurs promesses ». — (AFP.)

■ NIGÉRIA : plus de 2 000 prisonniers seraient morts en deux mois. — La faim combinée aux mauvaises conditions de santé a entraîné la mort de plus de 2 000 détenus, ces deux derniers mois, dans les prisons nigérianes, a annoncé à Ibadan le président du Comité nigérian de réadaptation des prisonniers, le révérend Kayode Williams. La vie de beaucoup d'autres prisonniers est en danger, plusieurs maladies ravagant toutes les prisons du pays, selon le révérend cité par le journal nigérian *National Concord*. Les affirmations n'ont pas été démenties par les autorités. — (AFP.)

■ SOUDAN : libération de deux dirigeants. — Deux importants dirigeants politiques, MM. Mohamed Osman El Mirghani, président du Parti démocratique islamiste, et Hassan El-Tourabi, président du Front national islamique (FNI, intégriste), ont été libérés jeudi 30 novembre. Ils avaient été arrêtés lors du coup d'Etat du 30 juin à la suite duquel tous les partis avaient été dissous. Cette mesure intervient alors que viennent de s'engager à Nairobi des pourparlers de paix entre la junte militaire soudanaise issue du coup d'Etat et les rebelles sudistes. — (AFP.)

M. Mauroy et J. J. contre les dangers

Le ministre de l'Intérieur, M. Mauroy, a déclaré, vendredi 2 décembre, que le gouvernement français ne pouvait pas se permettre de laisser les dangers de la criminalité s'aggraver. Il a souligné que la lutte contre la criminalité était une priorité absolue et que le gouvernement était déterminé à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population. Il a également souligné que la coopération internationale était essentielle pour lutter contre la criminalité transnationale.

L'opposition du
contraint le gouver

Le gouvernement français est contraint de réviser sa politique étrangère en raison de l'opposition de l'opposition. L'opposition a souligné que la politique étrangère du gouvernement était trop prudente et qu'elle ne prenait pas suffisamment en compte les intérêts de la France. Elle a demandé une plus grande fermeté dans la politique étrangère et une plus grande implication de la France dans les affaires internationales.

Le gouvernement français a répondu que sa politique étrangère était basée sur des principes solides et qu'elle était en accord avec les intérêts de la France. Il a souligné que la France était déterminée à défendre ses intérêts et à promouvoir la paix et la stabilité dans le monde. Il a également souligné que la France était prête à coopérer avec les autres pays pour lutter contre la criminalité et pour protéger la population.

un climat tendu

POLITIQUE

Le Monde • Dimanche 3-Lundi 4 décembre 1989 7

La réunion du comité directeur du PS

MM. Mauroy et Jospin mettent en garde M. Fabius contre les dangers de « fractionnement » du parti

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 2 et dimanche 3 décembre, a entendu, samedi matin, le premier ministre, M. Michel Rocard, qui a lancé un appel à l'unité des socialistes, en les invitant à faire prévaloir « les convergences » de leurs textes, afin d'affronter en bon ordre les enjeux essentiels que sont la lutte contre les inégalités et l'intégration des immigrés. « Nous ne pourrions pas continuer ainsi », a-t-il lancé, avant de proposer à ses camarades socialistes d'établir avec lui de nouvelles priorités.

ses amis et lui-même présenteront leur propre motion au vote des militants, car ils refusent de se « laisser transformer en suppléants d'une équipe ou de l'autre » (celle de M. Lionel Jospin ou celle de M. Laurent Fabius).

M. Mermaz a insisté sur le risque que prendrait le mitterrandisme, en se divisant, de permettre aux rancardiers de contrôler, directement ou indirectement, trente ou quarante fédérations de plus que les vœux qu'ils déclarent actuellement. « Nous soutenons le gouvernement de Michel Rocard », a dit M. Mermaz, mais je ne suis pas pour que nos amis rancardiers prennent le contrôle (...) du parti. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a affirmé qu'il n'y a pas de différence de ligne politique entre les quatre contributions qui se partagent le courant mitterrandiste (la sienne et celles de MM. Fabius, Jospin et Jean Popere).

M. Jospin a appelé les mitterrandistes à faire preuve d'une certaine grandeur dans la situation actuelle, en dominant leurs rivalités. Le ministre de l'Éducation nationale estime, en effet, que l'« image » des socialistes « se brouille » dans le pays et que le PS « est menacé d'un déclin formidable » s'il se laisse entraîner dans un « processus de fractionnement mortel ». Selon M. Jospin, les mitterrandistes risquent de défaire

l'œuvre de rassemblement qui avait été celle de M. François Mitterrand en 1971 et ensuite. En se divisant, a-t-il dit, ils « tourneraient la page du mitterrandisme » et laisseraient apparaître, par contraste, « la force du courant rancardien ».

M. Jospin a observé, en réponse à M. Fabius, que le débat qui se mène depuis quelques mois n'avait fait surgir aucune « grande idée ». Il s'est demandé à quoi, dans ces conditions, le débat peut servir. Pour le ministre de l'Éducation nationale, l'accord entre les mitterrandistes est possible « maintenant » sur une « ligne politique » et sur une « direction ». Il a critiqué, à ce propos, les fabusiens qui opposent l'« appareil » aux militants, et il a souligné que les mitterrandistes assurent « ensemble » la direction du parti.

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti, a insisté, à son tour, sur les dangers de la division du courant A-B et sur les avantages qu'apporterait, au contraire, leur unité. Observant que, toutes tendances confondues, les mitterrandistes souhaitent « faire pression » sur le gouvernement pour qu'il infatigable sa politique économique et sociale, le député des Landes a observé qu'ils y parviendraient mieux en étant unis. Il a expliqué que le débat budgétaire de cet automne avait, déjà, montré l'impuissance à laquelle les réduisent leurs désaccords face au gouvernement.

M. Pierre Mauroy a repris cet argument, mais il a critiqué, surtout, ce qu'il estime être la médiocrité des discussions entre les fractions du courant A-B. « J'ai une autre idée de mon parti », a dit le premier secrétaire. Les militants veulent de grands débats. Pour M. Mauroy, la vraie question est celle de la politique sociale du gouvernement, qui devrait mobiliser l'attention de tous les socialistes. Évoquant la situation internationale, le maire de Lille a déclaré qu'il pourrait y avoir, aussi, une réflexion sur la diminution des crédits militaires, que rend possible l'évolution de la politique soviétique.

Le premier secrétaire s'est montré très critique envers M. Fabius. Faisant allusion à la position prise par ce dernier et par ses amis sur l'affaire du voile islamique, il a déclaré : « On ne peut pas se présenter dans les fédérations comme le chouchou du président et lutter contre la position du président dans certains domaines. S'adressant à l'ensemble des mitterrandistes, M. Mauroy leur a demandé : « Seriez-vous fatigués d'être le courant majoritaire du parti ? » Selon le maire de Lille, l'absence d'accord au sein du courant A-B aurait des conséquences désastreuses sur le parti dans son ensemble.

PATRICK JARREAU

Sénat

Les crédits aux entreprises publiques passent de 4,7 à 7,2 milliards de francs

Les sénateurs ont examiné, vendredi 1^{er} décembre, les crédits du ministère de l'Industrie.

M. Roger Fauroux a défendu sans succès les crédits de son ministère, handicapé par le fameux dogme présidentiel du « non » (ni nationalisations ni privatisations) qui a pesé de tout son poids sur les débats. MM. Jean-François Fiatat (R.I. Girondin) et André Fosset (U.C. Haute-de-Seine) ont ainsi souligné à plusieurs reprises « les moyens limités des entreprises publiques industrielles pour assurer leur financement ». Les sénateurs communistes ont, quant à eux, dénoncé avec violence le sort fait aux usines de Renault Billancourt et aux chantiers navals de La Ciotat. M. Fauroux a tenté de convaincre son auditoire en annonçant que les crédits de financement des entreprises publiques allaient finalement passer, grâce au collectif budgétaire, de 4,7 milliards à 7,2 milliards de francs. S'agissant de Renault, le ministre a jugé légitime la décision de la Régie de fermer une usine jugée désuète. Il a affirmé, à propos du contentieux avec la CEE, que l'État n'hésiterait pas à engager dans une procédure judiciaire en cas d'échec des négociations.

PIERRE SERVENT

« Nous ne pourrions longtemps continuer ainsi ! »

déclare M. Michel Rocard

M. Michel Rocard a lancé, samedi matin 2 décembre, devant ses responsables réunis en comité directeur, un appel à la cohésion des socialistes, en les pressant de prendre conscience des enjeux extérieurs (européen) et intérieurs (immigration) qui doivent leur permettre de relativiser leurs divergences.

Le premier ministre a notamment déclaré : « notre responsabilité, celle du parti et celle du gouvernement, me paraît fortement engagée aujourd'hui. Le formidable bouleversement à l'Est pose le problème des responsabilités de la France dans des réalités mondiales changeantes. La question de l'intégration interroge notre identité nationale. La nature des inégalités sociales préoccupe notre électeur. Ces ensembles de faits sont sans doute d'égale importance à hauteur historique, mais ils commandent notre succès, car nous n'assurerons pas le rôle de la France dans le monde, si nous ne maintenons pas la cohésion de notre société ».

« Nous ne pourrions faire face ensemble à ces défis ? A lire et à écouter plusieurs d'entre nous, il apparaît que cela ne pourrait être le cas. Des « déficits » de toute nature s'accumuleraient. Au point que plusieurs commentateurs amèneraient presque à penser que lorsque les socialistes emportent des élections, c'est malgré le gouvernement, et lorsqu'ils en perdent, c'est à cause du gouvernement ! ».

« Nous ne pourrions longtemps continuer ainsi. Nous devons ensemble être, au contraire, capables de définir des positions cohérentes et montrer que les socialistes ont en perspective autre chose que des choix internes ».

Après avoir détaillé les enjeux qui, à l'extérieur, sollicitent les socialistes et indiqué qu'il faudrait se préparer, en Europe, « à des transitions heurtées, à des troubles et à des crises », M. Rocard a invité le PS à « renforcer sa présence » au sein de l'Internationale socialiste et à « donner plus d'ampleur aux relations qu'il a nouées avec les éléments qui œuvrent [à l'Est] pour la démocratie ». Il a insisté sur l'importance, pour la France, de réussir le « binôme » prôné par le chef de l'État : ouverture à l'Est, et achèvement de la construction communautaire.

Évoquant les divergences au sein du PS, il a ensuite déclaré : « Il est clair que nous avons besoin d'unité pour l'Europe et pour la France. L'ajoutierai volontiers un terme à notre appel du printemps 1988 : « Une France unie dans une Europe unie, avec des socialistes unis ! ».

Après avoir estimé que, au vu des contributions qui ont été déposées par les différents courants du PS, « les convergences l'emportent », le premier ministre a abordé deux grandes questions : la lutte contre les iné-

galités, le combat pour l'intégration.

Concernant le rapport du CERC et sa conclusion - « Les années 80 ont été une période d'accroissement des inégalités » - M. Rocard a noté qu'elle ne juge pas des années qui ont suivi la deuxième victoire de François Mitterrand et ne prend pas en compte les tendances nouvelles apparues depuis lors ».

« Le port du foulard doit être dissuadé »

Il a invité, sur ce point, les socialistes à établir avec lui de nouvelles priorités : « Nous avons donc commencé d'inscrire dans la durée des mécanismes réellement correcteurs des inégalités, redistributeurs de la solidarité, qui, en même temps, ne compromettent pas la consolidation de la croissance. Ouvrons donc les yeux, osons expliquer, osons détailler l'ampleur des réformes en cours. Et à notre débat de congrès de déterminer les priorités qui dessineront une nouvelle étape ».

S'agissant de l'immigration et des problèmes scolaires qui lui sont liés, il a indiqué : « Notre perspective, comme socialistes, ne peut être que celle de l'intégration. Il me paraît important que les socialistes proposent maintenant clairement aux Français un pacte : la collectivité nationale doit reconnaître aux résidents d'origine étrangère des droits, dont il faut assurer la réalisation effective, mais ils doivent assumer des devoirs, ceux de la règle commune. (...) Faut-il un ministère spécifique de l'intégration ? Non, nous devons mener des politiques de droit commun. J'assumerai la responsabilité et la coordination des travaux d'un comité interministériel. (...) Faut-il ou non interdire a priori le port individuel du foulard ? Le Conseil d'État a dit le droit. Au gouvernement de trancher politiquement. Le port du foulard, surtout en ce qu'il est une manière de penser les rapports entre les hommes et les femmes que nous n'acceptons pas, doit être fermement dissuadé. Mais la conviction peut demander du temps, et nous savons que tout comme au Moyen Âge, l'air de la ville rendait libre ». Aujourd'hui, c'est l'air de l'école laïque qui peut rendre libre. (...) Il va de soi que le gouvernement apportera son plein soutien aux chefs d'établissement et aux équipes éducatives qui, après concertation avec les élèves et les familles et dans le respect du droit, entameront que le port du foulard perturbe le fonctionnement des établissements scolaires. Il va de soi également que l'école laïque ne peut pas s'accompagner non plus d'un choix par les élèves et les familles des cours auxquels ils ne veulent pas assister ou des jours où ils ne veulent pas être présents ».

La revalorisation des retraites jugée insuffisante par les députés

L'opposition du groupe PS contraint le gouvernement au 49-3

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a engagé la responsabilité du gouvernement (article 49-3) vendredi 1^{er} décembre sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé. C'est la quatrième fois, au cours de cette session d'automne, que le premier ministre est ainsi contraint de recourir au 49-3 pour faire adopter un texte sans vote (loi de programmation militaire, première partie de la loi de finances, ensemble du budget 1990). Selon les députés UDF et RPR interrogés à l'issue du débat, l'opposition ne semble pas décidée à déposer, en riposte, une motion de censure sur un tel texte « patchwork ». Le gouvernement a buté sur son dispositif de revalorisation des retraites, jugé insuffisant aussi bien à droite et au centre qu'au sein du groupe socialiste et du groupe communiste.

Ce projet présenté par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a paradoxalement suscité, dans son ensemble, une large approbation au sein de l'Assemblée nationale. Les députés se sont félicités des mesures prises, par exemple, pour étendre aux personnes âgées ou handicapées hébergées par leur famille l'exonération des charges sociales liées à l'emploi d'une aide à domicile ou encore de l'ouverture du bénéfice de l'allocation logement pour les personnes hébergées dans les centres de long séjour. Mais l'article 6 du projet concernant la revalorisation des pensions de retraite a rencontré l'hostilité de tous les groupes, PS compris. C'est cet unique article qui a bloqué le déroulement d'une discussion plutôt consensuelle. Le gouvernement a dû utiliser le 49-3 non seulement pour contraindre les oppositions, mais également - c'est une première - pour passer outre l'hostilité des députés socialistes. Il n'est pas sûr que cela améliore l'ambiance du comité directeur du PS qui se tient ce week-end. Certains mauvais esprits se demanderont peut-être pourquoi cette affaire tombe justement sur un ministre rocardien...

C'est peu avant minuit que le premier ministre est monté à la tribune pour engager la responsabilité du gouvernement. L'insistance qu'il a mise à opposer la volonté conjointe du ministre Evin et du groupe socialiste à « parvenir à une solution équilibrée sur le seul article posant problème » face à une opposition ayant « tendance à voter moins en fonction des mesures que des auteurs » avait quelque chose d'un peu suspect, compte tenu des vives réticences émises par le groupe PS. C'est en effet sur un amendement du rapporteur socialiste de la commission des affaires sociales, M. Alfred Recours (Eure) que l'article 6 avait été surpris en commission à l'unanimité. En fait, les députés socialistes, comme ceux des autres groupes, reprochent au gouvernement d'indexer (pour la quatrième année consécutive) les pensions sur les prix (2,15 % au 1^{er} janvier et 1,3 % au 1^{er} juillet) et non sur les salaires, comme le prévoit le code de la Sécurité sociale.

« Le Quai de Bercy n'a rien voulu entendre »

La discussion de l'article 6 était réservée jusqu'à la fin du débat. Plusieurs longues suspensions de séances furent mises à profit pour tenter de trouver un compromis qui satisfasse les députés socialistes et permette le vote positif de l'opposition. Dans les couloirs, le député RPR M. Jean-Yves Chassard estimait qu'il n'y avait aucune raison de ne pas faire profiter les retraités des fruits de la croissance et de laisser se creuser l'écart entre pensions et salaires nets : « Le partage, c'est bien le président de la République qui en parle, non ? ».

Dans la nuit, un accord semblait s'esquisser avec le groupe socialiste. Mais les députés socialistes - notamment le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey - souhaitaient également que quelque chose soit fait sur les minima. « Le Quai de Bercy n'a rien voulu entendre », expliquait dans les couloirs un député socialiste. Peu après M. Rocard engageait la responsabilité du gouvernement, « sans état d'âme, sans hésitation ». En regardant les bandes de l'opposition, il exprimait sa surprise de voir que « les mêmes qui la semaine dernière, ici, et en ce moment au Sénat, nous reprochaient de dépenser trop nous reprochent

aujourd'hui de ne pas dépenser assez ».

Effort pour les personnes âgées

Les députés se sont d'autre part montrés unanimes pour demander au gouvernement un effort en direction des personnes âgées, de plus en plus dépendantes. « C'est un véritable problème de société », ont-ils dit. « L'allongement de la vie a des conséquences tout à fait inéluctables ; à la fin de la décennie, un million de Français auront plus de quatre-vingt-cinq ans », a expliqué le député RPR, Jean-Yves Chassard (Vienne). Il a souligné, avec le centriste Jacques Barrot, et l'UDF M. Jean-Luc Prél, qu'un fonds national de la dépendance soit créé pour répondre globalement à ce problème.

« Afin de manifester son attention » pour cette question, le gouvernement a repris à son compte un amendement qui était souhaité par l'ensemble des députés et qui ouvre le droit à l'allocation logement pour les personnes âgées hébergées dans les centres de longs séjours (les pensionnés des maisons de retraite en bénéficiaient déjà). Cet article additionnel a été voté à l'unanimité, chacun estimant, à l'instar de M. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), qu'il s'agissait là d'une avancée tout à fait importante qu'il convenait de saluer ».

Le ministre, M. Claude Evin, d'autre part précisait qu'en 1990 le forfait de soins dans les longs séjours serait augmenté. En réponse aux questions des députés concernant l'aide ménagère - jugée insuffisante par rapport aux besoins - M. Evin a rappelé qu'un effort important avait été réalisé par le gouvernement dans ce sens. Enfin, le ministre a repris à son compte un amendement, voté à l'unanimité, qui s'inspire d'une proposition de M. Alain Calmat (apparenté PS). Dans le cadre de la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST), les centres de planification ou d'éducation familiale agréés pourront, dans le cadre de leurs activités de prescriptions contraceptives, et sous la responsabilité d'un médecin, assurer le dépistage et le traitement des maladies transmises par voie sexuelle. Les mineurs qui en font la demande pourront notamment en bénéficier, d'une manière anonyme et à titre gratuit.

Hatier

"Secteur par secteur enfin un bilan parfaitement clair de l'économie française"

Edition 89 - 90
les tout derniers chiffres - 67,00 F.

EN ECONOMIE, HATIER C'EST CLAIR

**« Il faut être intransigeant
avec l'immigration clandestine »**

Retour aux « années Pompidou »

APPEL

An Cambodge, ils reviennent.

MÉDECINS DU MONDE et MÉDECINS SANS FRONTIÈRES
ont décidé de lancer ensemble l'« Opération Cambodge » :

DEUX ouvrages se trouveront ici rassemblés contre toute attente, puisque l'un traite des fondements du système social, tandis que l'autre s'intéresse à ceux qui veulent l'abattre. Il s'agit, dans le premier cas, des droits de l'homme et, dans le second,

Gardiens et ennemis du système

recensement qu'en fait Christophe Boursailler. A cette fin, l'auteur des *Ennemis du système* parcourt le panorama politique de la gauche à la droite non pour céder aux facilités de l'amalgame, mais « pour montrer l'émergence d'une série de modes contestataires ».

LA BOURSE

bulletin réponse

AUX STAGES

COMMENT PARTICIPER

Attribuez à chacune des entreprises participantes le numéro de l'énigme derrière laquelle elle se cache et reportez vos réponses ci-dessous. Répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.

Complétez votre CV et rédigez vos motivations (en page 4), ces éléments seront également pris en compte lors de la sélection des candidats pour le Grand Oral (7 mars 1990).

Joignez un certificat de scolarité délivré par votre école ou université attestant de votre niveau étudiant bac + 3.

Postez le tout avant le 20 décembre à minuit (le cachet de la poste faisant foi) à : BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS, BP 152, 93261 LES LILAS.

Les meilleurs candidats seront invités au Grand Oral de sélection devant les représentants des entreprises le 7 mars 1990 à l'École supérieure de commerce de Paris.

Indiquez en face de chaque logo d'entreprise le numéro de l'énigme qui lui correspond

ÉNIGMES

- Leader en France en matière de « super sans plomb » en 1988, cette société a lancé en juillet dernier un nouveau super sans plomb « révolutionnaire ».
- Elle a la passion de la vie avec ses médicaments grand public, ses additifs alimentaires, ses cosmétiques et sa présence dans cent pays.
- Sur les marchés automobiles, ce groupe a doublé sa taille en trois ans, après des acquisitions, dont le dernier exemple est le rachat de l'américain Blackstone.
- Un produit de cette entreprise a contribué à l'attribution de nombreux premiers prix lors de festivals de cinéma.
- Notre avenir est en forme : notre maîtrise de la matière plastique en Europe nous a permis récemment de pénétrer les marchés de l'Amérique du Nord et de l'Asie.
- L'adepte de la chimie au cœur aime autant les peintures, les engrais et les encres que la pétrochimie et les spécialités chimiques.
- Après sa mutualisation début 1988, cette grande institution française veut ouvrir son capital aux urbains.
- Au mois de septembre 1989, il a mis sur la table 13,7 milliards de francs pour trois acquisitions en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada.
- Numéro un du BTP dans le nord-ouest de la France, il s'est diversifié dans le domestique et a achevé l'année dernière, dans l'Eure, la construction du premier village de vacances du groupe hollandais Carter Parc en France.
- Société d'ingénierie ayant la maîtrise du « process » et des réalisations industrielles au cœur de l'Europe.
- Le plus électricien des constructeurs du tunnel sous la Manche et surtout un des grands du BTP en France.
- Société de distribution, de négoce et de fabrication de matériel technique dans le domaine de la transmission des fluides, elle occupe le rang de deuxième exportateur régional pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Leader de l'industrie céramo-facurière, il réussit à transformer les idées en cash-flow.
- Transactions électroniques, services pétroliers, gestion de l'énergie, testeurs automatiques, instrumentation ; tous ces domaines ont un point commun : la maîtrise de la mesure.
- Située au premier rang des sociétés françaises et européennes d'ingénierie par la multiplicité de ses vocations techniques et par son développement international, elle a fêté son trentième anniversaire en 1988.
- Quelle est cette entreprise industrielle de premier plan qui vient de réaliser un redressement spectaculaire alors qu'elle supporte un endettement d'environ 16 milliards de francs.
- 1989 restera une grande année pour ce leader mondial des matériaux de construction : succession exemplaire et acquisitions spectaculaires.
- Toujours en pole position pour distribuer en France et à l'étranger des accessoires, de la peinture et des produits chimiques à ses 40 000 clients et partenaires, sous une marque leader du monde de l'automobile.
- Il construisait en 300 jours, dans le Nord, l'usine qui abritera la plus grande machine à papier du monde.
- Le groupe qui aligne 17 milliards de francs pour l'achat de biscuits.
- L'organe central d'une association de 31 banques régionales, auxquelles s'ajoutent une caisse centrale et une banque spécialisée.
- Américaine de culture, française par son capital et son management, spécialisée dans le langage informatique de quatrième génération, elle bénéficie de l'appartenance à un des leaders mondiaux de l'électronique grand public et de défense.
- Ce grand groupe bancaire qui conjugue ses talents avec ceux de ses clients sera coté en 1990 à la Bourse de Tokyo.

RÉPONSES

Répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.

(Task Force, Ressources Humaines, Education, Formation et Jeunesse)

1 Quels sont les pays ayant posé officiellement leur candidature à l'adhésion à la Communauté européenne entre le 1^{er} janvier 1988 et le 1^{er} novembre 1989 ?

2 Combien d'accords d'Associations universités-entreprises pour la formation (AUEF) ont été conclus au cours de Comett 1 (du 1^{er} janvier 1987 au 1^{er} novembre 1989) ?

☐ 80 ☐ 125 ☐ 315

Le Monde
CAMPUS
EUROPE 1

AVEC LA PARTICIPATION DE
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(programme Comett)

C.V.

CURRICULUM VITAE

Complétez votre CV
et joignez-y un certificat
de scolarité.

Il sera pris en compte
lors de la sélection
des candidats

pour le Grand Oral
(Paris, 7 mars 1990 à l'ESCP)



Renvoyez le tout
avant le 20 décembre 1989
minuit
(le cachet de la poste faisant foi) à :

BOURSE AUX
STAGES
DU « MONDE CAMPUS »
BP152
93261 LES LILAS

motivations

« Que représente
un stage à l'étranger
pour votre avenir professionnel ? »

Réponse obligatoire, dix lignes maximum

Le Monde
CAMPUS
EUROPE 1

NOM _____ PRÉNOM _____
DATE DE NAISSANCE _____
NATIONALITÉ _____ SEXE _____
ADRESSE PERMANENTE _____
LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
ADRESSE PENDANT VOS ÉTUDES _____
LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____

DANS QUEL SECTEUR SOUHAITEZ-VOUS EFFECTUER VOTRE STAGE

- ☐ MARKETING/COMMERCIAL/COMMUNICATION ☐ ADMINISTRATIF/JURIDIQUE/FINANCIER
☐ TECHNIQUE/INGÉNIEUR/RECHERCHE ☐ INFORMATIQUE

DATES DE STAGE SOUHAITÉES

ÉTUDES EN COURS

FORMATIONS ANTÉRIEURES

ANNÉE	ÉTABLISSEMENT	DIPLOME OBTENU

LANGUES

- _____ ☐ LU ☐ PARLÉ ☐ ÉCRIT ☐ COURANT
_____ ☐ LU ☐ PARLÉ ☐ ÉCRIT ☐ COURANT
_____ ☐ LU ☐ PARLÉ ☐ ÉCRIT ☐ COURANT

SÉJOURS A L'ÉTRANGER (durée du séjour)

STAGÉS, JUNIORS ENTREPRISES, ETC.

DATES	SOCIÉTÉ	SERVICE ET MISSIONS

EXPÉRIENCES PARASCOLAIRES

DATES	SECTEUR	RESPONSABILITÉS

CULTURE

EXPOSITIONS

Le verre sous toutes ses formes

Ce matériau caméléon est à l'honneur dans les musées et les galeries
Fort ou fragile selon qu'il est art ou art décoratif

Un verre - Witkorm - de 2 litres utilisé au Moyen Âge lors des banquets de la noblesse, une coupe baroque rehaussée d'or gravée aux armes de l'évêque de Wrocław, une aiguière 1880, un vase art nouveau fin comme un iris... Quelque deux cent dix pièces racontent, au Musée des arts décoratifs, l'histoire du verre de Bohême de 1400 à nos jours. Préparée en trois ans avec le soutien de l'Association française d'action artistique, le secrétariat d'Etat aux relations culturelles internationales, le ministère de la culture, elle fait l'objet d'un échange avec le Musée des arts décoratifs de Prague (l'une des principales collections mondiales avec quarante-six mille pièces en verre).

On compte ici une centaine de pièces contemporaines. Le verre, plus qu'une simple spécialité, fait d'abord partie de la richesse industrielle, commerciale du pays, entretenue par une longue tradition pédagogique : la première école professionnelle date de 1850. Aujourd'hui, le diplôme des arts décoratifs sanctionne sept ans d'études. Les étudiants doivent présenter trois projets, dont l'un réalisé en usine. Ici, il n'est pas rare de voir un artiste louer un atelier pour mettre au point une œuvre.

Vertige des superstitions

L'histoire du verre de Bohême pourrait bien être celle de toutes les métamorphoses. Transparent à la fin du dix-septième siècle, fêlé comme le substitut idéal du cristal de roche il va, au cours des siècles imiter la porcelaine (le verre « blanc de lait »), les pierres fines et même le marbre. Aux vertiges des superstitions (ne disait-on pas que le rouge rubis des alchimistes évitait les empoisonnements ?) s'ajoute la finesse du travail des graveurs tel que Frédéric Winter. Rodolphe II avait fait venir des tailleurs de pierre de Milan. On exerce ses doigts dans un goût baroque, en multipliant les creux, les reliefs, dans un foisonnement de feuilles d'acanthe, de rubans, de putti. On multiplie ainsi les facettes pour jouer avec la lumière et faire de ces gobelets de véritables écrans gravés de scènes

galantes à la Watteau, de portraits de souverains que signe Dominicus Bismann. Si la tradition nationale est codifiée par un système hiérarchique très rigide (Frédéric Winter est intendant au château de Kynast), elle évolue aussi dans la surprise, grâce aux folies de quelques aventuriers savants. Ainsi, Friedrich Eggerman, peintre et technicien, infiltre une manufacture de porcelaine ou, employé, il se fait passer pour sourd-muet afin de découvrir les secrets de préparations des couleurs.

Si l'on enlève les pièces monumentales des années 70, dues à l'efflux de commandes officielles, le verre de Bohême contemporain s'affirme comme un art de la limite, fragile et extraordinairement dense. La maîtrise technique due aux recherches des ateliers de Kaplicky, de Libensky et Brychtova est la condition de toutes les possibilités : inclusions, détournements, implosions, cadre brisé à chaud (*Danger I et II* d'Elisa Razatova), tensions, relâchements, comme si le verre palpitait encore : il y a ce chien loup mouillé de sang et de haine (*Dans Zamemichova*), ou cette coupe de Franisek Visner, ronde, laiteuse, faiblement irrégulière. Taillé, poli, gravé à l'acide ou au jet de sable, le verre toqué illustre bien le principe du jeu cher à Erwin Eisch, artiste allemand auquel le musée des arts décoratifs consacrait une exposition en 1987 : « La matière n'est pas nécessairement parfaite et transparente mais aussi sale, pleine de bulles, d'irradiations et même opaque. »

Symbole de communication

En France, si l'on exclut le patrimoine touristique-artisanal, l'intérêt artistique pour le verre date du début des années 80 avec l'ouverture d'un centre spécialisé au musée des arts décoratifs, et de galeries. « Le verre qui n'intéressait hier que les Allemands, les Suisses, les Américains, attire depuis peu des collectionneurs français », note Clara Scremini, qui fera bientôt ses cinq ans à la Bastille. Il a ses cotés : 15 000 F pour Philip Myer, 80 000 F pour Libensky...

Paris veut se mettre à la page. En 1989, la filiale française de Corning (leader mondial des verres spéciaux) finance l'exposition de la ville de Paris, « Le verre grandeur nature » réunissant dans le Carré des arts du Parc floral une quarantaine de sculptures européennes. Budget : 1 million de francs. « Il s'agit d'un mélange de proximité, affirme-t-on chez Corning : dans le domaine du verre, les artistes et les scientifiques travaillent aujourd'hui dans le même sens. Les dernières applications concernent les pots d'échappement en céramique adaptés à l'essence antipollution sans plomb. » Le verre serait-il le « matériau de l'avenir » qu'avait défini Jean Baudrillard ? Les Français prennent le train en marche. Ils sont de plus en plus nombreux (une centaine de demandes par an) à venir travailler au CTEVA à Marseille (Centre international de recherche sur le verre), organisme créé en 1982, subventionné par la Ville et le ministère de la culture.

C'est à la suite d'une de ces expériences que Pascal Mourgue, designer, a décidé de réaliser avec le souffleur de verre Lino Tagliapietra toute une série de pièces présentées actuellement à la Galerie Scremini. Pascal Mourgue a plutôt l'habitude de travailler avec des industriels sous la contrainte (prix, matériau, fonction). Il a aménagé beaucoup d'espaces de bureau, remporté des succès avec, notamment, sa chaise Licia créée en 1967 (huit cent mille exemplaires vendus). Ses « autres affaires » ces bouteilles à l'envers libérant de l'eau au compte-gouttes, traduisent d'abord une envie de pureté, de fraîcheur, dont la meilleure expression est la transparence, à laquelle révent depuis plusieurs saisons stylés, politiques, cosmétologiques (*lire « l'effet glassnost » dans le Monde du 9 mars »*).

En cette fin des années 80, le verre se met à fasciner les architectes (de Pei à Nouvel), qui voient en lui un symbole de communication (utilisé par la fibre optique), une manière d'en finir avec l'opacité du béton pris en la Bastille. Il a ses cotés : 15 000 F pour Philip Myer, 80 000 F pour Libensky...

la Galerie Maeght. Olivier Gagnère présente une trentaine de vases, carafes, coupes soufflées à Murano, grâce à une bourse obtenue pour ce voyage en Italie. Les prix vont de 8 000 F à 13 000 F.

Le verre est à la mode en France. Peut-on pour autant parler d'un renouveau ? En donnant surtout un coup d'éclat aux valeurs traditionnelles (la maison, la table), il s'apparente, loin des recherches artistiques, à une affaire de griffes, de signatures « couture » : l'héritier noble, c'est le cristal. Hermès rachète avec Pochet les Cristalleries Saint-Louis, et sur les traces de Daum, qui a fait appel depuis 1966 avec succès à Garoute et Bonetti, entre autre, Cristel de Sévres s'adresse aujourd'hui à Christian Astugueville (créateur de bijoux), où à Daniel Rosenzweig et Jean-Louis Ménard, scénographes, « design-consultants ».

Il y a bien des incidences plus « grand public » : Pascal Mourgue prépare des meubles à base de verre pour Artelano, et même de la vaisselle pour VMC, un gros fabricant dépendant de BSN. Pourtant, il confie : « Dans les années 60, je travaillais pour Prunus. On sortait des bibliothèques en tôle ondulée à 180 F. Le design était d'abord un engagement politique, social : il fallait inventer des choses neuves à bas prix. Aujourd'hui, on est revenu de tous ces rêves utopiques. » A l'heure le design revendique l'idée de plaisir contre celle de l'utilité, le verre n'est-il pas la métaphore aboutie de cette fragilité ?

LAURENCE BENAÏM

► « Verre de Bohême 1400-1989 ». Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 29 janvier 1990.

► « Le Verre grandeur nature ». Carré des arts, esplanade du château de Vincennes (Parc floral de Paris). Jusqu'au 30 décembre.

► Pascal Mourgue, Galerie Clara Scremini, 39, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 43-55-55-58. Jusqu'au 30 décembre.

► Olivier Gagnère, Galerie Maeght, 42, rue du Bac, 75006 Paris. Tél. : 45-48-45-15. Jusqu'au 13 janvier 1990.

PHOTOGRAPHIE

Les pères de la lumière

Les travaux des inventeurs de la photo exposés aux Archives nationales



Autportrait de Bayard, septembre 1845

Tels les quatre mousquetaires, animés par une même volonté d'aboutir, ils se partagent historiquement la découverte de l'invention. Dès 1829, Niepce parvient à fixer la trace d'une image sur le bitume de Judée. Dix ans plus tard, Bayard réalise ses premières épreuves négatives sur papier. Six ans après la mort de Niepce, en 1833, Daguerre met au point un procédé qui porte son nom, le daguerrétype. Quant à l'Anglais Fox Talbot, il revendique d'être le premier à capter des images en chambre noire dès 1834.

Hormis Daguerre et Niepce qui s'étaient associés, aucun des quatre concurrents n'avait eu vent de

l'existence de l'autre. Insouciant de l'avenir réservé à leur invention, ils s'aventurent d'un même élan à la rencontre de l'inconnu. Le miracle qui consiste à rendre permanente une image fugitive est magnifiquement restitué dans le cadre prestigieux des Archives nationales, où les incunables de l'image fixe sont présentées sur des pupitres spéciaux, dans un éclairage tamisé.

Des pièces précieuses fragiles et rares

Il est profondément émouvant de voir ces matrices gravées, aux tons bruns, ocre ou citron, où l'image latente est chimiquement formée mais non encore perceptible visuellement. Il est aussi frappant de constater la récurrence des thèmes traités. Sujet statique, maniable à souhait, les statues sont choisies en raison de leur couleur blanche. Mais il y a aussi les scènes de genre, portraits, paysages et natures mortes (herbier, fleurs et fragments de dentelle), sur lesquelles, avec des temps de pose d'au moins une journée, ces bricoleurs expérimentaux se livrent à une suite de variations. Point de départ d'une grande aventure esthétique, ces documents d'archives sont des œuvres d'art. Malgré une lisibilité difficile, il faut courir les voir, car au dire du collectionneur, André James, ces pièces, précieuses, fragiles et rares, ne seront plus visibles avant cent ans.

PATRICK ROEGERS

► « 1839. La photographie révolue », exposition réalisée par les Archives nationales, avec la collaboration du Centre national de la photographie (CNP), de la Société française de photographie, du Musée Nicéphore-Niepce de Chalon-sur-Saône et du collectionneur André James, Musée de l'histoire de France, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, jusqu'au 17 décembre. Catalogues, textes Michel Frizot, André James, Paul Jay, Jean-Claude Gaurand, édités par le CNP, coll. « Photo-Copies », 65 p., 220 F. Et aussi rétrospective William Henry Fox Talbot, Centre national de la photographie, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris, du 13 décembre 1989 au 12 février 1990.

MUSIQUES

Cheb Mami le même timide

Le plus traditionnel des jeunes chanteurs de raï en concert au New-Morning

Un concert de raï est d'abord une occasion de danser. Longtemps et sur un rythme constant. Dès les premières intonations, le public se lève et les foulards colorés sortent des poches. Foin des polémiques, il est ici l'instrument magique venu souligner les audaces du darbuka, ce petit tambour à main au son sec et incisif. Cheb Mami est là pour distraire et il le sait.

A force d'y voir les traces de la révolte de la jeunesse algérienne face à un pouvoir politique enclin à la rigueur et à la pression des musulmans intégristes, l'Occident a oublié que le raï était une musique traditionnelle de l'ouest de l'Algérie. Musique de va-nu-pieds, de bergers, chansons des filles du port d'Oran, émaillées de propos crus. Musique propice au dévouement, au rire, que l'introduction de la guitare électrique et des synthétiseurs a vite mangée sous l'appellation, un peu hâtive, de rock arabe. Enfant sage du genre, fils de l'Algérie indépendante, Mohamed Khelifati est né en 1966, à Saïda. A quatorze ans, il animait les fêtes et les mariages traditionnels. Dix ans ont passé, et l'on retrouve le jeune homme (Cheb Mami) sur les scènes parisiennes et new-yorkaises. Lancé en Algérie en 1982, à l'occasion d'un crochet télévisé, où il interpréta un classique du raï des années 20, Cheb Mami continue depuis de promener sa voix fièvre, haut perchée, mais vigoureuse, et de renverser sa fragile timidité dans le plaisir du chant. Ce n'est pas de lui que vient la lassitude, mais des musiciens qui l'accompagnent, rafistolage d'un violon plat, d'une batterie marocaine, de deux guitares aphones malgré l'électricité. Se décourage-t-on pour autant lorsque l'on a des fournis dans les jambes ?

VÉRONIQUE MORTAIGNE
► Samedi 2 décembre, 21 h 30, au New-Morning.

La fête à Londres avec les Gipsy Kings

Le flamenco rock de Diego, Tonino, Chico et les autres fait un triomphe devant dix mille Anglais en transe

Jack Lang, ministre de la culture, des grands travaux et du Bicentenaire, avait fait le voyage d'Angleterre pour venir applaudir les Gipsy Kings, le jeudi 30 novembre. Il n'était pas le seul. Le stade de Wembley, près de Londres, était plein. Il avait fallu rajouter un concert le lendemain. Complet aussi.

Tant qu'on ne les a pas vus en scène, tant qu'on n'a pas vu leur public en extase, on est en droit de sourire avec une indulgence un peu navrée au succès planétaire des Gipsy. Et de croire que l'orchestration de leur gloire est plus forte que l'impact de leur musique.

On sait déjà qu'Eric Clapton et Joan Baez en sont fous, qu'ils sont Disque d'or dans vingt-sept pays, et même, apprend-on, « Cassette d'or en Turquie », qu'ils ont vendu au cours des dix-huit derniers mois deux millions et demi d'albums, dont cinq cent mille aux Etats-Unis. On sait qu'ils sont six (ou sept, à Londres un nouveau cousin les avait rejoints) de la même famille, (celle de Manitas de Plata) et qu'il n'y a pas si longtemps, ils faisaient la manche, l'été, sur le port de Saint-Tropez. On sait que ces fils du vent ne deviendront jamais des enfants de la jet-set. Rien n'y fait, ni les dollars ni les bravos, ils reviennent toujours vers leurs caravanes, ancrées à Arles sous l'échancrure de l'autoroute.

Quand on sait ça, on ne sait rien des Gipsy Kings, rien de Diego, Tonino, Chico et les autres. De leur flamenco-rock imperturbable. Ils sont en ligne sur le devant de la scène, des hommes bruns portant chacun une guitare comme on porte un bébé, tendresse et intimité. Deux d'entre eux sont gau-

chers. Derrière eux, les percussions, la basse et le synthé vont imprimer un rythme constant, sans fioritures à leur mélodies volubiles. Les Gipsy sont des vagabonds heureux, ils boivent à toutes les fontaines, s'approprient et consolident à leur manière les vieux standards. (*My way* devient *A mi manera* ou *Volare*). Soudain, ils arabisent et leur chanson file sur le raï, parfois ils westernisent et c'est le grand Ouest de la Camargue. Tout leur est bon, pour devenir fandango, olé Bamboléo ! enda Djobi Djoba !

Une fêta immémoriale

La salle est debout depuis longtemps et danse et chante et tape des mains en riant. Dix mille anglais plongés dans les transe gaies d'une fêta immémoriale. C'est à n'y pas croire. Mais c'est pourtant ainsi à Tokyo comme à Ryad. Les Gipsy chantent en gitan, autrement dit dans une langue qui n'appartient à personne. Ainsi, réussissent-ils l'impossible pari

d'être compris par tout le monde, les Américains et les Japonais, les Zoulous et les Français. Barrière du langage infranchissable mais renversée, les Gipsy communiquent grâce à leur espérance musicale un fraîcheur pleine de santé, une irrésistible vitalité.

Une atavique virtuosité

Ils transportent partout une chaise de cabaret, d'un Louis XV-Barbès surréaliste, et une modestie intransigente. Pas d'aristocraties transcendées à la Lacroix, les Gipsy semblent habillés « en tous les jours », pantalon de cuir noir et chemises un peu criardes. Avec eux les nuages d'encens des concerts rock ressemblent tout de suite à la fumée odorante s'élevant d'une bonne vieille brasserie, et les puissants projecteurs, dont les faisceaux se croisent au-dessus de leurs têtes, aux phares mal réglés d'une camionnette sur le terrain vague du campement.

Les Gipsy jouent, leurs guitares chantent à l'unisson, leurs mains

d'une atavique virtuosité, tricotent d'infatigables volutes symétriques, la salle exhulte. « Thank you London, you made the Gipsy Kings very happy », crie à la foule le porte-parole de la famille, le beau Chico. Demain, ce sera « Thank you Melbourne », « Thank you Sidney », et enfin, du 24 au 27 janvier 1990, au Zénith, merci Paris.

Après le spectacle, les Gipsy Kings sont très entourés. Jack Lang qui les connaît depuis longtemps : « Vous vous souvenez, Chico, je suis venu au baptême de votre fils », et qui les aide dans l'organisation d'un grand rassemblement gitan à Nîmes l'été prochain, lance, enthousiaste dans le micro de RMC : « Les Gipsy Kings sont ici le symbole de la culture française. La culture d'une France de plus en plus métisse, ce qui ne me déplaît pas. Quelqu'un interroge : « Et maintenant quel pays vous reste-t-il à conquérir ? ». Chico répond, tout doucement : « Nous monsieur on ne fait pas de conquêtes, on fait seulement la fête... »

DANIEL HEYMANN

LA NOUVELLE COMEDIE DE ROB REINER

Peut-on rester amis sans que le sexe s'en mêle ?

BILLY CRYSTAL / MEG RYAN
Quand Harry Rencontre Sally...



RÉGIONS

AUVERGNE

Clermont
capitale du design

En 1986, l'Ecole d'architecture et le petit groupe de chercheurs et d'industriels réunis au sein du pôle *Castel* (1) ont créé l'Institut du design d'Auvergne (IDEA). Initiative hasardeuse à l'époque mais qui fut encouragée par la décision du ministre de l'Industrie de confier la création de huit pôles de promotion du design industriel en province à Paul Schmitt, président de l'IDEA, compte tenu comme le dit celui-ci « que les entreprises sont aujourd'hui confrontées à l'absolue nécessité d'améliorer les produits, leur conditionnement, leur identité visuelle face à la concurrence internationale... ».

Aujourd'hui, comme viennent de le constater sur place les représentants des ministères de l'Industrie et de la Recherche, l'Auvergne veut prendre la tête dans la promotion de cette nouvelle filière.

L'Ecole d'architecture dirigée par Daniel Dujardin proposera à partir de février 1990 une formation spécialisée en trois cycles. La même école, associée au Centre de formation professionnelle des adultes, prévoit en outre un certain nombre d'actions de formation dans les domaines de l'infographie, du graphisme, de l'image de synthèse. L'IDEA vient enfin de publier un annuaire professionnel regroupant région par région la liste des principaux designers (9, rue Brault - Tél. 73-35-48-50).

(1) Centre d'appui et de simulation de l'industrie par les moyens de l'innovation et de la recherche.

Salvador Dali
graveur

Depuis le 18 novembre et jusqu'au 21 janvier, le musée Bargoïn (1) de Clermont-Ferrand expose les œuvres gravées de Salvador Dali.

La capitale auvergnate doit cette présentation exceptionnelle au fait que Pierre Argillet, l'éditeur de l'œuvre gravée de Dali, est clermontois d'origine et qu'il a voulu réserver à sa ville natale une manifestation de ce genre. Les villes de Moscou, Stuttgart et Zurich ont en effet jusqu'alors la primauté.

La ville de Clermont-Ferrand, le Conseil général du Puy-de-Dôme et la région Auvergne ont participé à la mise en place de l'exposition, qui bouleverse de fond en comble le musée des beaux-arts, avec une mise en espace imaginée par un plasticien clermontois, Michel Bassot, peintre du fantastique.

La collection de Pierre Argillet est constituée notamment de 160 gravures réalisées entre 1935 et 1970 qui jusqu'alors n'avaient jamais été montrées en France.

(1) Musée Bargoïn, rue Ballainvilliers, Clermont-Ferrand. Tél. 73-91-74-97.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un nouveau parc à loups
en Lozère

Aux confins de la Haute-Loire, du Cantal et de la Lozère, Gérard Menatory veut créer, d'ici à 1991, un immense parc de 200 hectares où vivront des loups d'Europe centrale, dont le comportement sera étudié d'une manière scientifique. Depuis quatre ans, ce naturaliste, qui a lui-même élevé des loups, dirige en Lozère le parc animalier du Gévaudan. « Nous avons actuellement, dit-il, un enclos de quatre hectares, où les visiteurs peuvent voir les loups et les louvettes qui naissent chaque année. Le nouveau parc, beaucoup plus vaste, permettra aux chercheurs d'observer, à partir de miradors, les déplacements des animaux, eux-mêmes dotés d'émetteurs radio ».

Gérard Menatory espère que ce sera la dernière étape d'un processus qui pourrait conduire, à plus long terme, à la réintroduction du loup dans la région. « La partie, dit-il, n'est pas encore gagnée. Il existe des préjugés défavorables, qui reposent davantage sur des mythes que sur des faits réels. Chaque année, des centaines de moutons sont tués en Lozère par des chiens errants ; les loups feraient beaucoup moins de dégâts ».

En France, les loups ont totalement disparu depuis le début du

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Jean-Marc Gilly, Bernard Maillard, Jacques Morin, Jean-Pierre Rouger, Gérard Vallès. Coordination : Jacques-François Simon.

Demain un projet commun ?

Lyon et Saint-Etienne sur le marché des images

Le conseil régional a examiné, le mois dernier, deux études qu'il avait commandées, voici un an et demi, aux villes de Lyon et de Saint-Etienne, sur le projet de création d'un institut de formation aux nouvelles images. Copie rendue. Le problème est maintenant de savoir comment les deux parties vont pouvoir harmoniser deux programmes, très sensiblement différents. A Lyon comme à Saint-Etienne, en effet, l'idée d'une rivalité inter-villes est devenue taboue. « Cette attitude clocheresque qui a peut-être prévalu naguère sera aujourd'hui ridicule à l'échelle européenne », affirment d'une même voix les hommes politiques concernés.

Depuis plusieurs années, Saint-Etienne a affirmé sa compétence en matière de technologie numérique, avec, notamment, le laboratoire de synthèse d'images de l'Ecole des mines, le laboratoire d'analyse numérique de l'université ou l'école d'architecture. Alain Renaud, professeur de philosophie, fondateur des Semaines de l'imaginaire numérique et directeur de la revue internationale du même nom (*le Monde* du 17 juin 1987), travaille depuis cinq ans sur le concept d'une « école de la pensée visuelle ».

Cette spécialité a attiré l'attention de la SARI, promoteur immobilier du « technopolis » qui doit s'implanter sur le

site de l'ancienne entreprise Manufrance. La société souhaite en effet disposer d'un pôle de recherche et de développement en matière de nouvelles technologies de l'image, afin de fournir des prestations de services aux entreprises qui s'installeront sur son futur centre d'affaires. Elle appuie donc le projet d'un institut de recherche et de formation aux arts et technologies de l'image (IRFATI), conçu par Alain Renaud à la demande du conseil régional, parce que cette école de haut niveau consacrerait une bonne part de son activité à la recherche appliquée. La SARI a déjà prévu de mettre à sa disposition 2 000 mètres carrés de locaux, d'une valeur de 13 millions de francs.

De plus, vingt-cinq entreprises, parmi lesquelles l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Kodak ou le Crédit agricole, se déclarent prêtes à soutenir l'IRFATI. Plusieurs constructeurs ont aussi accepté de sponsoriser leur matériel. L'institut, qui proposerait une formation initiale de niveau bac + 4 ou 5, validée, soit par un master soit par un DESS, pourrait couvrir une partie de ses frais grâce aux revenus de la formation continue. Il ne demanderait alors que 10 à 20 millions de francs aux collectivités locales.

La solidité et l'état d'avancement du projet imposent que la

région compte aujourd'hui avec Saint-Etienne. Pourtant elle a en main une autre étude, présentée par deux universitaires, qui propose de créer à Lyon un institut des hautes technologies de l'image (IHT). Ce travail a bénéficié d'un soutien financier double de celui de l'étude stéphanoise (600 000 francs au lieu de 300 000) grâce à l'intervention de l'Association pour le développement économique de la région lyonnaise (ADERLY).

Vingt experts
internationaux

Les auteurs proposent un cursus résolument européen, préparant un « master en systèmes multimédias et images par ordinateur » de niveau bac + 5, déjà assuré d'obtenir une accréditation européenne auprès de la CEE. Ils l'ont soumis à une vingtaine d'experts internationaux qui ont émis un avis favorable. Le projet IHT bénéficie également du soutien de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS), qui voit une intéressante spécialisation pour son propre enseignement.

L'investissement nécessaire est cependant très lourd : 115 millions de francs, qui pourraient être financés par la région, le conseil général et la ville de Lyon. La charge de l'encadrement, de 8,8 millions de francs,

serait prise en charge par les collectivités locales puis, en perte, par l'institut, sur ses ressources propres. Les enseignants seraient payés pour moitié par des entreprises qui financeraient leurs chaires et pour moitié par l'Etat.

L'intérêt manifesté par la ville de Lyon pour ce projet confirme, semble-t-il, sa volonté de s'engager dans le marché de l'image. Le maire, M. Michel Noir, souhaite ainsi que le hall Tony-Garnier fasse l'objet d'un « grand projet » d'envergure européenne en matière de communication. A l'horizon 1992, cet édifice, l'imposante bâtisse qui abrite 1 600 mètres carrés de studios loués à une équipe de télévision franco-canadienne — une opération destinée à montrer que la région peut trouver preneur pour ce genre d'activité. La municipalité prévoit encore d'édifier, en 1991, une salle de cinéma Omnimax. Cet espace, qui coûterait 50 millions de francs, abriterait la deuxième géode française — après celle du musée de La Villette à Paris. La ville de Lyon, qui fut le berceau du cinéma, semble bien, aujourd'hui, déterminée à le rester avec un marché dont elle s'est, depuis trop longtemps, singulièrement éloignée.

RAFAËLE RIVAIS

classés AOC. Il ne s'agit donc pas d'un retour en arrière mais d'un progrès dans l'encadrement d'une politique viticole de qualité utile à l'environnement ».

LORRAINE

Nancy
refait sa ZAC

La municipalité de Nancy entrevoit le bout du tunnel : la ZAC « Stanislas-Meurthe » va pouvoir sortir de terre après de multiples péripéties et l'intervention musclée du ministre de la culture, Jack Lang (*le Monde* du 10 mai 1989). Mais pour arriver à ce résultat, il aura fallu que le ministre de l'équipement délègue sur place un inspecteur général, Joseph Belmont, architecte des bâtiments historiques et des palais nationaux,

chargé de rappeler aux élus locaux les règles du jeu. L'intervention de Joseph Belmont aboutit en particulier à rétablir une certaine cohésion dans les projets urbains de la municipalité, notamment en imposant la nomination d'un architecte unique pour « coder » la ZAC.

C'est en 1983 que l'équipe d'André Roussin, député et maire de la ville, a conçu le projet de réhabiliter une vaste zone d'entreposage située à l'est de l'agglomération nancéienne pour y installer services et activités nouvelles. Les deux premiers projets ont joué de malchance : le tribunal administratif a annulé l'ébauche d'une salle de spectacles pour cause d'irrégularités ; et Jack Lang a fait sérieusement redessiner les plans du futur hôtel du département, dont le chantier démarrera du coup avec plusieurs mois de retard.

Désormais, on reprend à Nancy les choses dans l'ordre : avant de décider la construction d'une

POINT DE VUE

Le prix de l'intégration européenne

par Pierre Richard

DEVENIR une métropole européenne implique, pour la plupart de nos agglomérations, une mise à niveau des équipements et des services offerts notamment aux entreprises et à leurs salariés. La plupart des grandes villes veulent même anticiper la réalisation des investissements nécessaires. Les principales décisions d'implantation des grandes entreprises internationales vont se prendre, en effet, dans les deux ou trois ans à venir et selon des « critères transfrontières », tenant compte, en priorité, de la qualité d'accueil des agglomérations.

Cette anticipation des dépenses a un coût. Les villes sont-elles en mesure de l'absorber, quels que soient les aides économiques susceptibles de réduire leurs ressources, notamment dans le cas d'une conjoncture économique moins favorable ? La question centrale est bien celle de la capacité des grandes agglomérations urbaines à disposer de marges de manœuvres financières, ou de variables d'ajustement dans leurs recettes.

1) L'intégration européenne des grandes cités présente évidemment un coût. Celles-ci engagent actuellement des programmes d'investissement colossaux pour la réussite : réalisation de métros ou de tramways modernes comme à Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Rennes, Grenoble, Rouen ; accélération du programme des TGV ; participation aux besoins d'investissement des universités ; implication croissante dans le financement du logement ou de l'action culturelle.

On peut estimer le coût supplémentaire des investissements « européens » à réaliser, par les grandes agglomérations fran-

çaises, sans compter les frais de fonctionnement correspondants, à 8 ou 10 milliards de francs par an pendant trois ans. Cette dépense étant amorcée dans le temps, par exemple à partir de 1992, à une charge cumulée équivalant à près de 10 % du service de la dette ou à 4 % de la fiscalité locale.

2) Ces coûts restent raisonnables, mais doivent être rigoureusement maîtrisés. Seule une démarche volontariste le permet, selon trois axes : avoir une vision stratégique de l'avenir de l'ensemble de l'agglomération ; jouer la coopération entre les collectivités locales ; développer le partenariat avec le secteur productif.

La vision d'ensemble, c'est le projet de la ville à moyen terme qui définit une stratégie cohérente permettant d'éviter tout gaspillage au hasard de décisions ponctuelles. La renaissance actuelle de l'urbanisme, après quinze ans de retrait, est assez représentative de cette préoccupation.

Le besoin d'emploi est évidemment indispensable. La taille critique d'une agglomération, susceptible d'attirer les groupes industriels est aujourd'hui de 400 000 habitants. Aucune ville ne doit être exclue de l'intégration européenne, mais elle ne peut l'espérer qu'en jouant la coopération au niveau de l'agglomération ou d'un véritable réseau régional de villes moyennes. Là également, le progrès chemine dans de nombreuses régions de France, mais encore trop lentement.

Enfin, le partenariat public-privé est indispensable. Il s'agit pour la collectivité publique, non pas de dessaisir de ses responsabilités — c'est elle qui doit fixer la politique de l'investissement local, —

mais de transférer, en pratique, au secteur productif les risques de réalisation et d'exploitation des équipements et services producteurs de recettes.

Le champ est vaste : eau, transports, stationnements, loisirs, traitement des déchets, etc. Ce partenariat est désormais facilité grâce à la possibilité d'instaurer, par exemple, le péage sur des infrastructures communales. Nos voisins appliquent couramment cette formule : « contracting out » en Grande-Bretagne ; « tiers investisseur » en Belgique ; nous avons en France la formule de la concession et du financement de projet.

3) Les grandes agglomérations doivent pouvoir disposer d'un système de financement souple, permettant des ajustements rapides. On doit pouvoir jouer aussi bien sur la fiscalité que sur l'emprunt. Le principal défaut de la fiscalité locale est peut-être d'être trop rigide, ce qui nécessite de manière périodique des mesures générales correctrices (plafonnement, dégrèvement), coûtant de plus en plus cher à l'Etat. Il serait irrationnel d'envisager une grande réforme de la fiscalité locale. Par contre, on peut définir des axes de justice et d'efficacité et saisir les opportunités de progrès, sans bouleversement.

Renforcer
la solidarité

Deux suggestions peuvent être faites, permettant de mieux responsabiliser les élus et de développer la solidarité d'agglomération :

1) Créer un « versement d'agglomération » qui se substituerait à l'actuel versement de transport. Ce versement concernerait l'ensemble des entreprises de l'agglomération et non seulement

supersalle de spectacles, une mission menée par Gérard Benhamon, adjoint à la culture, évalue les besoins réels et les possibilités concrètes d'y répondre ; et surtout, s'il faut selon le vœu de Joseph Belmont que l'entrée de Nancy soit « monumentale », ce monument-là sera érigé en fonction d'une vue d'ensemble préalable.

MIDI-PYRÉNÉES

Pour les nomades

Les gitans, manouches et autres nomades qui disputent les quelques terrains vagues de la périphérie toulousaine aux papiers gras et aux engins de travaux publics sont toujours : la région n'est guère hospitalière, très en retard sur d'autres qui, à l'instar de la Bretagne, ont réglé le problème du stationnement des gens du voyage. Pour ainsi dire, victimes d'une réputation largement usurpée. Ils sont les mal-aimés de notre société qui supporte de plus en plus mal la différence.

En 1984, vingt-deux communes du pays toulousain créaient tout d'un coup un syndicat d'études pour l'accueil des nomades dans l'agglomération toulousaine. Un premier pas qui, pendant cinq ans, ne fut suivi d'aucun autre tant le problème chiffonne les édiles. Le dossier vient d'être réouvert par la préfecture de la Haute-Garonne qui, à la mi-novembre, invitait les vingt-deux maires fondateurs du syndicat, une dizaine d'autres, plus les associations concernées, à s'engager sur des objectifs concrets.

Pour ce faire, des emplacements aménagés avec canotage, tout-à-l'égout et électricité seront créés, subventionnés à 100 % par l'Etat au titre de différents programmes. Et pourtant, certaines communes, résidentielles, se font encore tirer l'oreille, refusant de se voir imposer des populations qui souvent ne sont pas des électeurs.

Représentés par une association de nomades sédentarisés, les autres, ceux du voyage, ont créé une nouvelle association, l'Association goudou, pour indiquer que la coupe est maintenant pleine. Ils ont rédigé leur cahier de doléances, demandant entre autres de pouvoir stationner à proximité des deux grands hôpitaux toulousains, pour rester près de leurs malades. Dans ce milieu on a l'esprit de famille. Mais, et la chose est nouvelle, les nomades sont d'accord pour payer un droit de stationnement et souhaitent des aires de stationnement réduites, « pour éviter les conflits entre clans ».

Toulouse devra faire un effort. Après la disposition, pour cause de zone industrielle, du camp de Martres, créé en 1974, la ville s'est engagée à construire une centaine d'emplacements. Il en faudrait, estime-t-on, deux cent cinquante.

ÉTRANGER

INDUSTRIE

Le gouvernement de Madrid poursuit son programme de privatisation

MAN et Mercedes prennent le contrôle du constructeur espagnol de véhicules lourds ENASA

Les socialistes au pouvoir à Madrid poursuivent pas à pas leur politique de privatisation des « poids morts » du secteur public.

Le conseil des ministres a décidé vendredi 1^{er} décembre la vente aux groupes allemands MAN et Mercedes Benz d'ENASA, la dernière entreprise du secteur automobile de l'INI (Institut national d'Industrie).

MADRID
de notre correspondant

ENASA fabrique les camions Genas et occupe environ un tiers du marché espagnol des véhicules lourds. MAN prendra donc le contrôle de 60 % du capital d'ENASA, et Mercedes Benz de 20 %, le prix total de la vente s'élevant à 28 800 millions de pesetas (1 500 milliards de francs). L'INI conservera les 20 % restants et acquerra en outre 8 % du capital de MAN.

Les deux entreprises allemandes s'engagent, par ailleurs, à développer pour ENASA de nouvelles lignes de production, qui permettront d'embaucher 520 travailleurs supplémentaires (l'entreprise en emploie actuellement quelque 7 000). Mercedes Benz promet, en outre, d'accroître sa propre production de véhicules au sud des

Pyrénées ainsi que celle de sa filiale espagnole.

Cette opération est l'une des plus importantes réalisées par l'INI depuis la vente, en février 1986, de la Seat à la Volkswagen allemande. Ces deux privatisations procèdent de la même philosophie. Pour le gouvernement espagnol, la survie des entreprises appartenant à des secteurs en voie de « multinationation » irréversible, comme l'automobile, ne peut être assurée que par leur intégration au sein de grands groupes internationaux. Héritière du rêve autarcique du franquisme, l'entreprise ENASA, tout comme hier la Seat, était effectivement menacée d'asphyxie, vaine l'étrusque du marché national. Avec une production annuelle de quelque quinze mille véhicules seulement, elle n'avait pas pu procéder aux coûteux investissements susceptibles de rénover sa technologie.

Aussi ENASA était-elle en crise depuis une quinzaine d'années. Les premières tentatives de vente à un groupe étranger furent toutefois vaines. Le gouvernement espagnol décida alors d'entreprendre un assainissement draconien d'ENASA, avec une forte réduction des effectifs. L'Etat allait dépenser plus de 100 milliards de pesetas (5,4 milliards de francs) pour sponger ses dettes, au grand dam des syndicats, hostiles à l'idée de voir une entreprise renflouée par les deniers publics avant d'être offerte au privé. Cet assainissement allait en tout cas se révéler fructueux, ENASA devant réaliser pour la première fois depuis bien longtemps des bénéfices durant l'année en cours.

Plusieurs prétendants

Dans ces conditions, l'entreprise de l'INI, hier désignée, se voyait désormais convoquée par plusieurs prétendants, à un moment où le secteur des véhicules lourds est en pleine restructuration dans toute l'Europe. Outre l'offre conjointe de MAN et de Mercedes Benz, trois autres concurrents étaient en lice : la Fiat italienne, la Volvo suédoise et la DAF néerlandaise, chacune appuyée par leur gouvernement. Les Espagnols en avaient profité pour faire monter leur enchère, demandant, à titre de contrepartie, que le pays dont l'offre serait retenue stimule les investissements dans les régions industrielles espa-

gnoles en crise, notamment en Galice.

Après une lutte au finish entre les offres de l'Allemagne et celles de l'Italie, le gouvernement de Madrid s'est finalement prononcé en faveur d'un pays qui est l'un des premiers investisseurs au sud des Pyrénées. Un choix qui était, dès le départ, celui de l'INI : celui-ci entend, en effet, se lancer dans une politique de prises de participation dans les grands groupes internationaux, et l'entrée dans le capital de MAN constitue un premier pas en ce sens. La promesse allemande de créer des emplois dans un secteur qui n'a jusqu'ici cessé d'en perdre a également joué son rôle. Si l'opération a été coûteuse pour les contribuables, elle n'en aura pas moins assuré l'avenir de l'industrie espagnole des poids lourds.

THIERRY MALINIAK

L'avenir des chantiers navals de La Ciotat

Le conseil général des Bouches-du-Rhône fait un pas vers la solution Lexmar

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le conseil général des Bouches-du-Rhône a fait, jeudi 30 novembre, un pas significatif vers la solution Lexmar pour la relance des chantiers navals de La Ciotat. A l'issue d'une nouvelle séance de travail entre les élus du département et M. Adam Backström, PDG de la société américaine Lexmar, assistés de leurs experts, plusieurs décisions concrètes ont, en effet, été annoncées. A la demande du conseil général, la société Lexmar a ainsi accepté de créer une société de droit français, Lexmar France, dont le siège a été fixé à La Ciotat.

Le communiqué commun publié par les deux parties indique également que « sur la suggestion » du président du conseil général, M. Louis Philibert (PS), la Lexmar a décidé, avec son partenaire, la société Grand Sud Prospective, filiale du groupe Bouygues, de présenter à la commune de La Ciotat une demande de certificat d'urbanisme « en vue de déposer les permis de construire des bâtiments industriels nécessaires à l'exploitation du chantier naval ». Le communiqué précise, par ailleurs, que « dans le même temps, le conseil général préparera à l'intention de la société Lexmar

l'inventaire de l'outillage public devant faire l'objet de l'autorisation ».

Il fait mention, enfin, du dépôt, par la Lexmar, de contrepropositions concernant les modalités des garanties financières exigées par le conseil général. A ce sujet, M. Jacques Perrot, vice-président (PC) de l'assemblée départementale a déclaré qu'un accord de principe avait été réalisé. Aux termes de cet accord la Lexmar a accepté de verser des pénalités en cas d'un seul de production de deux navires par an correspondant à l'emploi de mille deux cents salariés. Aucune précision n'a cependant été donnée sur le montant chiffré de ces garanties financières — il était question, à l'origine, d'une somme de 700 millions de francs — et sur le nom de la banque, française, qui doit cautionner les engagements de la Lexmar.

GUY PORTE

(Au ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, on indique que les propositions de Lexmar sont très en retrait de celles qui avaient été auparavant présentées à l'origine et qu'elles ont continué à qualifier la solution Lexmar « réaliste » et le plan de « gel ».)

SERVICES

Mise en vente par Saatchi and Saatchi

La société de conseil Gartner Group pourrait être rachetée par Cap Gemini Sogeti

En vente depuis le mois de juin dernier, certaines activités de conseil de Saatchi and Saatchi pourraient trouver acquéreur dans les tout prochains jours. Le premier groupe publicitaire mondial souhaiterait en effet pouvoir clore les négociations avant la présentation de ses résultats mercredi prochain. Cap Gemini Sogeti serait sur les rangs pour racheter l'un des plus beaux fleurons : le Gartner Group.

Lorsqu'il y a un peu plus d'un an, en juin 1988, Gideon Gartner, cinquante-quatre ans, vendit à Saatchi and Saatchi pour 90 millions de dollars le Gartner Group, société qu'il avait lui-même créée neuf ans plus tôt, sans doute ne savait-il pas qu'il passerait un an et demi plus tard de la position de vendeur à celle d'acheteur. Saatchi and Saatchi ayant annoncé son intention de revendre ses sociétés de conseil, Gideon Gartner et d'autres dirigeants de la firme se sont en effet portés candidats à la reprise à un prix qui serait substantiellement inférieur à celui auquel il l'avait vendue.

Mais le fondateur de la société n'est pas le seul sur les rangs. A côté d'autres sociétés d'analyse et d'études de marché comme International Data Corp., Dun and Bradstreet, ou McGraw-Hill, le français Cap Gemini Sogeti, première société de services informatiques en Europe aurait également fait une offre.

Le fondateur dispose d'un redoutable atout. Comme toutes les sociétés de matière grise, le Gartner Group ne vaut rien sans ses consultants. Si Gideon Gartner se refuse actuellement à tous commentaires, un certain nombre de ses dirigeants n'hésitent pas à utiliser cette arme, déclarant fermement qu'ils quitteraient en masse la société si celle-ci ne leur était pas vendue.

Il faut dire que le Gartner Group présente bien des attraits. Son chiffre d'affaires a crû de près de 50 % en 1989,

atteignant 60 millions de dollars (360 millions de francs). Selon « certains informateurs proches de la compagnie », cités par le magazine Business Week, les bénéfices nets auraient quadruplé atteignant 15 millions de dollars (90 millions de francs).

A l'aide d'une panoplie de services allant des études classiques, à la vente d'information en ligne ou par téléconférence, etc., le Gartner Group vend des analyses qualitatives sur l'informatique, la bureautique et les télécommunications. Moyennant un coût par service de 16 500 dollars (99 000 francs), ses clients sont essentiellement de grandes entreprises, mais aussi des fournisseurs de matériels ou de logiciels informatiques ou encore des investisseurs.

La société réalise environ 25 % de son chiffre d'affaires en Europe. Après avoir été représentée en France par Rossard Consultant, elle a créé son propre bureau à Paris en avril dernier. Gartner Group France emploie actuellement cinq personnes et est dirigée par Jacques Schmitta... un ancien de Cap Gemini Sogeti. Ce dernier ne voit guère d'un mauvais œil une éventuelle reprise par ses anciens employeurs « pourvu que nous ne perdions pas notre indépendance de pensée et d'actions », précise-t-il.

A. K.

■ Démissions chez Saatchi and Saatchi. — La première agence mondiale de publicité Saatchi and Saatchi vient d'enregistrer la démission de deux de ses responsables, MM. Victor Miller et David Perring. M. Miller, venant de chez Arthur Andersen, avait la responsabilité depuis trois ans des agences de consultants. Rappelons que cette branche d'activité vient d'être mise en vente. M. Perring était chez Saatchi depuis les débuts de l'agence, à Londres, et était secrétaire général de la société. Il avait été remplacé dans cette fonction, depuis quelques mois, par M. David Binding, qui avait été son assistant. Ces démissions interviennent quelques jours avant l'annonce des résultats annuels du groupe, qui devraient être en baisse, selon les analystes financiers.

REPÈRES

EMPLOI
Les syndicats d'Unisat-Sacilor hostiles au nouveau plan social

Les syndicats d'Unisat, filiale d'Unisat-Sacilor spécialisée dans les produits longs, se sont prononcés contre le nouveau plan social présenté jeudi 30 novembre lors d'un comité d'entreprise qui doit aboutir à supprimer 1 026 emplois d'ici au 1^{er} avril 1991. Celui-ci aboutirait à ramener les effectifs à 4 579 personnes en ayant recours à 726 mesures d'âge, 94 contrats de formation-reconversion, 37 contrats de formation interne et 223 mutations vers les filiales du groupe. — (AFP.)

SOCIAL
Suspension de sept agents du centre de tri de Lille-Lezennes

Sept agents du centre de tri de Lille-Lezennes, parmi lesquels des militants du syndicat SLD (Solidaires, unitaires, démocratiques) formés par des dissidents de la CFDT, ont été exclus de leurs fonctions, et leur salaire a été suspendu par la direction régionale de la Poste, vendredi 1^{er} décembre. Il est reproché à ces agents d'avoir retenu, au cours de la nuit de jeudi à vendredi, le nouveau directeur départemental de la Poste dans les locaux de ce centre, le plus important de France, en grève partielle depuis le 7 novembre pour des raisons salariales et d'effectifs. Leur révocation sera demandée lors de leur passage devant le conseil de discipline, avant le fin du mois.

Nouvel indice du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis

L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer la conjoncture aux Etats-Unis, a reculé de 0,4 % en octobre, après une hausse de 0,3 % en septembre et de 0,6 % en août (chiffres révisés), a annoncé le département du commerce américain le 1^{er} décembre.

Le ralentissement de l'activité semble se confirmer, même si un autre chiffre publié par le département du commerce vient atténuer cette impression : les dépenses de construction ont en effet progressé de 1 % en octobre après être restées stables en septembre, reflétant la reprise de ce secteur, favorisée par la baisse des taux d'intérêt depuis juin dernier.

A Zurich, le directeur de la Société de banque suisse (SBS) a reconnu s'intéresser de très près au développement dans les pays de l'Est, mais sous certaines conditions : les prix devraient être libé-

Des échanges modestes

Pour l'heure, les échanges entre la Suisse et l'Europe orientale demeurent modestes. En 1988, les importations en provenance de ces pays s'élevaient à 983 millions de francs suisses, soit 1,2 %

ÉTRANGER

Aide de 250 millions de francs suisses à la Pologne et à la Hongrie

La Suisse aussi regarde vers l'Est

La Suisse n'est pas indifférente aux mutations en cours en Europe de l'Est. Embellissant le pas aux Etats-Unis et à la Communauté européenne, le gouvernement helvétique a annoncé, le 22 novembre dernier, sa décision d'accorder un crédit de 250 millions de francs suisses (1 milliard de francs français) à la Pologne et à la Hongrie. Le Parlement se prononcera sur ce projet en mars prochain.

BERNE
de notre correspondant

Le chef du département fédéral des affaires étrangères, M. René Felber, n'a pas exclu que d'autres pays de l'Est puissent bénéficier d'une aide financière de la Suisse s'ils manifestent « une authentique volonté de réformes politiques en direction du pluralisme démocratique, du respect des droits de l'homme et de la primauté du droit ». Réparti sur trois ans, ce premier crédit-cadre sera affecté à des secteurs aussi divers que l'administration, l'assistance technique, la coopération scientifique, l'aide humanitaire, la protection de l'environnement ou la culture. Sa majeure partie, 160 millions sur un total de 250 millions de francs suisses, servira à promouvoir les investissements et les échanges commerciaux.

L'annonce de ce crédit-cadre à la Pologne et à la Hongrie devrait contribuer à atténuer les critiques

qu'un certain attentisme, par rapport aux changements à l'Est, avait valu au conseil fédéral. Certes, M. Felber avait dernièrement pris l'initiative d'inviter à Yverdon les ministres des affaires étrangères des autres pays neutres pour en discuter, mais il s'en était tenu à la réserve d'un observateur. La Suisse, qui se tient volontairement à l'écart de la Communauté, doit maintenant tenir compte des répercussions que les bouleversements à l'Est auront sur la construction de l'Europe. M. Felber a d'ailleurs évoqué l'éventualité d'un rapprochement de certains pays de l'Est avec l'Association européenne de libre-échange à laquelle appartient la Confédération.

Dans les milieux économiques et financiers helvétiques, la prudence demeure de mise. Interrogé récemment par la presse, l'administrateur délégué de Nestlé, M. Helmut Maucher, a répondu qu'il suivait « avec attention l'évolution des pays de l'Est où pourraient s'ouvrir des perspectives intéressantes de développement » pour la multinationale helvétique. La première tablette de chocolat Nestlé vient de sortir en Hongrie.

Pour l'heure, les échanges entre la Suisse et l'Europe orientale demeurent modestes. En 1988, les importations en provenance de ces pays s'élevaient à 983 millions de francs suisses, soit 1,2 %

européenne

Vendredi, M. Roh avait été reçu par M. Michel Rocard, qui avait rendu, après M. Mitterrand jeudi, hommage au processus de démocratisation au sud du 38^e parallèle et affirmé que « la France considère la Corée comme un partenaire essentiel ». M. Roh avait, pour sa part, rendu « hommage » à la France, dont « la coopération technique a été l'un des ferments du développement économique de la Corée ».

Bien que les événements d'Europe de l'Est aient un peu éclipsé cette première visite d'Etat d'un président sud-coréen en France, M. Roh peut la considérer comme un succès. Car, pour lui, l'aspect de politique intérieure de cette tournée européenne paraît avoir été déterminant.

La Corée du Sud entend désormais jouer dans la cour des grands. Par exemple, en posant prochainement sa candidature à l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), comme l'a indiqué vendredi à Paris le président du patronat sud-coréen, M. Yoo Chang-soon.

L'étape française du président sud-coréen ne s'explique pas uniquement par l'importance que chaque pays accorde à l'autre du point de vue commercial (avec une part de marché réciproque de 2 %). La France n'est que le troisième partenaire commercial de Séoul en Europe, derrière la RFA et la Grande-Bretagne, et très loin derrière les Etats-Unis et le Japon, qui occupent une place prépondérante dans les échanges extérieurs de la Corée. Mais les Coréens craignent de voir l'Europe communautaire de 1993 se transformer en « forteresse », et ils sont persuadés, comme l'a dit sans ambages le ministre du commerce et de l'industrie, M. Han Seung-zoo, « que la France aura un rôle essentiel quand il s'agira de déterminer l'attitude de la Communauté européenne après 1993 ».

REVUE DES VALEURS

Semaine du 27 novembre au 1^{er} décembre

BOURSE DE PARIS

Le mouvement de reprise soutenu apparut à la veille du week-end et permit de modifier sensiblement le sentiment des intervenants peu attirés jusqu'alors par le marché. «Egale à elle-même et sans intérêt», n'hésitait pas à affirmer un gestionnaire en début de semaine à propos de la Bourse. Il révisait ensuite son jugement, tout en demeurant prudent.

Ainsi, pour la troisième semaine consécutive, le bilan reste positif. L'accélération de la hausse jeudi et surtout vendredi a permis aux différents indices de progresser de manière tout à fait significative. L'indice CAC 240 s'est apprécié de 2,2 % en s'inscrivant vendredi à 531,24 points. Le CAC 40, quant à lui, a gagné 3,3 % clôturant la journée du 1^{er} décembre à 1 919,72 points. Il retrouve ainsi son niveau atteint voici deux mois et s'approche de son plus haut historique (1 961,74) inscrit le 10 octobre, six jours avant le mini-krach.

Les incertitudes relatives à l'évolution des taux d'intérêt ont véritablement pesé sur l'activité durant les deux premiers jours, les investisseurs, redoutant une hausse du taux de base bancaire en France, préféraient dans ce contexte rester à l'écart. Si lundi et mardi l'hésitation était de mise (+0,22 % et -0,19 %), les premiers signes d'une détente sur le front monétaire en particulier aux Etats-Unis étaient bien accueillis mercredi. La tendance était alors à la hausse (+0,65 %). Le lendemain, les propos rassurants du ministre de l'Economie, M. Pierre Bérégovoy, sur le franc et la politique monétaire, conjugués au maintien par la Bundesbank de ses taux directeurs à un niveau inchangé, donnaient un nouvel élan au marché (+0,97 %). Cette reprise ne demandait alors qu'à être confirmée. Elle le sera vendredi. Ce jour-là, à l'espoir d'une détente générale des loyers de l'argent s'ajoutait comme facteur de la hausse un intérêt soutenu pour les «situations spéciales», ces fameuses valeurs susceptibles d'être la cible d'OPA. La journée se terminait sur un gain de 1,55 %.

La semaine aura encore été marquée par la bataille que livre Paribas depuis la mi-octobre pour tenter de reprendre le contrôle de la Navigation mixte. La cotation de cette action était suspendue lundi à la suite d'achats réalisés par la banque de la rue d'Antin à un prix (1 887 F) supérieur à celui proposé pour l'OPA (1 850 F). Paribas était alors obligé de relever le niveau de son offre de 2 % à 1 887 francs comme l'oblige le règlement du Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Les échanges reprenant mardi et la clôture de cette offre publique d'achat était reportée de vingt-quatre heures, au jeudi 30 novembre.

Reprise en fin de course

Le dépeuplement des titres apportés à cette OPA vient donc de débiter et il ne devrait être achevé qu'à la mi-décembre. Mais c'est seulement dans le courant du mois de janvier que les résultats seront communiqués.

Qui a perdu, qui a gagné, M. Michel François-Poucet, président de Paribas ou M. Marc Fournier, président de la Mixte ? Bien malin qui pourra le dire. Chacun des deux camps compte ses alliés et depuis vendredi, les défenseurs du conglomérat attaqué ont un avantage sur le marché par rapport aux assaillants. En effet, jusqu'à la publication de l'avis du CBV annonçant qu'une suite positive est réservée à l'offre, Paribas ne peut acheter des titres en Bourse qu'en dessous de 1 887 F, le prix qu'elle a arrêté. Lors de la dernière séance, l'action s'échangeait à 1 900 F.

Encore Paribas

Le nom de Paribas était lié à deux autres opérations financières : l'OPA lancée par une des filiales Pofiet sur Lambert Frères et la tentative de RES (reprise de l'entreprise par ses salariés) menée par les actionnaires de Fongorolle. Dans le premier cas, l'offre d'achat était présentée par les dirigeants du numéro deux français du pâtre et de la suite comme «favorable au point de vue de l'actionnaire». Le prix unitaire proposé par Pofiet est de 535 F par action pour un dernier cours de 585 F.

Judi, à la surprise générale, la cotation de Fongorolle était suspendue dans la perspective du lancement d'une RES. Le rachat de la firme de STP par son personnel a été décidé pour espérer une fusion avec la SGE, une filiale de la Compagnie générale des eaux, elle-même déjà actionnaire de Fongorolle à hauteur de 33 %. Avec l'appui de Paribas, détenteur de 38,5 % des parts, le président de l'entreprise de travaux publics M. Jean-François Roverato a conçu cette formule de rachat. Total avec 10,5 % des titres apportés également son concours à cette initiative dont le coût est estimé à 1,8 milliard de francs. A la suite de cette transformation, les actionnaires minoritaires auront la possibilité de céder leurs actions au prix de 885 F. Le dernier cours inscrit était de 908 F.

La démission soudaine de M. Jean-Paul Parayre, président du groupe Dumez, de son poste d'administrateur d'Eurotunnel, n'a pas entraîné de

réactions négatives sur le marché. Les intervenants attendent surtout d'ici à la mi-décembre les résultats de l'audit engagé sur les prix des équipements à réaliser. Cette étude tranchera entre les estimations d'Eurotunnel (14,8 milliards de francs) et de Trans-Manche-Link (TML) regroupant les entreprises clientes du consortium (18,6 milliards de francs). Malgré cette perspective pour le moins incertaine, les cours de la firme chargée de réaliser la liaison entre la France et la Grande-Bretagne se sont envolés en fin de semaine.

Autre valeur activement recherchée vendredi, la Lyonnaise des eaux, à la suite d'une réaction de la presse allemande. Un ensemble d'entreprises comprenant la firme française, sous la direction du groupe Muehlenberg, aurait été sélectionné par la Bundespost pour installer un réseau privé de radiotéléphone en RFA. Les secteurs de la distribution, de l'agroalimentaire et des services étaient également à l'honneur jeudi et vendredi pour leurs «situations spéciales» comme Exco, Club Méditerranée et LVMH. D'autre part, un rattachement discret des dirigeants a été observé durant toute la semaine. Est-ce à des fins stratégiques, un investisseur souhaitant se renforcer dans le capital ou tout simplement pour saluer les performances récentes de la Compagnie ? Cette dernière continue de tisser sa toile européenne et deviendra prochainement le premier actionnaire de Baltica, la plus importante compagnie d'assurances danaises. Mais, parallèlement, la Banque indienne a échoué dans sa tentative d'entrée chez le britannique Morgan Grenfell. Son retrait de la banque d'affaires au profit de la Deutsche Bank lui permet toutefois de déloger une plus-value appréciable de 300 millions de francs.

Enfin, ces séances auront été marquées par la recrudescence des OPR, offres publiques de retrait, une notion nouvelle introduite récemment dans le règlement du Conseil des Bourses de valeurs. Pas moins de trois sociétés ont encore opéré ces jours-ci pour cette procédure se retirant ainsi de la cote. Elle concerne le holding Mameul et Prom repris par M. Bernard Pagézy ; le prix proposé est de 150 F ; la société de service Sécap à un cours unitaire de 583 F et Astorg, filiale de Suez et du groupe Matichka, au prix de 340 F. Prochainement, d'autres valeurs devraient encore quitter la rue Vivienne. Ce devrait être le cas de la Dafsa, sur le second marché dans le cadre de la restructuration financière du groupe Expansion auquel elle appartient.

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

A nouveau au-dessus des 2 700

Après une hésitation initiale due aux incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt, Wall Street s'est nettement orientée à la hausse dès jeudi, lorsqu'il est apparu que la Réserve fédérale américaine (FED) devrait bon gré mal gré relâcher davantage sa politique de crédit afin d'éviter une récession. L'indice Dow Jones a franchi la barre des 2 700 points pour la première fois depuis le mini-krach du 13 octobre. La baisse de la consommation et la contraction de la croissance, notamment dans le secteur industriel, suggèrent que l'économie se dirige vers une récession, ne laissant pas à la FED d'autre choix que d'assouplir ses positions. Les opérateurs démontant d'abondantes liquidités ont jugé le moment opportun pour investir, entraînant vendredi la meilleure progression de l'indice depuis le 16 octobre.

Indice Dow Jones du 1^{er} décembre : 2 747,65 (contre 2 675,55).

	Cours 24 nov.	Cours 1 ^{er} déc.
Alcoa	70 3/4	73 3/4
ATT	43 3/4	44 3/8
Biochem	39	40 1/2
Class Man. Bank	37 3/4	36 3/4
De Post de New York	114 1/8	119
Eastman Kodak	42 1/2	42 1/2
Exxon	45 7/8	46 1/2
Ford	44 1/4	45 1/2
General Electric	60	63 1/4
General Motors	43	44 3/8
Goodyear	46 1/2	47 1/2
IBM	108 3/8	97 1/4
ITT	58 1/2	60 3/4
Modell Oil	58 1/8	60
Pfizer	71 1/4	74
Schlumberger	44 3/8	47 3/8
Tecaco	53 7/8	55 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	169 5/8	174
Union Carbide	23 1/4	24 1/4
USX	33 5/8	34 3/4
Westinghouse	71 1/4	75 1/8
Xerox Corp.	57 5/8	58 1/8

LONDRES

Plus haut niveau depuis huit semaines

Le Stock Exchange a bondi vendredi à son plus haut niveau depuis huit semaines, effaçant ainsi les traumatismes infligés par le dernier relèvement des taux d'intérêt, par la mini-récession de Wall Street en octobre et par la décision jeudi de la Bundesbank de ne pas relever ses taux directeurs. Les déclarations du chancelier M. John Major selon lesquelles il n'envisagerait une augmentation du coût du crédit que si nécessaire ont soutenu la tendance. Les rumeurs d'OPA se sont à nouveau emparées du marché.

Indice FT du 1^{er} décembre : 300 valeurs, 2 311,1 (contre 2 222,4) ; 30 valeurs, 1 833,6 (contre 1 754,9) ; Fonds d'Etat, 82,98 (contre 84,10) et mines d'or, 293,2 (contre 296,7).

	Cours 24 nov.	Cours 1 ^{er} déc.
Bovater	399	410
BP	308	312
Charter	482	485
Courtauld	351	369
De Beers (*)	14,62	15,62
Glaxo	13,50	7,64
GLS	15	15,13
ICI	11	6,47
Reuter	920	946
Shell	437	458
Unilever	670	697
Victors	199	193

(*) En dollars.

FRANCFORT

Poursuite de l'avance

A l'image de Wall-Street et de l'ensemble des places européennes, la Bourse de Francfort a apprécié la tendance à la baisse des taux. Toutefois, l'assassinat du président de la Deutsche Bank a secoué jeudi l'ensemble des marchés financiers.

Indice du 1^{er} décembre : Commerzbank 1 996,6 (contre 1 932,8) ; DAX : 1 612,44 (contre 1 555,51).

	Cours 24 nov.	Cours 1 ^{er} déc.
AEG	262	265,50
BASF	272	278,50
Beier	223,50	224
Commerzbank	254	270,70
Deutschebank	696,50	723
Hoechst	262,50	263,50
Karstadt	639,50	650
Mannesmann	317	317,50
Siemens	669	648,50
Volkswagen	465,50	483,50

TOKYO

Nouveaux records

Après sept séances consécutives de hausse et de records successifs, le plus haut était 37 268,79, le 30 novembre. Le Kabuto-cho a marqué une pause vendredi. Il enregistrerait même une légère baisse.

Indice du 1^{er} décembre : Nikkei, 37 132,68 (contre 36 484,47) ; Topix, 2 819,63 (contre 2 759,60).

	Cours 24 nov.	Cours 1 ^{er} déc.
Akai	798	825
Bridgeport	1 970	1 990
Canon	1 770	1 820
Fuji Bank	3 380	3 430
Honda Motors	1 810	1 820
Matsushita Electric	2 270	2 320
Mitsubishi Heavy	1 240	1 260
Sony Corp.	8 270	8 380
Toyota Motors	2 600	2 640

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	1-12-89	Diff.
Bail Equipement	341	+ 0,90
Banque (Cie)	645	- 11
Cetelem	644	+ 11
CCF	199	+ 5
CFI	1 390	+ 40
CFI	510	+ 10
Chargens SA	1 182	+ 8
Eurofinance (1)	2 530	+ 129
Finan (La)	660	+ 27
Locafin	495	+ 6
Locidus	820	+ 4
Midi	1 298	+ 19
Midland Bank	1 182	+ 5
OPF	1 556	+ 5
Paribas	614	+ 1
Paris de réson	465,60	- 41,60
Préalab	1 143	- 6
Schneider	885	+ 13
Société générale	519	+ 12
Suez (Cie Fin.)	432,50	+ 31,50
UCB	255	+ 4

(1) Coupon de 36 F.

Matériel électrique

services publics

	1-12-89	Diff.
CGE	507	+ 9
CSE (ex-Sigana)	320	- 2
Général des Eaux	2 238	+ 93
IBM	599	- 19
Interchimie	1 854	+ 64
ITT	345,50	+ 5,50
Legrand	3 674	+ 56
Leroy-Somer	1 901	+ 216
Lyonnaise des Eaux	561	+ 69,50
Matra	400,10	+ 5,90
Mérieux-Génie	4 799	+ 334
Moulinex	148,60	+ 10,60
PM Labinal	1 170	+ 10
Radiotélécom	515	+ 10
Schlumberger	3 249,50	+ 16,10
SEB	1015	- 4
Sextant-Avionique	580	- 11
Siemens	2 288	+ 168
Thomson-CSF	164	+ 7,30

Bâtiment, travaux publics

1-12-89 Diff.

Arcel. d'entr.	987	+ 19
Bouygues	697	+ 9
Ciment Français	1 298	+ 43
Dumez	933	+ 19
GTM	1 100	+ 21
J. Lefebvre	1 130	+ 32
Laforge	1 435	+ 62
Maisons Phénix	85,25	+ 0,25
Poliet et Chausson	624	+ 64
SCREG	1 100	+ 15
SEB-SB	236	- 4

Alimentation

1-12-89 Diff.

Béglin-Say	678	+ 9
Benguen	3 070	+ 30
BSN	728	+ 60
Carrefour	3 720	+ 270
Casino	214,40	+ 12,90
Eurocarché	4 310	+ 135
Guyane et Gaz	1 150	+ 62
Mon-Hemery (1)	5 200	+ 335
Nestlé	33 500	+ 620
Océid (Gie)	764	+ 6
Olda-Caly	411	+ 1
Pernod-Ricard	1 478	+ 25
Promodis	4 330	+ 280
St-Louis-Bouchon	1 550	+ 115
Somme Parier	1 823	+ 43

(1) Coupon de 15 F.

Filatures, textiles

magasins

	1-12-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 490	+ 22
BEV	791	+ 9
CFAO	645	+ 16
Danart	4 348	+ 170
DAC	565	+ 2
Galerie Lafayette	2 062	+ 61
La Redoute	3 395	+ 184
Novembre Galerie	738	+ 27
Pratemp	710	+ 45
SCOA	49,70	- 3,30

Valeurs à revenu fixe

ou indexés

	1-12-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	101,05	- 0,85
8,80 % 1977	121,25	- 0,45
10 % 1978	100,62	- 0,28
9,80 % 1978	100,62	- 0,28
9 % 1979	99,58	- 0,45
10,80 % 1979	102,35	+ 0,05
16,20 % 1982	108,41	+ 0,11
16 % 1982	102,72	+ 0,18
CNE 5 %	7 745	- 15
CNE 5 000 F	99,50	- 0,21
CNE 500 F	101,10	- 0,20
CNE 500 F	101,10	- 0,20
CNE 5 000 F	99,50	- 0,18

Mines d'or, diamants

	1-12-89	Diff.
Anglo-American	164,50	+ 7,50
Amold	567	- 18
Buf. Gold M.	108	- 5,50
De Beers	94,90	+ 2,10
Drief. Cons.	1 380	+ 4,40
Gimcor	161,20	- 1,80
Harmony	46,50	+ 0,80
Randfontein	472	+ 20
Salit-Helm	56,10	+ 3,80
Western Deep	229	- 1

Mines, caoutchouc

	1-12-89	Diff.
Géophysique	828	+ 49
Amold	323,60	- 3,60
Michelin	153,90	+ 0,60
Métaleurop	265,90	- 9,90
RTZ	51,50	+ 1,40
ZCI	2,60	+ 0,12

Produits chimiques

	1-12-89	Diff.
Inst. Méryen	5 800	+ 220
Labo. Bell	2 428	+ 95
Roussel Ucl	2 382	- 38
Basf	948	+ 25
Bayer	978	- 5
CCIP	1 537	- 7
Club Méditerranée	574	- 3
Emilior	4 825	+ 36
Euro-Dinam	89,05	+ 2,70
Europe 1	1 000	+ 50
Eurochem	55,90	+ 7,45
Groupe Clit	780	+ 15
Hercules	169 5/8	+ 12,50
IAVAV	3 397	+ 68
L'Oréal	4 823	+ 237
Navigation Mixte	1 900	+ 48
Pharm. S. L.	195,60	+ 6,60
Saint-Gobain	632	+ 21
Sanofi	994	+ 18
Skis Romagnol	1 064	- 6

Pétroles

	1-12-89	Diff.
BP-France	132	+ 4
Elf-Aquitaine	496	- 2,50
Esso	570	+ 104
Exxon	280,50	+ 2,50
Petrolia	1 908	+ 3
Primagaz	916	+ 84
Raffinage	425,50	+ 3,70
Royal Dutch	428	+ 4
Sograp	505	+ 11

Métallurgie

	1-12-89	Diff.
Alpi	619	- 1
Alvion Dussault	550	- 5
De Dietrich	2 235	+ 34
FACOM	1 598	+ 66
France	280,50	+ 2,50
Marine Wende	461	- 10
Penhoit	509	+ 49
Pengost SA	844	+ 38
Renault	1 585	- 42
Saint-Gobain	327	+ 5
Safran	1 198	- 2
Valco	815	+ 25
Vallourec	474,90	+ 21,40

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

BOURSES ÉTRANGÈRES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Tokyo et ses emprunts perpétuels

Le yen ayant détrôné le franc suisse comme monnaie d'emprunt la moins chère au monde, le marché des capitaux de Tokyo reprend maintenant à son compte des constructions qui, naguère, ne pouvaient être montées avec quelque chance de succès qu'à Zurich, Genève ou Lugano. Une des formules actuellement en vogue est celle des emprunts perpétuels. Il en avait été largement fait usage en Suisse en 1985 et 1986 quand le franc de ce pays était encore au-dessus de tout soupçon. Jusqu'à présent, les débiteurs font tous partie d'un même groupe restreint, celui des compagnies aériennes internationales. A en croire certains intermédiaires financiers japonais, avides de conclure de nouvelles affaires, l'activité pourrait augmenter rapidement et déborder hors de ce cadre. Il semble en fait que sous la pression de la concurrence, on se soit trop avancé et que seul un petit nombre de candidats internationaux soient vraiment prêts à s'endetter en yen à perpétuité. Quelques grandes sociétés françaises pourraient toutefois se laisser tenter par cette solution.

En elles-mêmes, de telles transactions sont plutôt faciles à mettre sur pied, et c'est sans doute pour cette raison que la concurrence entre établissements financiers pour l'obtention de mandats se développe de façon acharnée. Il s'agit d'obligations dont les détenteurs ne pourront normalement jamais exiger le remboursement. La rémunération des titres n'est fixée d'avance que pour une période initiale, le rendement devant être déterminé à nouveau à intervalle régulier pour les périodes suivantes, tous les cinq, dix ou quinze ans, par exemple. Le calcul se fait sur la base d'un indice ou d'un taux d'intérêt qui sert de référence pour des placements à longue échéance. Une marge y est ajoutée, qui elle-même peut être amenée à varier à l'intérieur d'une fourchette donnée à l'occasion de chaque fixation de rendement. L'épaisseur de cette marge dépend normalement de deux éléments, la qualité de l'emprunteur et la nature de la dette. Il paraît logique que l'intérêt à servir sur un emprunt subordonné soit plus élevé que sur un emprunt de premier rang.

Mais sous la pression de la concurrence, ce barème normal

n'est pas toujours respecté. Il y a même eu des discordances flagrantes. Les choses sont allées si loin ces derniers jours qu'une compagnie aérienne européenne a renoncé à son projet d'emprunt perpétuel. Les offres qu'on lui présentait devenaient si défavorables qu'elles ne pouvaient plus être considérées comme sérieuses. La marge au-dessus de la référence japonaise (le LTPR) se réduisait comme une peau de chagrin, si bien qu'on pouvait craindre pour la réussite de l'opération. Cette évolution a conduit à reconsidérer tout le calendrier et à rendre prudents bien des candidats.

A Tokyo, ces emprunts perpétuels ne sont pas offerts en souscription publique. Ils se placent auprès d'un très petit nombre d'investisseurs institutionnels, en général des sociétés de crédit-bail, qui cherchent à s'assurer des revenus réguliers dans leur propre monnaie. Mais il leur faut une rémunération convenable.

Pour les emprunteurs, l'attrait d'une transaction perpétuelle de ce genre, surtout si la dette est

subordonnée, réside dans la possibilité de se procurer des fonds propres à des conditions tout à fait compétitives. Actuellement, l'ajout au taux de référence japonais peut aller jusqu'à 0,60 %, ce qui correspond à un intérêt annuel d'environ 6,35 % à 6,50 %. Les commissions que retiennent les banques chargées de l'opération sont de l'ordre de 1 %, ce qui n'est pas très élevé. Les montants envisagés sont importants. Ils peuvent aller jusqu'à l'équivalent de 550 millions de dollars des Etats-Unis. Des entreprises industrielles implantées au Japon et donc disposant de revenus en yens pourraient être des candidats de choix. Les investisseurs japonais seraient également prêts à investir dans des titres d'entreprises du secteur public qui ne seraient pas garantis, à condition que l'émission soit assortie d'une clause leur permettant d'en exiger le remboursement si la participation de l'Etat venait à diminuer en dessous d'un certain seuil, 51 % par exemple.

Présence française en euroyens

Toujours dans le compartiment du yen mais dans une tout autre catégorie, celle des euro-emprunts, dont l'échéance est bien déterminée d'avance et qui sont destinés à se placer auprès d'investisseurs internationaux, un rare débiteur français vient de solliciter le marché. Sous le couvert de la République, la SNCF a fait, mercredi 29 novembre, la proposition suivante : 18 milliards de yens d'obligations d'environ trois ans de durée, émises à 101,25 % du pair et portant intérêt au taux de 6,25 % l'an. Ces conditions ont trouvé la faveur des investisseurs institutionnels, en particulier des banques centrales européennes. Le produit de l'emprunt fait l'objet d'un contrat d'échange contre des fonds à taux variable, ce qui permet de remplacer un programme de billets de trésorerie.

Ce programme avait vu le jour il y a plus d'un an dans le but de refinancer un emprunt en yens de type « samurai » que la SNCF a remboursé en septembre 1988. Le marché des emprunts en yens était, l'année dernière, dans une situation difficile qui aurait rendu

beaucoup plus coûteux un recours immédiat à l'emprunt. Le dénouer par la voie des billets de trésorerie s'est avéré très avantageux. Le nouvel emprunt de la SNCF est dirigé par l'eurobanque londonienne de la maison de titres japonaise Yamachi. (Voir éditorial Le Monde daté 4-5 septembre 1988.)

Par ailleurs, l'attention des grands gestionnaires de fonds étant attirée par l'attente des prochaines statistiques de l'emploi aux Etats-Unis, dont la publication est prévue pour le vendredi 8 décembre, l'activité primaire sur le marché des obligations de type classique en dollars est demeurée faible. Cependant, la fermeté de la devise allemande a suscité une recrudescence de nouveaux euro-emprunts en marks et en écus pour des sociétés industrielles. Mais les coupons d'intérêt doivent maintenant se situer au voisinage immédiat de 8 % et de 10 % respectivement si l'on veut attirer l'appétit de la clientèle des particuliers et les amener à souscrire.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Deutschemark uber alles

Dopé par des taux d'intérêt en nouvelle hausse, bénéficiant de la faiblesse de la livre sterling, du glissement des taux d'intérêt américains et d'une certaine déaffection pour le yen japonais, le deutschemark a accentué sa remontée sur des marchés souvent très nerveux. Ce phénomène a provoqué quelques tensions au sein du système monétaire européen, le cours de la monnaie allemande se maintenant au-dessus de 3,40 F et frôlant même, à plusieurs reprises, le cours de 3,42 F, à un centime de son cours plafond de 3,43 F.

Comme il est indiqué ci-dessous, en rubrique marché monétaire et obligataire, l'ascension des taux en RFA - les emprunts d'Etat à dix ans, représentant le véritable « juge de paix » pour les investisseurs internationaux - a poussé à la hausse la devise allemande, qui a continué à regagner du terrain par rapport aux autres devises. Au début de la semaine, le cours du dollar est même retombé à 1,77 DM (et 6,05 F) alors qu'il dépassait 2 DM à l'automne. Il est vrai qu'au début de l'année le dollar valait 1,70 DM. Il reste

donc du chemin à faire si le mark veut retrouver ses niveaux du 1^{er} janvier 1989.

M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, avait donc raison lorsqu'il affirmait ne pas croire beaucoup aux interventions massives des banques centrales pour corriger les parités des monnaies et comptait, bien davantage, sur les ajustements d'intérêt : le voilà servi. La livre sterling a été la principale victime de la fermeté du mark, les capitaux fuyant la City pour mettre le cap sur Francfort. En début de semaine, la devise britannique perdait, brutalement, près de 2 % par rapport à la devise allemande, et retombait à près de 9,50 F à Paris. A Londres, le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major, a indiqué qu'il était prêt à relever une nouvelle fois les taux d'intérêt britanniques. Les marchés, désormais pleins de défiance vis-à-vis de la livre, n'ont guère été impressionnés.

A Paris, la montée des cours du mark, à peu de distance de son cours plafond, est accueillie dans le calme. Il est vrai que le

franc n'est pas attaqué et que la Banque de France est très peu intervenue, se payant même le luxe, lors de son adjudication de lundi, de ne pas relever ses taux directeurs, ceux-ci étant restés fixés à 9,50 % et 10,25 %. Simple, c'est le mark qui est fort.

M. Pierre Bérégovoy a réaffirmé que le franc suivrait le mark s'il était réévalué et qu'il n'y avait pas de raison de s'inquiéter des tensions dans le SME, toutes temporaires. A la Banque de France, toutefois, on redoute les premiers mois de 1990, qui pourraient être orageux si la Réserve fédérale des Etats-Unis faisait baisser ses taux directeurs au-dessous de 8 %, contre 8,50 % actuellement. Le dollar fléchirait au profit du mark, et les tensions deviendraient très vives.

FRANÇOIS RENARD

COUS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AU 1^{er} DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florio	Lire italienne
New-York	1,5628	-	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Paris	1,5648	-	16,5211	62,5979	36,8263	2,6098	46,6218	0,8708
Zurich	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Frankfurt	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Bruxelles	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Amsterdam	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Milan	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708
Tokyo	1,5628	1,5628	16,4009	62,5782	36,8224	2,6088	46,6224	0,8708

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1^{er} décembre, 4,2533 F contre 4,2904 F le vendredi 24 novembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Ruée sur les obligations allemandes

Vendredi matin 1^{er} décembre, le monde entier achetait des obligations allemandes, essentiellement des emprunts de l'Etat fédéral, et surtout le « Bund » à dix ans, dont le rendement, qui avait poussé une pointe à près de 7,60 %, revenait du coup à 7,40 %, au plus haut taux du marché depuis cinq ans. Aussi le MATIF s'animait et se réchauffait, les cours de l'échéance décembre variant de 104,60 à environ 105 : le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) 8 1/8 % 1999, l'emprunt phare du marché, redescendait à 9,07 %, bien au-dessous des 9,22 % touchés au début de la semaine.

Ce qui se passe sur le marché obligataire allemand est capital, à la fois pour les marchés européens et pour les marchés des changes. Comme nous le signalions la semaine dernière, en RFA on n'aime pas l'inversion du taux, c'est-à-dire le passage des taux courts au-dessus des taux longs. Une correction était donc à prévoir et elle s'opère sous nos yeux avec la montée des rendements des emprunts d'Etat. Sans doute, à la fin du mois de novembre, des facteurs techniques ont poussé le rendement de l'argent au jour le jour de 7,20 % à 7,30 % à près de 8 %, mais le sens de la manœuvre est clair et la Bundesbank continue à alimenter le marché en liquidités à 7,30 %. Une telle correction est à mettre sur le compte d'une prise de conscience des opérateurs qui commencent à croire, avec raison, que la Bundesbank maintiendra sa politique restrictive pendant de longs mois encore, en tout cas jusqu'à ce qu'elle en sache plus long sur l'issue des négociations salariales en RFA, très dures comme chacun le sait.

Autre facteur de nature à favoriser les achats d'obligations allemandes, les détenteurs de capitaux internationaux, préoccupés par la chute de la livre sterling, se débarrassent des placements libellés en cette monnaie et se portent sur les placements en deutschemark. Le dollar est également victime d'un tel mouvement puisque, aujourd'hui, un demi-point seulement sépare les

rendements sur les emprunts d'Etat américains et allemands.

De l'autre côté de l'Atlantique, les opérateurs ont été soumis à une douche écossaise, la Réserve fédérale commençant à alimenter largement le marché pour des raisons techniques puis se mettant à pomper des liquidités pour empêcher que le loyer de l'argent au jour le jour (les *federal funds*) ne tombent au-dessous de 8 1/4 % avec, finalement, une remontée aux environs de 8 1/2 %, niveau qui semble constituer un palier actuel.

La Southwest Bank, petit établissement de Saint-Louis qui, il y a trois semaines, avait semblé donner le signal d'une diminution du taux de base bancaire (*prime rate*) en abaissant le sien de 10,50 % à 10 %, vient, discrètement, de le ramener à son niveau antérieur : contrairement à son attente, elle n'avait pas été suivie. Au-delà de ces péripéties, est probable que l'on ne perd rien pour attendre. M. Lytle Gramley, un ancien gouverneur de la Réserve fédérale, estime que la FED pourrait, à court terme, « assouplir » considérablement sa politique, le taux du Federal Fund devant tomber autour de 7 % avant qu'il y ait des signes de « renouveau de vie dans l'économie américaine », en train de glisser dans la récession selon lui.

Banques : pas de relèvement du « TBB »

Sur le marché obligataire de Paris, cela allait mieux en fin de semaine grâce à la baisse toute relative des rendements allemands. L'emprunt de 500 millions de francs du CEFME (dont la BNP est le chef de file) s'est placé très moyennement, le marché trouvant son rendement de 9,42 % un peu tiré. Cela n'a pas été le cas pour l'emprunt de 940 millions de francs de la Caisse autonome de refinancement, qui « tirait » en partie des emprunts de la Caisse des dépôts pour le logement social. Cet emprunt a marché « plutôt bien » à la fois en raison d'un rendement plus élevé, 9,48 %, et d'un régle-

ment à effectuer avant la fin de l'année, comme celui du CEFME d'ailleurs : certains investisseurs institutionnels ont besoin de compléter des bilans avant la clôture de leurs bilans.

Depuis une dizaine de jours, les discussions allaient bon train entre établissements, au sujet d'un relèvement éventuel du taux de base bancaire, porté de 10 % à 10,50 % le 6 octobre dernier. Théoriquement, le jeu de la formule, qui sert à déterminer les variations et dans laquelle entre le loyer de l'argent sur le marché interbancaire, aurait conduit à un relèvement de 0,25 % à 0,30 %. Certaines banques y étaient prêtes, d'autres moins, notamment le Crédit lyonnais qui était foncièrement hostile à cette mesure. Si la Banque de France avait augmenté ses taux directeurs en début de semaine, le relèvement du « TBB » aurait été automatique, mais elle ne l'a pas fait et on en est resté là. De plus, jeudi, à son point de presse hebdomadaire, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et tuteur des banques, a estimé qu'il n'y avait pas lieu de modifier les taux actuels en France : le message est clair.

Par ailleurs, il est fortement question, à la Banque de France, d'une majoration du taux des réserves que les banques doivent constituer sans rémunération sur le montant de leurs dépôts. Une telle mesure aurait pour objet, non pas de donner un tour de vis supplémentaire à l'économie, mais de boucher une faille dans le système actuel. Les certificats de dépôts en devises émis par les banques et « swaps » en francs par la suite ne sont pas soumis à réserves. Or certains établissements y recourent volontiers, la BNP étant particulièrement visée. Il est donc question de soumettre à réserves tous les certificats de dépôt quels qu'ils soient, cette disposition ne devant pas en principe augmenter le volume global des réserves des banques. La décision, difficile en raison de conflits d'opinion au sein des services de la Banque de France, pourrait pourtant être prise la semaine prochaine.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Négociations en coulisse sur le café

Une activité diplomatique intense règne en marge de l'Organisation internationale du café (OIC). Depuis plusieurs semaines, les contacts bilatéraux et multilatéraux entre producteurs et consommateurs mondiaux se multiplient. Le café a perdu 40 % de sa valeur depuis la suspension des quotas à l'exportation début juillet. Le président de l'OIC, l'Ougandais James Wapshakbulu, a indiqué qu'aucune réunion officielle de l'Organisation ne pourrait se tenir si tous les membres n'étaient pas prêts à faire des concessions pour sortir de la crise.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la visite de M. François Mitterrand en Colombie, deuxième producteur mondial de café, au début du mois d'octobre. A cette occasion, le président français avait réaffirmé la nécessité de remettre en vigueur l'accord international sur le café.

L'accord international sur cette dernière afin que les producteurs soient mieux rémunérés et que la Colombie puisse lutter plus efficacement contre le trafic de cocaïne. Paris milite d'ailleurs auprès de ses partenaires de la CEE pour relancer les négociations. De son côté, M. Virgilio Barco, le président colombien, entretient des relations épiques suivies avec M. George Bush, en insistant sur le rôle que doit jouer la production de café face à la coca. Le président américain semble avoir retenu cette argumentation puisque dans une de ses lettres il reconnaissait récemment : « Avec de la bonne volonté et une négociation sérieuse entre toutes les parties, je [George Bush] crois que nous pouvons éliminer les divergences qui bloquent le renouvellement de l'accord international sur le café ».

Côté producteurs, les présidents des pays d'Amérique latine réunis à San-José (Costa-Rica), du 13 au 16 octobre, à l'occasion de la célébration du centenaire de la démocratie au Costa-Rica, en ont profité pour évoquer la crise du café. Assez maladroitement, un communiqué a été publié à l'issue de cette entrevue pour faire état de propositions visant à rétablir les quotas. Mais le Brésil, qui n'était pas officiellement représenté, a opposé un démenti en déclarant que le premier producteur mondial acceptait de réduire sa part de marché. Cette semaine, les producteurs de café étaient réunis à Bali pour un symposium. Si tous les participants sont tombés d'accord sur l'urgence de mesures à prendre en vue d'enrayer la chute des cours, aucun accord n'a

pu être trouvé sur les moyens à mettre en œuvre.

Face à cette impasse, des solutions partielles sont envisagées. Les pays producteurs d'Amérique d'Amérique centrale doivent aussi se réunir le 12 décembre au Honduras pour mettre en place un système de rétention. A cet effet, le Costa-Rica, le Nicaragua, le Guatemala, le Honduras et le Salvador cherchent à obtenir un crédit de 150 millions de dollars de la Banque de développement de l'Amérique centrale. Les fonds seraient destinés au financement du stockage d'une partie de la récolte 1989-1990 pendant le premier trimestre 1990. Ce café serait ensuite revendu progressivement au cours de l'année. Pour sa part, le Brésil poursuit sa politique commerciale agressive pour consolider, sinon accroître, sa part de marché. Au cours du mois d'octobre, les membres exportateurs de l'OIC ont vendu, toutes destinations confondues, 5,22 millions de sacs de 60 kilos contre 4,84 millions en octobre 1988. Le Brésil, à lui seul, a exporté 1,66 million de sacs (1,52 million en octobre 1988). De novembre 1988 à octobre 1989, les exportations de l'OIC ont représenté 70,6 millions de sacs contre 65,5 millions l'année précédente à période correspondante.

Devant cette pléthore de café, le marché ne peut que se montrer désespérément apathique. Sur le London Fox, le robuste a clôturé vendredi à 682 livres la tonne sur mars, gagnant péniblement 2 livres sur la semaine. A New-York, l'Arabica, plus prisé par les consommateurs, faisait quant à lui meilleure mine, en terminant à 77,83 cents la livre sur mars.

ROBERT RÉGUER

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

PRODUITS	COURS DU 1-12
Café (Londres) Trois mois	1 611,5 (+ 16,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 702 (+ 3) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 380 (- 958) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	2 348 (- 140) Francs/tonne
Café (Londres) Janvier	679 (- 26) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	927 (+ 7) Dollars/tonne
Bé (Chicago) Mars	408 (+ 1) Cents/bushel
Mais (Chicago) Mars	238 (-) Cents/bushel
Soja (Chicago) Janvier	182,40 (- 3,7) Dollars/L. courte

A Dreux et à Marseille

L'extrême droite tente de ravir deux sièges de députés à la droite

Deux élections législatives et cinq cantonales partielles sont organisées dimanche 3 décembre. Dans trois scrutins, le Front national est encore présent pour des seconds tours : dans les deuxième circonscriptions des Bouches-du-Rhône et d'Eure-et-Loir et dans le canton de Salon-de-Provence. Dans les deux premiers cas, ce sont des candidats, l'un UDF, l'autre RPR, qui tentent de conserver à l'opposition ces deux sièges face à deux candidats d'extrême droite ; dans le troisième, c'est un « vigouriste » qui est opposé à un candidat FN.

Les appels à « faire barrage » à l'extrême droite lancés par le PS et le PC, dont les représentants ont été éliminés dès le premier tour, sont-ils de nature à mobiliser suffisamment pour être entendus par un électeur qui a fortement boudé les urnes dimanche 26 novembre ?

A Marseille, si M^{me} Marie-Claude Roussel fait le plein des voix de la droite extrême du premier tour et que son adversaire

UDF, M. Jean-François Mattéi, subit un manque à gagner de 50 % des suffrages recueillis par les candidats de gauche du premier tour, elle peut l'emporter. A Dreux, la tâche de M^{me} Marie-France Stirbois apparaît sur le papier plus facile : il suffit que le candidat RPR soit victime d'une déperdition d'environ 20 % du total des voix obtenues par les trois candidats de gauche et par un candidat RPR dissident pour qu'elle l'emporte.

La remontée du Front national, qui a provoqué la constitution d'une sorte de front anti-extrême droite, a mobilisé quelques milliers de personnes, réunies à l'appel du PCF, de la JC, de la CGT, du MRAP, et de l'UNEF-SE, vendredi 1^{er} décembre entre la Bastille et la République à Paris. Diverses associations d'immigrés, dont l'Amicale des Algériens en France, s'étaient jointes au cortège, en tête duquel figuraient plusieurs dirigeants communistes, dont MM. Georges Marchais, Paul Laurent et Jean-Claude Gayssot.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quarante-cinq ans, le dimanche sanglant d'Athènes 2

ETRANGER

La rencontre de M. Gorbatchev et de Jean-Paul II, et la sommet de Malte 4 et 5

Un entretien avec le président du Liban

M. Hraoui est toujours décidé à mater la « rébellion » du général Aoun 4

Nouveau premier ministre en Inde

M. Singh a été chargé de former le gouvernement 6

POLITIQUE

Le 49-3 à l'Assemblée nationale. M. Michel Rocard a engagé la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la santé 7

SOCIÉTÉ

M. Mitterrand et les handicaps

Au colloque « Transport et handicap », à Dunkerque, M. Mitterrand a appelé à l'instauration de mesures européennes en faveur des handicapés dans le cadre de « l'Europe sociale » ou de « l'Europe des citoyens » 9

Télescope français dans l'espace

Un télescope français embarqué sur un satellite soviétique a été lancé, vendredi 1^{er} décembre, de la base de Baïkonour. Sa mission : vérifier s'il existe un « trou noir » géant au centre de notre galaxie 8

Cache d'armes au Pays basque

Au cours d'une opération anti-ETA, 160 kilogrammes d'explosifs, des détonateurs et des armes ont été saisis à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Un réfugié basque interpellé pourrait être réclamé par Madrid 10

Bavure judiciaire à Nanterre

Cinq détenus, impliqués dans une affaire de drogue, ont été remis en liberté par le tribunal de Nanterre à la suite d'un vice de procédure qui a

entraîné la nullité d'une grande partie de l'instruction 10

Tennis

Les quatre meilleurs tennismen du monde se retrouvent ce week-end à New-York en demi-finales du Tournoi des maîtres pour un combat des chefs qui devrait désigner le champion du monde 10

CULTURE

Le verre à la mode

A Paris, quatre expositions honorent ce matériau, fort ou fragile, violent ou gracieux, selon les pays et les traditions 13

Les Gipsy Kings triomphent à Londres

Comme à Tokyo, Ryad et, bientôt, Sidney puis Paris, les « fils du vent » ont fait chavirer le cœur d'un public conquis 13

REGIONS

Projet de création d'un institut de formation aux nouvelles images, à Lyon et à Saint-Etienne 16

ÉCONOMIE

Privatisation en Espagne

Les allemands Man et Mercedes Benz prennent le contrôle du constructeur de véhicules industriels ENASA 17

Les difficultés de Seatchi

Le groupe de communication voit deux de ses dirigeants démissionner et s'apprête à vendre la société de conseil Gartner Group 17

Revue des valeurs

Crédits, changes et grands marchés 19

Services

Abonnements 2
Cartes 15
Mots croisés 15
Météorologie 15
Spectacles 14
Télévision 15

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro de « Monde »
daté 2 décembre 1989
a été tiré à 524 222 exemplaires

En Cisjordanie

La fin sanglante d'un « groupe de choc »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

On les appelait les « Parthènes noirs », marginaux de l'intifada, suscitant sans doute un mélange de crainte et d'admiration dans la population palestinienne. Ils se savaient recherchés, poursuivis par l'armée, traqués par les services de sécurité mais défilant volontiers sans masque dans le casbah de Naplouse — comme si leurs jours étaient comptés.

Vendredi 1^{er} décembre, à la mi-journée, l'armée a porté un coup sévère à ce « groupe de choc » de militants palestiniens, responsable du meurtre de plusieurs « collaborateurs » de l'administration israélienne. Quatre des leurs, dont deux des chefs (âgés de vingt-cinq ans et vingt-deux ans), ont été tués, trois autres blessés et capturés dans la grande ville du nord de la Cisjordanie.

Plusieurs récits — palestiniens et israéliens — évoquent une embuscade tendue par des soldats en civil — « déguisés en fermiers », disent certains — devant un salon de coiffure, à l'extérieur de la vieille ville, dans le quartier de la mosquée

Adjaï. Le porte-parole de l'armée a indiqué que les quatre hommes avaient été tués « lors d'un affrontement avec les forces de sécurité au cours duquel ils avaient tenté de se servir d'un fusil M-16 et de pistolets chargés qui étaient en leur possession ». Il a attribué au groupe l'assassinat de seize personnes.

Le fameux fusil M-16 faisait partie du mythe des « Parthènes noirs » qui, jeudi encore, l'arboraient fièrement, devant la presse, lors d'une de leurs parades dans le casbah. Ces derniers jours, ils avaient procédé à l'exécution publique d'une femme accusée de « collaboration » et boudé durant plus d'une heure un quartier de la vieille ville pour y chasser des « collaborateurs ».

Emanation du Fath, ils n'obéissaient plus qu'à eux-mêmes, et la direction unifiée avait tenté, en vain, à plusieurs reprises de les rappeler à l'ordre. Ils n'ont suscité pas moins une certaine admiration. L'annonce de leur mort a provoqué manifestations et affrontements avec l'armée : une dizaine de Palestiniens ont été blessés et le couvre-feu a été imposé.

Al. Fr.

ÉTATS-UNIS

Nadia Comaneci est arrivée à New-York

La gymnaste Nadia Comaneci, qui a fui mardi 28 novembre sa Roumanie natale, est arrivée vendredi 1^{er} décembre dans l'après-midi à New-York en provenance de Vienne. Pour l'occasion, la triple médaillée olympique de 1976 a été accueillie à l'aéroport John F. Kennedy de New-York par de nombreux journalistes et photographes mais n'a rien révélé de ses projets. « Depuis longtemps », a-t-elle répondu, quand on lui a demandé depuis combien de temps elle songeait à quitter la Roumanie.

Le département d'État avait annoncé vendredi que Nadia Comaneci s'était vu accorder le statut de réfugié aux États-Unis, ce qui devrait lui permettre de faire une demande de résidence permanente d'ici un an. (AFP.)

Avant le Conseil des 8 et 9 décembre

M. Mitterrand a reçu M. Breit, le président de la Confédération européenne des syndicats

M. François Mitterrand a reçu vendredi 1^{er} décembre en fin d'après-midi une délégation de la Confédération européenne des syndicats. Le président de la CES, M. Ernst Breit, a souligné l'importance « capitale » pour les travailleurs d'Europe du prochain conseil européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre prochain. M. Breit a déclaré : « Même si nous regardons le calendrier proposé par la commission, il reste à craindre que le marché intérieur soit depuis

bien longtemps devenu une réalité avant que de nouveaux instruments juridiques et sociaux soient réalisés ».

Selon M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière et vice-président de la CES, le président de la République a considéré la situation comme « positive dans la mesure où nous venons de très loin ». Le secrétaire général de FO a affirmé que le chef de l'État partageait la « déception » des syndicalistes européens née du fait que la charte sociale ne serait pas signée par la Grande-Bretagne. Il a, en tous les cas, assuré que la question ne se pose plus « d'obtenir la charte pour obtenir la signature des Douze ».

Un universitaire nippon réclame sa part du Goncourt. — Un professeur de Nice, M. Patrick Griot, spécialiste de la langue et de la culture celtiques, réclame de Jean Vautrin le « partage » du prix Goncourt qui vient de lui être attribué pour son livre *Un grand pas vers le Bon Dieu* (Grasset). (Nos dernières éditions datées 1^{er} décembre.) L'universitaire nippon estime que Jean Vautrin s'est largement servi de ses deux ouvrages, *Mots de Loup* et *Cadix* et crée en Louisiane.

BAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Lory, Libraire - 288, r. de la Mairie,
75014 Paris, M^o Jussieu - Tél. : 45-46-57-48

Mort du chorégraphe Alvin Ailey

Le danseur et chorégraphe américain Alvin Ailey est mort à New-York le 1^{er} décembre d'une maladie de sang. Il était âgé de cinquante-huit ans.

Né le 5 janvier 1931 à Rogers dans le Texas, ce Noir américain de près de deux mètres de haut avait été formé à la danse classique et à la rythmique, avant de se montrer sensible aux conceptions de Martha Graham qui, pour lui, mettait en avant un savant dosage de pas et d'attitudes choisis dans le folklore des Noirs.

En 1958, Alvin Ailey avait fondé sa propre compagnie, l'Alvin Ailey

American Dance Theater, qui s'était donné pour objectif la sauvegarde et le développement de la danse moderne américaine et du caractère unique de l'expression culturelle noire. Alvin Ailey avait ainsi créé près de quatre-vingt ballets et des danseurs comme Mikhail Baryshnikov et Judith Jamison avaient interprété ses créations. Il avait aussi exercé ses talents de chorégraphe au service du Joffrey Ballet de l'American Ballet Theater et du ballet de l'Opéra de Paris. The Alvin Ailey American Dance Theater était venu plusieurs fois en France, notamment au Théâtre des Champs-Élysées, au Palais des sports et au Théâtre de la Ville.

A la faveur d'une augmentation de capital

L'Expansion, Mondadori et « Libération » pourraient entrer dans « l'Événement du jeudi »

Le directeur-fondateur de l'« Événement du jeudi », Jean-François Kahn, devait dresser devant l'ensemble de ses actionnaires, samedi 2 décembre, le bilan des cinq premières années d'existence de l'hebdomadaire. Un bilan largement positif puisque, au fil du temps, l'hebdomadaire a grandi — il a vendu 176 772 exemplaires en 1988 selon l'OJD, soit 25 000 de plus qu'en 1987 — et qu'il est devenu le chef de file d'un petit groupe comportant d'autres magazines (*Paroles et musique*, *Science et technologie*, 60 000 et 22 000 exemplaires chacun), un restaurant, des salles de cinéma, un atelier de photocomposition.

Jean-François Kahn évoquera devant les actionnaires présents la future augmentation de capital décidée l'an dernier et rendue nécessaire par cette croissance.

Y.-M. L.

Le CSA désigne ses administrateurs dans l'audiovisuel public

La désignation par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) des administrateurs de Radio-France, RFI et RFO (Le Monde du 2 décembre) s'est accompagnée de celle des administrateurs que le Conseil nomme pour trois ans dans les sociétés publiques. Ces désignations, assez largement marquées à gauche, interviennent alors que le gouvernement s'est à plusieurs reprises prononcé, par la voix de Mme Catherine Tesco, ministre déléguée à la communication, en faveur d'un renforcement du rôle des conseils d'administration des chaînes publiques.

ANTENNE 2 : Mme Michèle Gendreau-Massoloux, recteur de l'académie de Paris, ex-membre de la CNCL ; M. Bernard Giraudou, comédien ; M. Pierre Viot, conseiller-maître à la Cour des comptes, président de l'Association du Festival de Cannes, président de l'établissement public de l'Opéra-Bastille.

FR 3 : Mme Paule Dufour, PDG du Comptoir des entrepreneurs, membre du conseil d'administration de la fondation France Libertés de Danielle Mitterrand ; M. Antoine de Tarré, président du directoire des publications de La Vie catholique.

Le CSA met en demeure M6 de ne plus diffuser de films à 20 h 30 jusqu'à la fin de l'année. — Après la Cinq (Le Monde du 1^{er} décembre), c'est au tour de M6 de se voir interdire par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de diffuser des films en début de soirée jusqu'au 31 décembre. Le CSA estime, en effet, que la chaîne a atteint, le 1^{er} décembre, le plafond

annuel autorisé de cent quatre films diffusés entre 20 h 30 et 22 h 30, un certain nombre d'œuvres audiovisuelles présentes par M6 comme des téléfilms étant considérées comme d'authentiques longs métrages par le CSA. La chaîne, fort surprise, ne fera connaître sa réaction qu'en début de semaine.

que ; Antoine Vitez, administrateur général de la Comédie-Française.

RADIO-FRANCE : M. Georges Bortoli, journaliste ; Mme Betsy Jolas, compositrice ; M. Jean Maheu (PDG) ; M. Jacques Vistel, conseiller d'État, médiateur du cinéma.

RFO : M. Georges Beauchamp, vice-président du Conseil économique et social ; M. François Giquel (PDG) ; M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris ; M. André Miquel, professeur au Collège de France.

RFI : M. Philippe Decraene, journaliste, universitaire ; M. Georges Mink, association Solidarność ; France ; M. André Ross, ambassadeur de France ; M. Pierre Miquel, professeur à la Sorbonne.

INA : M. Christian Bourgeois, éditeur ; M. Jean Favier, directeur général des Archives de France ; Mme France Gublin, fondation Enfance et partage ; M. Gérard Unger, ex-PDG de la Sofrad, conseiller auprès du président du directoire de Publicis.

Ilias Lalaounis a l'honneur de vous inviter
à l'occasion de la Célébration des Fêtes de fin d'année
de la place Vendôme, à la présentation sur des pierres des Indes
de sa nouvelle collection de bijoux en OR.

AMERINDIANS

Inspirée de l'art des Indiens d'Amérique
le mardi 5 décembre de 19 h 30 à 23 heures

GALERIE Ilias LALAOUNIS

364, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

ATHÈNES - GENÈVE - ZÜRICH - LONDRES
NEW-YORK - TOKYO - HONG KONG - V. ISLANDS